MAIRIE D'ANNET SUR MARNE "COURRIER ARRIVÉ"

11. AVR. 2017

**PETROREP SA** 

N-d'ORDRE 2199

**SPPE SAS** 

Madame la Ministre en charge de l'Energie Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer

Direction Générale de l'Energie et du Climat Direction de l'Energie SD2 / Bureau 2A A l'attention de M. Marc ROHFRITSCH Tour Séquoia 92055 LA DEFENSE CEDEX

Paris, le 31 janvier 2017

## Recommandé avec AR

Objet :demande conjointe et solidaire de mutation d'une concession de mines d'hydrocarbures dite «Concession d'Ile du Gord»

Madame la Ministre,

Nous soussignés, agissant respectivement pour la société Pétrorep SA (562 034 629 RCS Paris) et pour la Société Pétrolière de Production et d'Exploitation (SPPE) SAS (481 010 817 RCS Orléans), avons l'honneur par la présente pétition de solliciter l'autorisation de mutation des droits détenus par PETROREP SA sur la concession de mines d'hydrocarbures dite «Concession d'Ile du Gord » au profit de SPPE SAS.

# 1- CARACTERISTIQUES DE LA CONCESSION

Par décret ministériel du 5 janvier 1998 paru au J.O.R.F. du 10 janvier 1998, la concession d'Ile du Gord a été accordée pour une durée de 15 ans aux sociétés PETROREP, E.A.P. et COPAREX conjointes et solidaires. L'arrêté du 28 février 2001, paru au J.O. du 9 mars 2001, a autorisé la mutation de la concession de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux dite « Concession d'Ile du Gord » (Seine-et-Marne) au seul profit de la société PETROREP.

La validité de cette concession a été prolongée par décret en date du 11 juin 2013, publié au J.O.R.F. du 13 juin 2013 au profit de PETROREP pour une nouvelle durée de 15 ans expirant le 10 janvier 2028.

Par accord en date du 31 janvier 2017, PETROREP SA a cédé à SPPE SAS l'intégralité de ses droits et obligations afférents à la Concession.

M pao

## 2- REPRISE DES ENGAGEMENTS LIES A LA REPRISE DE LA CONCESSION

SPPE s'engage par la présente demande à prendre en charge tous engagements et obligations liés à l'attribution de la Concession et, notamment à respecter le Décret n°2006 - 648 du 2 juin 2006 relatif aux titres miniers et aux titres de stockage souterrain.

A la présente demande sont annexées les pièces suivantes :

- Pouvoirs des signataires,
- . Pour SPPE SAS:
  - les renseignements administratifs prévus à l'article 3 de l'arrêté du 28 juillet 1995, et
  - les pièces justificatives des capacités techniques et financières visées à l'article 7 dudit arrêté.

A l'appui de notre requête nous vous prions de trouver ci-joint, conformément à l'article 15 de l'arrêté du 28 juillet 1995, la convention de mutation relative à la Concession entre les sociétés PETROREP SA et SPPE SAS.

Pour les besoins de la correspondance, les adresses des deux sociétés signataires sont les suivantes :

PETROREP SA, 42, Avenue Raymond Poincaré – 75782 PARIS CEDEX 16, Attention: Philippe NAHMIAS, ès qualités,

La Société Pétrolière de Production et d'Exploitation (SPPE), ZA Pense Folie – 45220 CHATEAU-RENARD, Attention Bernard RAIGNEAU, ès qualités.

Nous vous prions de croire, Madame la Ministre, en l'assurance de notre très haute considération.

Pour PETROREP SA Philippe NAHMIAS

POUR SPPE SAS Bernard RAIGNEAU

Copie : Monsieur le Secrétaire d'Etat chargé de l'Industrie, Ministère de l'Economie et des Finances Monsieur le Secrétaire d'Etat chargé de l'Industrie Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale de l'Energie et du Climat Direction de l'Energie SD2 / Bureau 2A A l'attention de Monsieur ROHFRITSCH Tour Séquoia 92055 LA DEFENSE CEDEX

Paris, le 31 janvier 2017

# Recommandé avec AR

Objet :demande conjointe et solidaire de mutation d'une concession de mines d'hydrocarbures dite « Concession d'Ile du Gord »

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Nous soussignés, agissant respectivement pour la société Pétrorep SA (562 034 629 RCS Paris) et pour la Société Pétrolière de Production et d'Exploitation (SPPE) SAS (481 010 817 RCS Orléans), avons l'honneur par la présente pétition de solliciter l'autorisation de mutation des droits détenus par PETROREP SA sur la concession de mines d'hydrocarbures dite «Concession d'Ile du Gord » au profit de SPPE SAS.

# 1- CARACTERISTIQUES DE LA CONCESSION

Par décret ministériel du 5 janvier 1998 paru au J.O.R.F. du 10 janvier 1998, la concession d'Ile du Gord a été accordée pour une durée de 15 ans aux sociétés PETROREP, E.A.P. et COPAREX conjointes et solidaires. L'arrêté du 28 février 2001, paru au J.O. du 9 mars 2001, a autorisé la mutation de la concession de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux dite « Concession d'Ile du Gord » (Seine-et-Marne) au seul profit de la société PETROREP.

La validité de cette concession a été prolongée par décret en date du 11 juin 2013, publié au J.O.R.F. du 13 juin 2013 au profit de PETROREP pour une nouvelle durée de 15 ans expirant le 10 janvier 2028.

Par accord en date du 31 janvier 2017, PETROREP SA a cédé à SPPE SAS l'intégralité de ses droits et obligations afférents à la Concession.

Mr Ro

# 2- REPRISE DES ENGAGEMENTS LIES A LA REPRISE DE LA CONCESSION

SPPE s'engage par la présente demande à prendre en charge tous engagements et obligations liés à l'attribution de la Concession et, notamment à respecter le Décret n°2006 - 648 du 2 juin 2006 relatif aux titres miniers et aux titres de stockage souterrain.

A la présente demande sont annexées les pièces suivantes :

- Pouvoirs des signataires,
- . Pour SPPE SAS :
  - les renseignements administratifs prévus à l'article 3 de l'arrêté du 28 juillet 1995, et
  - les pièces justificatives des capacités techniques et financières visées à l'article 7 dudit arrêté.

A l'appui de notre requête nous vous prions de trouver ci-joint, conformément à l'article 15 de l'arrêté du 28 juillet 1995, la convention de mutation relative à la Concession entre les sociétés PETROREP SA et SPPE SAS.

Pour les besoins de la correspondance, les adresses des deux sociétés signataires sont les suivantes :

PETROREP SA, 42, Avenue Raymond Poincaré – 75782 PARIS CEDEX 16, Attention : Philippe NAHMIAS, ès qualités,

La Société Pétrolière de Production et d'Exploitation (SPPE), ZA Pense Folie – 45220 CHATEAU-RENARD, Attention Bernard RAIGNEAU, ès qualités.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, en l'assurance de notre très haute considération.

Pour PETROREP SA Philippe NAHMIAS

POUR SPPE SAS Bernard RAIGNEAU

Copie : Madame la Ministre en charge de l'énergie, Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer

## CONVENTION DE MUTATION DE LA CONCESSION DE MINES D'HYDROCARBURES LIQUIDES OU GAZEUX D'ILE DE GORD

#### **ENTRE LES SOUSSIGNEES:**

**PETROREP**, société anonyme au capital de 2.002.500 €, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 562 034 629, ayant son siège social 42 Avenue Raymond Poincaré 75782 PARIS CEDEX 16,

représentée par son Président directeur général en exercice, Monsieur Philippe NAHMIAS, dûment habilité

D'une part

ET

La Société Pétrolière de Production et d'Exploitation (SPPE), société par actions simplifiée au capital de 3.000.000 €, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés d'Orléans sous le numéro 481 010 817, ayant son siège social ZA Pense Folie 45 220 CHATEAU-RENARD

représentée par son Président en exercice, Monsieur Bernard RAIGNEAU, dûment habilité

D'autre part

ci-après dénommée « SPPE ».

PETROREP et SPPE dénommées ensemble les « Parties » ou individuellement une « Partie ».

# **AYANT ETE PREALABLEMENT EXPOSE:**

Par décret ministériel du 5 janvier 1998 paru au J.O.R.F. du 10 janvier 1998, la concession d'Ile du Gord a été accordée pour une durée de 15 ans aux Sociétés PETROREP, E.A.P. et COPAREX conjointes et solidaires. L'arrêté du 28 février 2001, paru au J.O. du 9 mars 2001, a autorisé la mutation de la concession de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux dite « Concession d'Ile-du-Gord » (Seine et Marne) au seul profit de la société PETROREP.

Par décret en date du 11 juin 2013 cette concession a été prorogée pour une durée de 15 années.

PETROREP a cédé à SPPE l'intégralité de ses droits et obligations afférents à la Concession par acte en date du 31 janvier 2017.

1. WAB

# IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

#### Article 1

Comme suite aux opérations visées au préambule ci-dessus, les intérêts dans la Concession seront désormais détenus par SPPE.

#### Article 2

SPPE s'engage à prendre en charge tous engagements et obligations liés à l'attribution de la concession renouvelée et notamment à respecter le Décret n°2006-648 du 2 juin 2006 relatif aux titres miniers et aux titres de stockage souterrain, et ce, dans les conditions prévues dans l'acte visé au préambule.

#### Article 3

La présente convention est conclue sous la condition suspensive de l'autorisation visée à l'article L. 143.1 du Code Minier.

Fait à Paris le 31 janvier 2017

En quatre exemplaires originaux Dont un pour chacune des parties Et deux pour l'Administration

POUR PETROREP SA Philippe NAHMIAS

POUR SPPE SAS Bernard RAIGNEAU



2017

# **SOMMAIRE**

SOMMAIRE
CAPACITES TECHNIQUES DE LA SOCIETE SPPE
1. PRINCIPAUX TRAVAUX REALISES PAR SPPE 2
1.1 Concession de Saint-Martin-de-Bossenay (Aube)2
1.2 Permis de Romilly-sur-Seine (Aube - Marne)2
1.3 Permis de Marcilly-le-Hayer (Aube)3
1.4 Les demandes de titres miniers en cours 4
2. CAPACITES DE PRODUCTION ET PROJETS DE SPPE
3. DESCRIPTIF DES MOYENS HUMAINS ET AUTRES MOYENS TECHNIQUES
3.1 Organigramme de la société SPPE
3.2 CV des principaux cadres de SPPE
RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS ET CAPACITES FINANCIERES DE LA SOCIETE SPPE
Extrait Kbis Statuts de la société Garantie de la maison mère Engagement souscrit en application de l'Article 7 de l'arrêté du 28 juillet 1995 3 derniers bilans et comptes de résultats de SPPE
LISTE DES FIGURES  Figure 1 : Historique de production de SPPE



2017

# CAPACITES TECHNIQUES DE LA SOCIETE SPPE

# 1. PRINCIPAUX TRAVAUX REALISES PAR SPPE

# 1.1 Concession de Saint-Martin-de-Bossenay (Aube)

L'objectif des travaux entrepris par SPPE sur le gisement de Saint-Martin-de-Bossenay découvert en 1959 et arrêté en 1995, était de reprendre l'exploitation du champ pétrolier grâce aux puits existants, puis d'appréhender la capacité du gisement à produire des réserves additionnelles d'huile. Lors de cette reprise le gisement n'était plus en état de produire en raison de la vétusté de ses installations, notamment celles de surface (réseaux de collectes, stockages, etc.).

Des travaux de restauration des différents équipements ont donc été réalisés, à la fois sur les puits disponibles (9 anciens producteurs et 2 injecteurs) et sur toutes les installations de production en surface.

Les travaux ont consisté pour l'essentiel à :

- la réhabilitation des plates-formes des puits, la recomplétion des puits disponibles en producteurs et injecteurs, avec notamment la réalisation de drains horizontaux sur les 9 anciens puits producteurs, tous repris en side-track,
- le forage de 10 nouveaux puits de développement avec drains horizontaux sur le gisement.
- le forage d'un puits d'exploration au Lusitanien, qui est une découverte d'huile.
- l'installation d'un nouveau réseau de collectes (de production et d'injection), sur la base de l'ancien tracé, mais en évitant le village de Saint-Martin-de-Bossenay,
- la réhabilitation en profondeur de l'ancienne station de production et de stockage sur la plateforme SMB 1 et à l'installation d'une nouvelle station sur la plate-forme du puits SMB 11,
- la reprise de 2 anciens puits de production et le forage d'1 nouveau puits d'exploration sur le gisement de Saint-Lupien, dans la partie Sud de la concession (voir au 1.3 – Gisement de Saint-Lupien).

# 1.2 Permis de Romilly-sur-Seine (Aube - Marne)

Le permis de Romilly—sur-Seine se caractérise par la présence de trois anciennes découvertes d'hydrocarbures situées dans la partie Nord du permis, elles ont été réexaminées par SPPE dans le but d'une remise en exploitation :

- Saint-Eloi : découverte au Dogger, ayant produit 16 764 tonnes de 1985 à 1993,
- Pont-sur-Seine : gisement également Dogger, dont la production s'est élevée à 449 tonnes de 1961 à 1962,
- Saint-Just-Sauvage : cette accumulation d'huile au Rhétien a produit 20 826 tonnes de 1983 à 1987.



2017

Les procédures administratives pour des forages, liées à la reprise de ces gisements situés dans la vallée de la Seine au Nord de la ville de Romilly-sur-Seine, ont été longues et complexes dans la mesure où ces anciennes découvertes sont situées en zone de PPRI de la Seine Aval.

#### Gisement de Saint-Eloi:

Les travaux d'exploration ont consisté à étudier le potentiel du réservoir Dogger de ce gisement qui a produit de 1985 à 1993.

Les travaux ont consisté à reprendre 2 anciens puits :

- 1 puits repris en vertical, avec perforations au niveau du réservoir : STL 1,
- 1 puits repris en side—track avec forage d'un drain horizontal : STL 4.

Suite à des tests de production sur ces deux puits, les résultats se sont révélés très hydratés, notamment pour le puits STL4 qui a ensuite été complété en injecteur. Ainsi ces deux puits sont actuellement en phase de tests de production de longue durée dans la configuration d'un doublé de puits producteur (STL 1) - injecteur (STL 4).

Pour ces tests de production longue durée, une station de stockage et de chargement ICPE a été construite sur la plate-forme STL1.

# Gisement de Saint-Just-Sauvage:

Les travaux d'exploration ont consisté à étudier le potentiel du réservoir du Rhétien qui a produit 20 826 tonnes de 1983 à 1987.

Les travaux ont consisté à :

- reprendre 2 anciens puits, avec perforations du réservoir : SJS 1 qui est vertical et SJS 3-d qui est dévié,
- forer un nouveau puits dévié SJS 101-d.

Les puits sont actuellement en phase de tests de production de longue durée.

# 1.3 Permis de Marcilly-le-Hayer (Aube)

#### Gisement d'Avon-la-Pèze :

Les travaux d'exploration ont consisté à étudier le potentiel du réservoir Dogger qui avait montré une petite production marginale au début des années 1960, sur les puits AP 1, AP 2 et RN 1.

Les travaux ont consisté pour l'essentiel à :

- 3 anciens puits repris en side-track avec drain horizontal : AP 1, AP 2 et RN 1,
- 6 nouveaux puits avec drain horizontal qui se sont tous révélés positifs,
- la construction d'une nouvelle station de stockage et de chargement ICPE sur la plate-forme
   AP 2 et pose de collectes de raccordement à cette station.

Une demande de concession sur ce gisement d'Avon-la-Pèze a été déposée en août 2013.



2017

# Gisement de Saint-Lupien:

Les travaux d'exploration ont consisté à étudier le potentiel du réservoir Dogger qui avait montré une petite production marginale au début des années 1960, sur les puits SLU 1 et 2.

## Les travaux ont consisté pour l'essentiel à :

- 2 anciens puits repris en side-track avec drain horizontal: SLU 1 et 2, et 1 nouveau puits avec drain horizontal utilisé en injecteur (ils se situent dans l'emprise de la concession de Saint-Martin-de-Bossenay),
- 5 nouveaux puits avec drain horizontal qui se sont tous révélés positifs,
- 3 puits verticaux avec carottage en cours de tests de longue durée, dont 1 qui a été prolongé jusqu'au Rhétien,
- 3 puits verticaux avec carottage et repris en side-track avec drain horizontal, en attente de tests de production,
- la construction de 2 nouvelles stations de stockage et de chargement ICPE et pose de collectes de raccordement à ces stations.

Une demande de concession sur ce gisement de Saint-Lupien a été déposée en novembre 2013.

# 1.4 Les demandes de titres miniers en cours

# Demande de permis de Gélannes (Aube):

Le périmètre de cette demande correspond à deux carreaux rendus récemment par SPPE en fin de première période de validité sur ses permis de recherche respectifs de Romilly-sur-Seine et de Marcilly-le-Hayer.

Les objectifs pétroliers de cette demande sont conventionnels. Ils concernent les carbonates du Dogger, ainsi que les grès du Trias.

# Demande de permis de Saint-Martin-d'Ordon (Loiret et Yonne) :

Le périmètre de cette demande correspond à une zone à l'Est de la concession de Château-Renard, entre les villes de Sens (au Nord-Est), Montargis (au Sud-Ouest) et Nemours (au Nord-Ouest). Les objectifs pétroliers de cette demande sont conventionnels. Ils concernent les carbonates du Dogger, les carbonates du Jurassique supérieur, ainsi que les sables du Néocomien.

## Demande de permis d'Echemines (Aube et Yonne) :

Le périmètre de cette demande correspond à une zone à l'Est du permis de recherche de Marcilly-le-Hayer, comprenant quatre carreaux rendus récemment par SPPE en fin de première période de validité, ainsi que sept carreaux supplémentaires au Sud-Est de la zone, couvrant le territoire jusqu'à la ville de Troyes.

Les objectifs pétroliers de cette demande sont conventionnels. Ils concernent en priorité les carbonates du Dogger.

## Demande de permis de Courgenay (Aube et Yonne):

Le périmètre de cette demande correspond à une zone au Sud-Ouest du permis de recherche de Marcilly-le-Hayer, comprenant un carreau rendu récemment par SPPE en fin de première période de validité.



2017

Les objectifs pétroliers de cette demande sont conventionnels. Ils concernent en priorité les carbonates du Dogger.

# Demande de concession de Faÿ (Seine-et-Marne):

L'étude de faisabilité technico/économique de la ré-ouverture de l'ancien champ de Chailly-en-Bière a abouti à une demande de concession sur ce gisement Dogger qui a produit 1236 kT d'huile de 1958 à 1986.

# 2. CAPACITES DE PRODUCTION ET PROJETS DE SPPE

Crée en 2005 sur la base d'une remise en exploitation d'un vieux gisement arrêté pendant une dizaine d'années, Saint-Martin-de-Bossenay, la société SPPE a aujourd'hui une capacité de production de l'ordre de 800-1000 barils/jour, sur la concession de Saint-Martin-de-Bossenay et les permis de Romilly-sur-Seine et Marcilly-le-Hayer.

La société a en particulier opéré à 100% depuis 2010, le forage de 26 puits d'exploration au Dogger et au Rhétien, qui se sont révélés positifs pour 18 d'entre eux (4 dont des études sont en cours, 4 dont les résultats insuffisants ont permis de les utiliser en injecteur). SPPE, dans le même temps, a réalisé le forage de 7 nouveaux puits de développement sur la concession de Saint-Martin-de-Bossenay.

Les projets à court/moyen terme sur les titres miniers possédés par SPPE consistent à :

# Sur le permis de recherches de Romilly-sur-Seine :

- poursuivre les tests de production sur Saint-Eloi,
- poursuivre les tests de production sur Saint-Just-Sauvage,
- lancer la procédure administrative pour une reprise du champ de Pont-sur-Seine.

# Sur le permis de recherches de Marcilly-le-Hayer :

- poursuivre la délinéation vers le Sud du gisement Dogger de Saint-Lupien,
- poursuivre la délinéation vers le Sud et l'Ouest du gisement Dogger d'Avon-la-Pèze,
- poursuivre l'exploration des indices d'huile au Dogger découverts à l'Est du gisement de Saint-Martin-de-Bossenay.

#### Sur la concession de Saint-Martin-de-Bossenay:

- poursuivre le développement du champ au Dogger en phase de récupération primaire,
- étudier la possibilité d'une exploitation du réservoir Lusitanien testé à huile sur le puits SMB 701,
- tester l'ancienne découverte de gaz au Trias faite dans les années 1960 par Shell, pour une exploitation éventuelle.

La production de la société est présentée sur la figure suivante.



2017

Les projets à court/moyen terme sur les titres miniers, objet de la présente demande consistent à :

# Sur les Concessions de Coulommes-Vaucourtois et d'Ile-du-Gord :

- reprendre l'exploitation du champ pétrolier grâce aux puits existants,
- améliorer la production actuelle par des opérations légères sur les puits producteurs et par l'optimisation des interventions sur puits,
- appréhender la capacité du gisement à produire des réserves additionnelles d'huile
- étudier la possibilité de réaliser de nouveaux forages

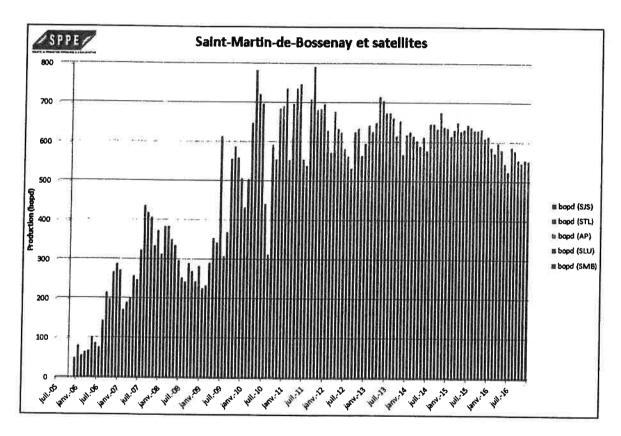


Figure 1 : Historique de production de SPPE

# 3. DESCRIPTIF DES MOYENS HUMAINS ET AUTRES MOYENS TECHNIQUES

# 3.1 Organigramme de la société SPPE

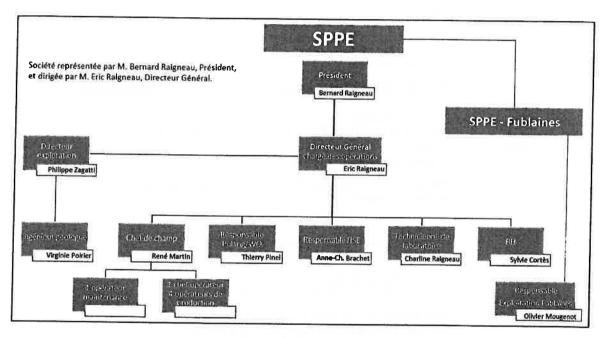


Figure 2 : Organigramme de la société SPPE

SPPE peut également s'appuyer en cas de besoin, sur l'expertise et les équipements d'autres sociétés du Groupe RAIGNEAU, spécialisées dans les services pétroliers :

- la Société de Maintenance Pétrolière, SMP (site: smp-drilling.com), qui possède une flotte de 18 rigs, dont 9 de Pulling/WorkOver et 4 de Forage en France où elle emploie 320 personnes, et dont 3 appareils de forage et 1 appareil de W/O lourd au Gabon avec 190 personnes.
- la Société de Diagraphie Pétrolière, SDP, avec 3 unités de diagraphies
- la Société SOFER, spécialisée dans les avant-trous et forages d'eau avec 1 appareil hydraulique.

# 3.2 CV des principaux cadres de SPPE

# **RAIGNEAU Bernard**

#### PRESIDENT DE SPPE

Né le 17/12/1944 Nationalité : française

Expériences professionnelles

# **CURRICULUM VITAE**

#### EFF (Ecole Française du Forage) - Château-Renard (45) 2012 Président fondateur SPPE (Société Pétrolière de Production et d'Exploitation) - Château-Renard 2005 (45)Président fondateur SDP (Société de Diagraphies et de Perforations) - Château-Renard (45) 2000 Président (anciennement Copgo Wood Group) SMP (Société de Maintenance Pétrolière) - Château-Renard (45) 1998 Président fondateur Schlumberger - France 1994-1997 Directeur Opérations Pulling / Workover France - Afrique Schlumberger - France 1981-1994 Directeur Opérations Pulling / Workover France Schlumberger – Congo, Nigéria, Cameroun, Gabon 1974-1981 Superviseur des Opérations Workover « sous pression » Schlumberger/Flopetrol - France 1972-1974 Chef de chantier Pulling Flopetrol - France 1971 Formation opérateur « Slick line »

Flopetrol - Congo

Flopetrol - France

Flopetrol - France

Chef de poste Pulling

Opérateur de production puits

Chef de chantier Pulling

1970-1971

1968-1970

1964-1968



2017

# **RAIGNEAU Eric**

Né le 25/01/1963 Nationalité : française

## **DIRECTEUR GENERAL SPPE**

# **CURRICULUM VITAE**

#### Expériences professionnelles

2014 - présent	RFI (Rig Force Inspection) Directeur général
2012 - présent	EFF (Ecole Française de Forage) Directeur général
2011 - présent	SPPE (Société Pétrolière de Production et d'Exploitation) – Château-Renard (45) Directeur général
1990-présent	SOFER (Forage d'eau) — Château-Renard (45) Gérant
2004-2010	SMP (Société de Maintenance Pétrolière) – Château-Renard (45) Directeur Logisitique
1989-1990	Schlumberger Chef de chantier Pulling
1988-1989	Flopetrol Chef de poste Pulling / Workover
1985-1988	Flopetrol Opérateur pulling
1980-1984	Faiveley Dessinateur industriel



2017

# **ZAGATTI Philippe**

**DIRECTEUR EXPLORATION** 

Né le 20/10/1952 Nationalité : française

# **CURRICULUM VITAE**

	SMP (Société de Maintenance Pétrolière) puis SPPE (Société Pétrolière de
	Production et d'Exploitation) – Château-Renard (45)
2003 – présent	Directeur exploration
	Constitution d'un portefeuille minier et démarrage d'une activité
	d'Exploration/Production pour le groupe B.Raigneau en France
	Realm Energy – Houston (Texas)
1999-2002	Business Development Manager
	Evaluation d'actifs de production et négociations d'acquisitions
	Conseiller auprès de divers Indépendants US sur des propriétés en Afrique
19 <del>96</del> -1998	de l'Ouest, de l'IFP (Projet Russe dans le Bassin de Timan Pechora),
	d'indosuez
	Perenco
****	Directeur Exploration de Kelt France, puis Conseiller aux Affaires Nouvelle
1987-1995	du groupe : Amériques, Europe de l'Est, Asie Centrale, Afrique du Nord et d
	l'Ouest. Le groupe est passé de 3000 à 85000 bopd opérés durant cette
	période.
	NL Baroid - USA
1983-1987	Senior Operation Geologist
1203-1201	Consultant pour différents Majors en Mer du Nord, Moyen Orient,
	Indonésie.
1981-1983	Ecole Nationale Supérieure du Pétrole
1978-1981	Saméga - France, Italie, Congo
	Géologue de Sonde

Formation initiale	ormation initiale		
1982	Ingénieur, CES Exploration ENSPM		
1977	Master Géologie Structurale Université Paris VI		



2017

# **MARTIN** René

Né le 09/01/1960 Nationalité : française

## **RESPONSABLE DE CHAMP**

# **CURRICULUM VITAE**

#### Expériences professionnelles

2005 – présent	SPPE (Société Pétrolière de Production et d'Exploitation) — Saint-Martin de-Bossenay (10) Responsable de champ
1998-2005	Madison Chart Energy – France Chef de champ puis responsable de production Pour le bassin parisien
1979-1998	Cofor Foreur Forage pétrolier, d'eau, carottage conventionnel et wire-line, magasinier, établissement de devis pour la mise en place de pompes immergées
1978-1979	Allibert Mouleur

#### Formation initiale

1996	Well control niveau superviseur
1977-1978	Service national dans l'armée de l'air
1976-1977	BEP de mécanique générale



2017

# **PINEL Thierry**

Né le 26/09/1965 Nationalité : française

# **RESPONSABLE PULLING / WO**

# **CURRICULUM VITAE**

de-Bossenay (10) Responsable pulling / Work-over Geopetrol – Vauchamps (51) Responsable de base Work-over sur puits Geopetrol en France Coparex International – Montmirail (51) Superviseur production fond (Suite au rachat de Villeperdue par Coparex) Total Exploration – Montmirail (51) Opérateur production surface champ et centre de production Superviseur tableau salle de contrôle Formation superviseur production fond  Trechet-Crosnier – Montmirail (51) Employé cabinet de géomètre  Service national regiment du dtrain - Toul (54) Infirmier  Service national regiment du dtrain - Toul (54) Infirmier  Société Herlicq – Montmirail (51) Monteur sur ligne à haute tension  ENSPMFI : Formation opérateur production surface en 1988 ENSPMFI : Formation production fond en 1993 ENSPMFI : Formation production fond en 1993 ENSPMFI : Formation prévention des éruptions (IWCF) depuis 1992 GESIP : Raffinage-Chimie ¼, Stockage dépôt ¼, Stockage dépôt chef d'établissement GESIP : Recyclage intervention feu, valide depuis 1996 APAVE : Habilitation électrique et formation ATEX APAVE : Risques chimiques niveau 2 APAVE : CACES chariot élévateur CAT 3  BTnF1 (construction mécanique)		SPPE (Société Pétrolière de Production et d'Exploitation) – Saint-Martin-
Geopetrol – Vauchamps (51) Responsable de base Work-over sur puits Geopetrol en France Coparex International – Montmirail (51) Superviseur production fond (Suite au rachat de Villeperdue par Coparex)  Total Exploration – Montmirail (51) Opérateur production surface champ et centre de production Superviseur tableau salle de contrôle Formation superviseur production fond  Trechet-Crosnier – Montmirail (51) Employé cabinet de géomètre  O4/1987-09/1987  Service national regiment du dtrain – Toul (54) Infirmier  Société Herlicq – Montmirail (51) Monteur sur ligne à haute tension  Promation initiale et continue  ENSPMFI : Formation opérateur production surface en 1988 ENSPMFI : Formation production fond en 1993 ENSPMFI : Formation production fond en 1993 ENSPMFI : Formation prévention des éruptions (IWCF) depuis 1992 GESIP : Raffinage-Chimie ¾, Stockage dépôt ¼, Stockage dépôt chef d'établissement GESIP : Recyclage intervention feu, valide depuis 1996 APAVE : Habilitation électrique et formation ATEX APAVE : Risques chimiques niveau 2 APAVE : CACES chariot élévateur CAT 3  BTIF1 (construction mécanique)	01/2011 – présent	
07/1996-12/2010 Responsable de base Work-over sur puits Geopetrol en France  Coparex International — Montmirail (51) Superviseur production fond (Suite au rachat de Villeperdue par Coparex)  Total Exploration — Montmirail (51) Opérateur production surface champ et centre de production Superviseur tableau salle de contrôle Formation superviseur production fond  Trechet-Crosnier — Montmirail (51) Employé cabinet de géomètre  Service national regiment du dtrain - Toul (54) Infirmier  Service national regiment du dtrain - Toul (54) Infirmier  Société Herlicq — Montmirail (51) Monteur sur ligne à haute tension  ENSPMFI : Formation opérateur production surface en 1988 ENSPMFI : Formation production fond en 1993 ENSPMFI : Formation prévention des éruptions (IWCF) depuis 1992 GESIP : Raffinage-Chimie ½, Stockage dépôt ½, Stockage dépôt chef d'établissement GESIP : Recyclage intervention feu, valide depuis 1996 APAVE : Habilitation électrique et formation ATEX APAVE : Risques chimiques niveau 2 APAVE : CACES chariot élévateur CAT 3  BTnF1 (construction mécanique)		Responsable pulling / Work-over
Work-over sur puits Geopetrol en France Coparex International – Montmirail (51) Superviseur production fond (Suite au rachat de Villeperdue par Coparex)  Total Exploration – Montmirail (51) Opérateur production surface champ et centre de production Superviseur tableau salle de contrôle Formation superviseur production fond  Trechet-Crosnier – Montmirail (51) Employé cabinet de géomètre  O4/1987-09/1987  Service national regiment du dtrain - Toul (54) Infirmier  O8/1985-04/1986  Société Herlicq – Montmirail (51) Monteur sur ligne à haute tension  Production initiale et continue  ENSPMFI : Formation opérateur production surface en 1988 ENSPMFI : Formation production fond en 1993 ENSPMFI : Formation prévention des éruptions (IWCF) depuis 1992 GESIP : Raffinage-Chimie ½, Stockage dépôt ½, Stockage dépôt chef d'établissement GESIP : Recyclage intervention feu, valide depuis 1996 APAVE : Habilitation électrique et formation ATEX APAVE : Risques chimiques niveau 2 APAVE : CACES chariot élévateur CAT 3  BTNF1 (construction mécanique)		Geopetrol – Vauchamps (51)
Coparex International — Montmirail (51) Superviseur production fond (Suite au rachat de Villeperdue par Coparex)  Total Exploration — Montmirail (51) Opérateur production surface champ et centre de production Superviseur tableau salle de contrôle Formation superviseur production fond  Trechet-Crosnier — Montmirail (51) Employé cabinet de géomètre  Service national regiment du dtrain - Toul (54) Infirmier  Société Herlicq — Montmirail (51) Monteur sur ligne à haute tension  ENSPMFI : Formation opérateur production surface en 1988 ENSPMFI : Formation production fond en 1993 ENSPMFI : Formation production des éruptions (IWCF) depuis 1992 GESIP : Raffinage—Chimie ½, Stockage dépôt ½, Stockage dépôt chef d'établissement GESIP : Recyclage intervention feu, valide depuis 1996 APAVE : Habilitation électrique et formation ATEX APAVE : Risques chimiques niveau 2 APAVE : CACES chariot élévateur CAT 3  BTnF1 (construction mécanique)	07/1996-12/2010	Responsable de base
Superviseur production fond (Suite au rachat de Villeperdue par Coparex)  Total Exploration – Montmirail (51) Opérateur production surface champ et centre de production Superviseur tableau salle de contrôle Formation superviseur production fond  Trechet-Crosnier – Montmirail (51) Employé cabinet de géomètre  Service national regiment du dtrain - Toul (54) Infirmier  Société Herlicq – Montmirail (51) Monteur sur ligne à haute tension  ENSPMFI : Formation opérateur production surface en 1988 ENSPMFI : Formation opérateur production surface en 1988 ENSPMFI : Formation production fond en 1993 ENSPMFI : Formation production des éruptions (IWCF) depuis 1992 GESIP : Raffinage-Chimie ½, Stockage dépôt ½, Stockage dépôt chef d'établissement GESIP : Recyclage intervention feu, valide depuis 1996 APAVE : Habilitation électrique et formation ATEX APAVE : Risques chimiques niveau 2 APAVE : CACES chariot élévateur CAT 3  BTnF1 (construction mécanique)		Work-over sur puits Geopetrol en France
(Suite au rachat de Villeperdue par Coparex)  Total Exploration – Montmirail (51) Opérateur production surface champ et centre de production Superviseur tableau salle de contrôle Formation superviseur production fond  O4/1987-09/1987  Trechet-Crosnier – Montmirail (51) Employé cabinet de géomètre  Service national regiment du dtrain - Toul (54) Infirmier  Société Herlicq – Montmirail (51) Monteur sur ligne à haute tension  ENSPMFI : Formation opérateur production surface en 1988 ENSPMFI : Formation prévention des éruptions (IWCF) depuis 1992 GESIP : Raffinage-Chimie ¾, Stockage dépôt ¼, Stockage dépôt chef d'établissement GESIP : Recyclage intervention feu, valide depuis 1996 APAVE : Habilitation électrique et formation ATEX APAVE : Risques chimiques niveau 2 APAVE : CACES chariot élévateur CAT 3  BTnF1 (construction mécanique)		Coparex International – Montmirail (51)
Total Exploration – Montmirail (51) Opérateur production surface champ et centre de production Superviseur tableau salle de contrôle Formation superviseur production fond  O4/1987-09/1987  Trechet-Crosnier – Montmirail (51) Employé cabinet de géomètre  Service national regiment du dtrain - Toul (54) Infirmier  O8/1985-04/1986  Société Herlicq – Montmirail (51) Monteur sur ligne à haute tension  Ormation initiale et continue  ENSPMFI : Formation opérateur production surface en 1988 ENSPMFI : Formation production fond en 1993 ENSPMFI : Formation prévention des éruptions (IWCF) depuis 1992 GESIP : Raffinage-Chimie ½, Stockage dépôt ½, Stockage dépôt chef d'établissement GESIP : Recyclage intervention feu, valide depuis 1996 APAVE : Habilitation électrique et formation ATEX APAVE : Risques chimiques niveau 2 APAVE : CACES chariot élévateur CAT 3  BTnF1 (construction mécanique)	01/1994-07/1996	Superviseur production fond
Opérateur production surface champ et centre de production Superviseur tableau salle de contrôle Formation superviseur production fond  O4/1987-09/1987  Trechet-Crosnier – Montmirail (51) Employé cabinet de géomètre  Service national regiment du dtrain - Toul (54) Infirmier  Société Herlicq – Montmirail (51) Monteur sur ligne à haute tension  ENSPMFI : Formation opérateur production surface en 1988 ENSPMFI : Formation production fond en 1993 ENSPMFI : Formation prévention des éruptions (IWCF) depuis 1992 GESIP : Raffinage-Chimie ¼, Stockage dépôt ¼, Stockage dépôt chef d'établissement GESIP : Recyclage intervention feu, valide depuis 1996 APAVE : Habilitation électrique et formation ATEX APAVE : Risques chimiques niveau 2 APAVE : CACES chariot élévateur CAT 3  BTnF1 (construction mécanique)		(Suite au rachat de Villeperdue par Coparex)
Superviseur tableau salle de contrôle Formation superviseur production fond  Trechet-Crosnier – Montmirail (51) Employé cabinet de géomètre  Service national regiment du dtrain - Toul (54) Infirmier  Société Herlicq – Montmirail (51) Monteur sur ligne à haute tension  ENSPMFI : Formation opérateur production surface en 1988 ENSPMFI : Formation production fond en 1993 ENSPMFI : Formation prévention des éruptions (IWCF) depuis 1992 GESIP : Raffinage-Chimie ½, Stockage dépôt ½, Stockage dépôt chef d'établissement GESIP : Recyclage intervention feu, valide depuis 1996 APAVE : Habilitation électrique et formation ATEX APAVE : Risques chimiques niveau 2 APAVE : CACES chariot élévateur CAT 3  BTnF1 (construction mécanique)		Total Exploration – Montmirail (51)
Superviseur tableau salle de controle Formation superviseur production fond  1 Trechet-Crosnier – Montmirail (51) Employé cabinet de géomètre  2 Service national regiment du dtrain - Toul (54) Infirmier  2 Société Herlicq – Montmirail (51) Monteur sur ligne à haute tension  2 ENSPMFI : Formation opérateur production surface en 1988 ENSPMFI : Formation production fond en 1993 ENSPMFI : Formation prévention des éruptions (IWCF) depuis 1992 GESIP : Raffinage-Chimie ½, Stockage dépôt ½, Stockage dépôt chef d'établissement GESIP : Recyclage intervention feu, valide depuis 1996 APAVE : Habilitation électrique et formation ATEX APAVE : Risques chimiques niveau 2 APAVE : CACES chariot élévateur CAT 3  8 TinF1 (construction mécanique)	00/1087-01/1004	Opérateur production surface champ et centre de production
Trechet-Crosnier – Montmirail (51) Employé cabinet de géomètre  O4/1986-04/1987  Service national regiment du dtrain - Toul (54) Infirmier  Société Herlicq – Montmirail (51) Monteur sur ligne à haute tension  Principal ENSPMFI : Formation opérateur production surface en 1988 ENSPMFI : Formation production fond en 1993 ENSPMFI : Formation prévention des éruptions (IWCF) depuis 1992 GESIP : Raffinage-Chimie ½, Stockage dépôt ½, Stockage dépôt chef d'établissement GESIP : Recyclage intervention feu, valide depuis 1996 APAVE : Habilitation électrique et formation ATEX APAVE : Risques chimiques niveau 2 APAVE : CACES chariot élévateur CAT 3  BTnF1 (construction mécanique)	03/130/ 01/1334	l '
Employé cabinet de géomètre  Service national regiment du dtrain - Toul (54) Infirmier  Société Herlicq - Montmirail (51) Monteur sur ligne à haute tension  ENSPMFI : Formation opérateur production surface en 1988 ENSPMFI : Formation production fond en 1993 ENSPMFI : Formation prévention des éruptions (IWCF) depuis 1992 GESIP : Raffinage-Chimie ½, Stockage dépôt ½, Stockage dépôt chef d'établissement GESIP : Recyclage intervention feu, valide depuis 1996 APAVE : Habilitation électrique et formation ATEX APAVE : Risques chimiques niveau 2 APAVE : CACES chariot élévateur CAT 3  BTnF1 (construction mécanique)		Formation superviseur production fond
Employé cabinet de géomètre  O4/1986-04/1987  Service national regiment du dtrain - Toul (54) Infirmier  Société Herlicq - Montmirail (51) Monteur sur ligne à haute tension  ENSPMFI : Formation opérateur production surface en 1988 ENSPMFI : Formation production fond en 1993 ENSPMFI : Formation prévention des éruptions (IWCF) depuis 1992 GESIP : Raffinage-Chimie ½, Stockage dépôt ½, Stockage dépôt chef d'établissement GESIP : Recyclage intervention feu, valide depuis 1996 APAVE : Habilitation électrique et formation ATEX APAVE : Risques chimiques niveau 2 APAVE : CACES chariot élévateur CAT 3  BTnF1 (construction mécanique)		Trechet-Crosnier – Montmirail (51)
Infirmier  Société Herlicq – Montmirail (51) Monteur sur ligne à haute tension  ENSPMFI : Formation opérateur production surface en 1988 ENSPMFI : Formation production fond en 1993 ENSPMFI : Formation prévention des éruptions (IWCF) depuis 1992 GESIP : Raffinage-Chimie ½, Stockage dépôt ½, Stockage dépôt chef d'établissement GESIP : Recyclage intervention feu, valide depuis 1996 APAVE : Habilitation électrique et formation ATEX APAVE : Risques chimiques niveau 2 APAVE : CACES chariot élévateur CAT 3  BTnF1 (construction mécanique)	04/1987-09/1987	
Infirmier  Société Herlicq – Montmirail (51) Monteur sur ligne à haute tension  ENSPMFI : Formation opérateur production surface en 1988 ENSPMFI : Formation production fond en 1993 ENSPMFI : Formation prévention des éruptions (IWCF) depuis 1992 GESIP : Raffinage-Chimie ½, Stockage dépôt ½, Stockage dépôt chef d'établissement GESIP : Recyclage intervention feu, valide depuis 1996 APAVE : Habilitation électrique et formation ATEX APAVE : Risques chimiques niveau 2 APAVE : CACES chariot élévateur CAT 3  BTnF1 (construction mécanique)		
Société Herlicq – Montmirail (51) Monteur sur ligne à haute tension  ENSPMFI: Formation opérateur production surface en 1988 ENSPMFI: Formation production fond en 1993 ENSPMFI: Formation prévention des éruptions (IWCF) depuis 1992 GESIP: Raffinage-Chimie ½, Stockage dépôt ½, Stockage dépôt chef d'établissement GESIP: Recyclage intervention feu, valide depuis 1996 APAVE: Habilitation électrique et formation ATEX APAVE: Risques chimiques niveau 2 APAVE: CACES chariot élévateur CAT 3  BTnF1 (construction mécanique)	04/1095-04/1097	Service national regiment du dtrain - Toul (54)
Monteur sur ligne à haute tension  ENSPMFI: Formation opérateur production surface en 1988 ENSPMFI: Formation production fond en 1993 ENSPMFI: Formation prévention des éruptions (IWCF) depuis 1992 GESIP: Raffinage-Chimie ½, Stockage dépôt ½, Stockage dépôt chef d'établissement GESIP: Recyclage intervention feu, valide depuis 1996 APAVE: Habilitation électrique et formation ATEX APAVE: Risques chimiques niveau 2 APAVE: CACES chariot élévateur CAT 3  BTnF1 (construction mécanique)	01/2500 01/250/	Infirmier
Monteur sur ligne à haute tension  ENSPMFI: Formation opérateur production surface en 1988 ENSPMFI: Formation production fond en 1993 ENSPMFI: Formation prévention des éruptions (IWCF) depuis 1992 GESIP: Raffinage-Chimie ½, Stockage dépôt ½, Stockage dépôt chef d'établissement GESIP: Recyclage intervention feu, valide depuis 1996 APAVE: Habilitation électrique et formation ATEX APAVE: Risques chimiques niveau 2 APAVE: CACES chariot élévateur CAT 3  BTnF1 (construction mécanique)		Société Herlica - Montmireil (51)
ENSPMFI: Formation opérateur production surface en 1988 ENSPMFI: Formation production fond en 1993 ENSPMFI: Formation prévention des éruptions (IWCF) depuis 1992 GESIP: Raffinage-Chimie ½, Stockage dépôt ½, Stockage dépôt chef d'établissement GESIP: Recyclage intervention feu, valide depuis 1996 APAVE: Habilitation électrique et formation ATEX APAVE: Risques chimiques niveau 2 APAVE: CACES chariot élévateur CAT 3  BTnF1 (construction mécanique)	08/1985-04/1986	7 -
ENSPMFI: Formation opérateur production surface en 1988 ENSPMFI: Formation production fond en 1993 ENSPMFI: Formation prévention des éruptions (IWCF) depuis 1992 GESIP: Raffinage-Chimie ½, Stockage dépôt ½, Stockage dépôt chef d'établissement GESIP: Recyclage intervention feu, valide depuis 1996 APAVE: Habilitation électrique et formation ATEX APAVE: Risques chimiques niveau 2 APAVE: CACES chariot élévateur CAT 3  BTnF1 (construction mécanique)		
ENSPMFI: Formation opérateur production surface en 1988 ENSPMFI: Formation production fond en 1993 ENSPMFI: Formation prévention des éruptions (IWCF) depuis 1992 GESIP: Raffinage-Chimie ½, Stockage dépôt ½, Stockage dépôt chef d'établissement GESIP: Recyclage intervention feu, valide depuis 1996 APAVE: Habilitation électrique et formation ATEX APAVE: Risques chimiques niveau 2 APAVE: CACES chariot élévateur CAT 3  BTnF1 (construction mécanique)	vmation initials et co	aunita
ENSPMFI: Formation production fond en 1993 ENSPMFI: Formation prévention des éruptions (IWCF) depuis 1992 GESIP: Raffinage-Chimie ½, Stockage dépôt ½, Stockage dépôt chef d'établissement GESIP: Recyclage intervention feu, valide depuis 1996 APAVE: Habilitation électrique et formation ATEX APAVE: Risques chimiques niveau 2 APAVE: CACES chariot élévateur CAT 3  BTnF1 (construction mécanique)	ATTION THE COLUMN	onting.
ENSPMFI: Formation prévention des éruptions (IWCF) depuis 1992 GESIP: Raffinage-Chimie ½, Stockage dépôt ½, Stockage dépôt chef d'établissement GESIP: Recyclage intervention feu, valide depuis 1996 APAVE: Habilitation électrique et formation ATEX APAVE: Risques chimiques niveau 2 APAVE: CACES chariot élévateur CAT 3  BTnF1 (construction mécanique)		ENSPMFI: Formation opérateur production surface en 1988
ENSPMFI: Formation prévention des éruptions (IWCF) depuis 1992 GESIP: Raffinage-Chimie ½, Stockage dépôt ½, Stockage dépôt chef d'établissement GESIP: Recyclage intervention feu, valide depuis 1996 APAVE: Habilitation électrique et formation ATEX APAVE: Risques chimiques niveau 2 APAVE: CACES chariot élévateur CAT 3  BTnF1 (construction mécanique)		ENSPMFI: Formation production fond en 1993
GESIP: Raffinage-Chimie ½, Stockage dépôt ½, Stockage dépôt chef d'établissement GESIP: Recyclage intervention feu, valide depuis 1996 APAVE: Habilitation électrique et formation ATEX APAVE: Risques chimiques niveau 2 APAVE: CACES chariot élévateur CAT 3  BTnF1 (construction mécanique)		•
d'établissement GESIP: Recyclage intervention feu, valide depuis 1996 APAVE: Habilitation électrique et formation ATEX APAVE: Risques chimiques niveau 2 APAVE: CACES chariot élévateur CAT 3  BTnF1 (construction mécanique)		
APAVE : Habilitation électrique et formation ATEX APAVE : Risques chimiques niveau 2 APAVE : CACES chariot élévateur CAT 3  BTnF1 (construction mécanique)		
APAVE : Risques chimiques niveau 2  APAVE : CACES chariot élévateur CAT 3  BTnF1 (construction mécanique)		GESIP: Recyclage intervention feu, valide depuis 1996
APAVE : CACES chariot élévateur CAT 3  BTnF1 (construction mécanique)		N
1985 BTnF1 (construction mécanique)		APAVE : Risques chimiques niveau 2
1985		APAVE : CACES chariot élévateur CAT 3
1985		RTnE1 (construction mécanique)
lycée technique d'état Roosevelt Reims	1985	Lycée technique d'état Roosevelt. Reims

Lycée technique d'état Roosevelt, Reims

02 Février 2017



2017

# **POIRIER Virginie**

Née le 09/10/1984 Nationalité : française

## **INGENIEUR GEOLOGUE**

# **CURRICULUM VITAE**

Expériences professio	nnelles
09/2009 – présent	SPPE (Société Pétrolière de Production et d'Exploitation) – Château-Renard (45) Ingénieur géologue Dans le domaine de Oil & Gas
10/2007 - 09/2009	EGL (European Gas Limited) - Freyming-Merlebach (57) Ingénieur géologue
	dans le domaine du Coal Bed Methane et du conventionnel.
05/2007 – 09/2007	CGG (Compagnie Générale de Géophysique) – Villahermosa (Mexique) Géologue stagiaire
	Modélisation structurale et étude de vitesses sismiques

ormation initiale		
2007	Master 2 Géosciences et Ressources, option Géodynamique Université de Lorraine, Nancy (54)	
2007	Diplôme d'ingénieur géologue, option Géosciences Pétrolières ENSG (Ecole Nationale Supérieure de Géologie), Nancy (54)	



2017

# BRACHET-GORECKI Anne-Charlotte

INGENIEUR HYGIENE SECURITE ENVIRONNEMENT QUALITE

Née le 17/10/1983 Nationalité : française

# **CURRICULUM VITAE**

Expériences professionnelles	хрег	iences	professio	nnelles
------------------------------	------	--------	-----------	---------

11/2013 – présent	SPPE (Société Pétrolière de Production et d'Exploitation) – Château-Renard
	(45) ET Lescar (64)
	Responsable HSE
11/2009 - 10/2013	Well Staff - Pau (64)
	Ingénieur HSE-Q
	Ingénierie (montage de divers dossiers, rédaction de documents HSE et qualité) et supervision HSE (génie civil et opérations de forage) dans le
	domaine des hydrocarbures et énergies nouvelles.
03/2007 - 06/2009	Groupe Pizzorno Environnement - Draguignan (83)
	Coordinatrice Qualité-Sécurité-Environnement
	Chargée des systèmes de management ISO 9001 et 14001 (ICPE) dans le domaine des déchets.
05/2008 - 09/2008	C.C Leclerc -Brignoles (83)
	Responsable des Ressources Humaines et Qualité Chargée des RH et suivi qualité normes agroalimentaires dans le domaine de la grande distribution

#### Formation initiale et continue

2009	Formations complémentaires (Réglementation environnementale, Habilitation ATEX niveau 1, Produits chimiques, Travaux en hauteur, Utilisation de la haute pression).
2007	Formation Auditeur interne (Systèmes de management intégré) CAP AFNOR
2007	MASTER 2 Sciences du Management de la Qualité IAE de Toulon (83)
2006	MAITRISE, LICENCE, DEUG de Management Public IUP d'Aix en Provence (13)
2003	DUT Gestion des Entreprises et Administrations options RH IUT de Lens (62)
Autres	GSI I & II : Prévention des risques sur sites chimiques (Centre de formation de Lacq)  Sauveteur Secouriste du Travail : Formation initiale et Recyclage



2017

# RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS ET CAPACITES FINANCIERES DE LA SOCIETE SPPE

**Extrait Kbis** 

Statuts de la société

Garantie de la maison mère

Engagement souscrit en application de l'Article 7 de l'arrêté du 28 juillet 1995

3 derniers bilans et comptes de résultats de SPPE

# S.A RAIGNEAU & COMPAGNIE ZA Pense Folie - 45220 Château-Renard Tél 02. 38.95.64.35 - Fax 02.38.95.64.37 GARANTIE DE MAISON MERE

La société RAIGNEAU ET COMPAGNIE, société anonyme au capital de 2.779.773 €, siège social ZA PENSE FOLIE 45220 CHATEAU-RENARD, immatriculée au RCS de Orléans sous le numéro B 493 015 085.

#### **GARANTIE**

Connaissance prise de la demande faite par la société SPPE, société par actions simplifiée au capital de 3.000.000 € ayant son siège social ZA PENSE FOLIE 45220 CHATEAU-RENARD immatriculée au RCS de Orléans numéro B 481 010 817, une demande de mutation de la concession d'hydrocarbures dite « concession lle du Gord ».

Nous, société RAIGNEAU ET COMPAGNIE, société mère de la SAS SPPE, dont nous détenons 100% du capital, société représentée à l'effet des présentes par Monsieur Bernard RAIGNEAU ès qualité de Président du Conseil d'Administration, et dûment habilité par une délibération en date du 02/02/2017, garantissons que la société SPPE filiale de la société RAIGNEAU ET COMPAGNIE respectera l'intégralité de ses obligations, et plus particulièrement celles issues de la demande en objet, et qu'en cas de défaillance de la société SPPE, ou d'inexécution de tout ou partie de ses obligations au titre de celle-ci, la société RAIGNEAU ET COMPAGNIE se substituera à la société SPPE pour l'exécution desdites obligations.

La SA RAIGNEAU et Cie s'engage également à garantir les engagements financiers souscrits dans le cadre de ladite demande et garantit le paiement de toutes sommes qui seraient dues par la société SPPE, dans le cadre de son exécution, ainsi qu'en vertu de toutes décisions de toutes autorités judiciaires ou administratives.

La présente garantie s'appliquera également en cas de cession, apport, dissolution ou autre modification de la composition du capital social de la société SPPE.

La société RAIGNEAU ET COMPAGNIE déclare que la présente garantie est donnée dans le respect des règles statutaires et légales qui s'imposent à la société RAIGNEAU ET COMPAGNIE pour assurer sa validité pleine et entière.

RB

# S.A RAIGNEAU & COMPAGNIE ZA Pense Folie - 45220 Château-Renard Tél 02. 38.95.64.35 - Fax 02.38.95.64.37

L'engagement de la société RAIGNEAU ET COMPAGNIE au titre de la présente garantie ne doit pas être supérieur à l'engagement du contractant au titre de l'accord.

La présente garantie est soumise au droit français.

Château-Renard, Le 02 février 2017

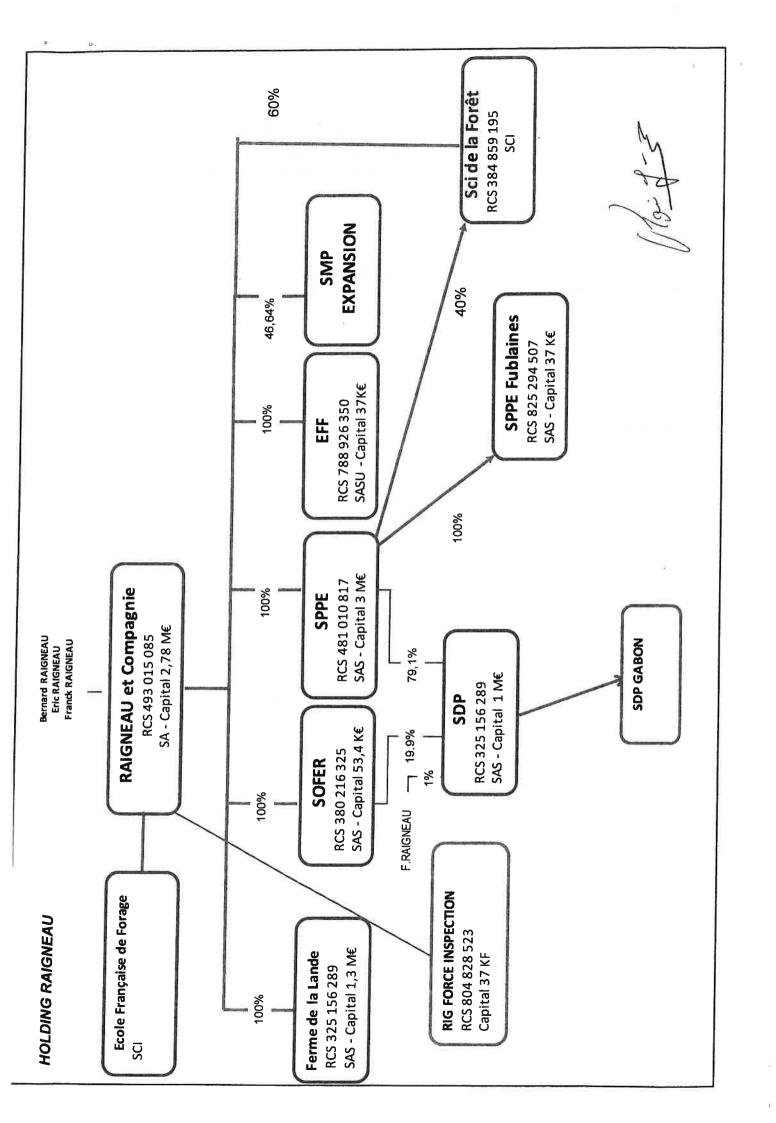
**B.RAIGNEAU** 

**PRESIDENT** 

SA RAIGNEAU ET CIE

SA/RAIGNEAU &CIE

45220 Chateau-Renard Tél.: 02 38 95 64 35 Fax: 02 38 95 64 37 Capital: 2 728 158 6 RCS: Orléans 493 015 085





## Société Pétrolière de Production & d'Exploitation ZA Pense Folie 45220 Château-Renard Tél.: 02 38 95 64 35 - Fax: 02 38 95 64 37

# Engagement souscrit en application de l'Article 7 de l'arrêté du 28 juillet 1995

Je soussigné Bernard RAIGNEAU agissant en qualité de Président de la SOCIETE PETROLIERE ET DE PRODUCTION ET D'EXPLORATION « SPPE » SAS au capital de 3.000.000 €, ayant son siège social ZA PENSE FOLIE 45220 CHATEAU-RENARD, immatriculée au RCS d'Orléans sous le numéro B 481 010 817, agissant au nom et pour le compte de ladite société prend l'engagement,

 De respecter l'obligation d'informer le Ministre chargé des mines de toute modification notable de nature à modifier les capacités techniques et financières sur le fondement desquelles le titre a été accordé.

Fait à Château-Renard, le 02 février 2017

P/LE PRESIDENT
SAS SPPE
LE REPRESENTANT PERMANENT
Bernard BAIGNEAU

Tél.: 02 38 95 64 35 Fax: 02 38 95 64 37 Capital: 3 000 000 ¢ RCS: Orléans 481 010 817

#### Greffe du Tribunal de Commerce d'Orléans

44 RUE DE LA BRETONNERIE BP 92015 45010 ORLEANS CEDEX 1

N° de gestion 2005B40071

Code de vérification : rFedpBL7zC https://www.infogreffe.fr/controle



#### Extrait Kbis

#### EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES à jour au 26 janvier 2017

#### IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

Immatriculation au RCS, numéro

481 010 817 R.C.S. Orléans

Date d'immatriculation

01/03/2005

Dénomination ou raison sociale

SOCIETE PETROLIERE DE PRODUCTION ET DEXPLOITATION

Sigle

Forme juridique

Société par actions simplifiée

Capital social

3 000 000,00 Euros

Adresse du siège

ZA Pense Folie 45220 Château renard

Durée de la personne morale

Jusqu'au 29/02/2104

Date de clôture de l'exercice social

31 janvier

## GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES

#### Président

Dénomination

RAIGNEAU ET COMPAGNIE

Adresse

ZA Pensé Folie 45220 Château renard

Immatriculation au RCS, numéro

493 015 085 Orléans

Représentant permanent

Nom, prénoms

RAIGNEAU Bernard

Date et lieu de naissance

Le 17/12/1944 à CHATEAU RENARD

Nationalité

Française

Domicile personnel

129 rue des Écoles 45200 Paucourt

#### Directeur général délégué

Nom, prénoms

RAIGNEAU Eric Thierry

Date et lieu de naissance

Le 25/01/1963 à RUFFEC (16)

Nationalité

Française

Domicile personnel

ZA Pensé Folie 45220 Château renard

#### Commissaire aux comptes titulaire

Dénomination

SAS C.D.C.

Adresse

31 ter avenue Michel Crépeau BP 73125 17033 La rochelle CEDEX 1

Immatriculation au RCS, numéro

380 314 815 La Rochelle

#### Commissaire aux comptes suppléant

Dénomination

**SECDA** 

Adresse

31 ter avenue Michel Crépeau BP 73125 17033 La rochelle CEDEX 1

Immatriculation au RCS, numéro

301 943 106 La Rochelle

## RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement

ZA Pense Folie 45220 Château renard

Nom commercial

SPPE

Activité(s) exercée(s)

Exploitation stockage traitement et commerce de tous hydrocarbures

Date de commencement d'activité

24/01/2005

#### Greffe du Tribunal de Commerce d'Orléans

45010 ORLEANS CEDEX 1

N° de gestion 2005B40071

Origine du fonds ou de l'activité

Création

Mode d'exploitation

Exploitation directe

# OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

- Mention n° 8 du 01/01/2009

En application du décret n° 2008-146 en date du 15 février 2008, modifiant le siège et le ressort des tribunaux de commerce, l'ensemble des dossiers inscrits au registre du commerce et des sociétés du greffe du tribunal de commerce de Montargis ainsi que les dossiers d'inscriptions de sûretés et privilèges ont été transférés au greffe du tribunal de commerce d'Orléans. Cette modification prend effet au 1er janvier 2009. Le greffe d'Orléans décliné toute responsabilité sur toute mention ou inscription erronée ou omise par le fait du greffe précédemment compétent.

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT

# SAS SPPE SOCIETE PETROLIERE DE PRODUCTION ET D'EXPLOITATION

# SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE AU CAPITAL DE 3.000.000 €

SIEGE SOCIAL : ZA DE PENSE FOLIE 45220 CHATEAU-RENARD

STATUTS MODIFIES

Par AGE en date du 10/09/2014 Augmentation de capital Aux termes d'un acte sous seing privé intervenu entre :

- SA RAIGNEAU ET COMPAGNIE, SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.728.158 €, SIEGE SOCIAL ZA PENSE FOLIE, 45220 CHATEAU-RENARD, immatriculée au RCS de Orléans sous le numéro B 493 015 085

Lesquels ont établi , ainsi qu'il suit les statuts de la société par Actions Simplifiée qu'elles constituent conformément aux dispositions des articles L 227-1 à L 227-20, et L 244-1 à L 244-4 du Code de Commerce , ainsi que les articles 1832 à 1844-17 du Code Civil et aux dispositions sur les sociétés commerciales figurant dans le Livre II du Code de Commerce articles L 210-1 à L 210-9 et L 232-1 à L 237-31, aux dispositions des articles L 224-1 à L 224-3 et L 228-1 à L 228-97, ainsi que les articles L 225-17 à L 225-126 et l'article L 225-243.

#### TITRE I

## FORME – DENOMINATION- OBJET-SIEGE-DUREE

## ARTICLE 1 : FORME

Il existe , entre les propriétaires des actions créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement , une Société par Actions simplifiées régie par les lois et règlements en vigueur , notamment par les lois du 24 juillet 1966, du 3 janvier 1994 et du 12 juillet 1999, ainsi que par les présents statuts, conformément aux dispositions des articles L 227-1 à L 227-20, et L 244-1 à L 244-4 du Code de Commerce , ainsi que les articles 1832 à 1844-17 du Code Civil et aux dispositions sur les sociétés commerciales figurant dans le Livre II du Code de Commerce articles L 210-1 à L 210-9 et L 232-1 à L 237-31, aux dispositions des articles L 224-1 à L 224-3 et L 228-1 à L 228-97, ainsi que les articles L 225-17 à L 225-126 et l'article L 225-243

# **ARTICLE 2: DENOMINATION**

La Société prend la dénomination de

« SAS Société Pétrolière de Production et d'Exploration SPPE »

Dans tous les actes et documents émanent de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par Actions simplifiées » ou des initiales S.A.S. et de l'énonciation du montant du capital.

# ARTICLE 3 : OBJET

La société ainsi constituée a pour objet l'exploitation, le stockage , le traitement et le commerce de tous hydrocarbures solides liquides , et de manière générale de tous produits du sol et du sous-sol, l'étude, la recherche , la prospection de ces produits, l'entreprise et l'exécution de tous travaux géologiques , géophysiques, géochimiques miniers de forage de production de génie civil ou de génie rural.

Et plus généralement, en France et à l'Etranger, toutes autres opérations concourant directement ou indirectement au développement de l'objet social, notamment la prise en location gérance de tout fonds artisanal ou commercial préexistant, la signature de toutes conventions d'exploitation directe ou en sous location et relative à l'objet social.

La société ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

## ARTICLE 4 : SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à :

## ZA PENSE FOLIE 45220 CHATEAURENARD

Il peut être transféré en tout endroit par décision de l'Assemblée Générale Ordinaire.

# **ARTICLE 5 DUREE- ANNEE SOCIALE**

- 1- La durée de la Société est de 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.
- 2- L'année sociale commence le1er janvier de chaque année et se termine le 31 décembre.

Exceptionnellement l'exercice commencé le 1<sup>er</sup> janvier 2006 se terminera le 31 janvier 2007

#### TITRE II

#### **CAPITAL - ACTIONS**

# **ARTICLE 6: FORMATION DU CAPITAL**

Toutes les actions formant le capital social représentent des apports de numéraire et sont libérées de la totalité de leur valeur nominale, ainsi qu'il résulte du rapport du commissaire à la transformation.

# ARTICLE 7 CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **3.000.000 Euros** et attribuées aux associés proportionnellement à leurs apports, il est divisé en 30.000 actions de 100 € chacune.

# 1 ) pacte social initial

Le capital social composé uniquement d'apports en numéraires a été libéré pour moitié à la constitution de la société, soit les apports suivants :

# CAPITAL LIBERE A LA CONSTITUTION :

-	SMP	9.500 €
-	Bernard RAIGNEAU	3.000 €
-	Franck RAIGNEAU	3.000 €
-	Éric RAIGNEAU	3.000 €

Laquelle somme a été déposée sur un compte ouvert au nom de la société à la Banque Régionale de l'Ouest, Place de la République 45200 MONTARGIS.

Laquelle somme sera bloquée jusqu'à l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés ou sur production par le greffe d'une attestation justifiant de cette immatriculation.

2 par assemblée générale extraordinaire en date du 6 février 2006, il a été constaté la libération du capital social, par les apports de :

-	SMP	9.500 €
- 1	Bernard RAIGNEAU	3.000 €
-	Franck RAIGNEAU	3.000 €
÷	Éric RAIGNEAU	3.000 €

Soit au total...... 18.500 €

3 par assemblée générale extraordinaire en date du 6 Février 2006, il a été procédé à une augmentation de capital social, pour porter le capital social de 37.000 € à 87.000 €, par création de 500 actions nouvelles de 100 € chacune.

Il a été constaté les apports et souscriptions suivantes :

- Monsieur Bernard RAIGNEAU fait apport de 16.800 €
- Monsieur Éric RAIGNEAU fait apport de 16.600 €
   Monsieur Franck RAIGNEAU fait apport de 16.600 €

•••

Soit au total de la somme de ...... 50.000 €

En contrepartie il est attribué des actions complémentaires à :

- Monsieur Bernard RAIGNEAU à concurrence de 168 actions
- Monsieur Franck RAIGNEAU à concurrence de 166 actions

- Monsieur Éric RAIGNEAU à concurrence de 166 actions

Le capital social est donc ainsi réparti :

Société SMP : 190 actions
 Bernard RAIGNEAU : 228 actions
 Franck RAIGNEAU : 226 actions
 Éric RAIGNEAU : 226 actions

SOIT AU TOTAL 870 actions composant le capital social.

Par ordre de mouvement de valeurs mobilières en date du 01/07/06 le capital social est réparti ainsi qu'il suit :

Bernard RAIGNEAU : 292 actions
 Franck RAIGNEAU : 289 actions
 Éric RAIGNEAU : 289 actions

SOIT AU TOTAL

870 actions composant le capital social.

4 par Assemblée Générale Extraordinaire en date du 30 janvier 2007, il a été autorisé l'apport des titres détenus par la SAS SPPE à la SA RAIGNEAU ET COMPAGNIE sur la base d'une valorisation globale de l'actif au 31/10/06 de 997.890 €

Le capital de la SAS SPPE étant détenu, suite à ces apports, à 100 % par la SA RAIGNEAU ET COMPAGNIE

5 par Assemblée Générale Extraordinaire en date du 21 juillet 2010, les actionnaires ont porté le capital social à la somme de 1.000.000 €, par capitalisation des reports à nouveau à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31janvier 2010 à concurrence de 426.755,71 € et capitalisation partielle du compte courant d'associés de SA RAIGNEAU à concurrence de 486.244.30 €.

Celui-ci est composé de 10.000 actions de 100 € chacune.

6 Par Assemblée Générale Extraordinaire en date du 10 Septembre 2014, les actionnaires ont porté le capital social à la somme de 3.000.000 €, par capitalisation partielle du compte courant d'associés de SA RAIGNEAU à concurrence de 2.000.000 €.

Celui-ci est composé de 30.000 actions de 100 € chacune.

# ARTICLE 8 - AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités, en cas de pluralité d'associés par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire, ou par décision de l'associé unique, sur rapport du Président de la Société.

Les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles aux associés, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission, appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

Si l'augmentation de capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, de fusion ou d'apport, l'Assemblée Générale statue aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires.

L'Assemblée Générale peut déléguer au Président de la Société les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital.

# **ARTICLE 9 - LIBÉRATION DU CAPITAL**

Toutes les actions d'origine formant le capital initial et représentant des apports en numéraire doivent être obligatoirement libérées de la moitié au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription.

Les actions souscrites lors d'une augmentation de capital en numéraire doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du Président dans le délai de cinq ans, soit à compter du jour de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, soit, en cas d'augmentation de capital, à compter du jour où celle-ci est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs par lettre recommandée avec accusé de réception expédiée quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement. Les versements sont effectués, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la Loi.

# ARTICLE 10 - RÉDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

La réduction du capital est autorisée ou décidée, en cas de pluralité d'associés par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés, ou par décision de l'associé unique, qui peut déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum, sauf transformation de la Société en société d'une autre forme.

En cas d'inobservation de ces dispositions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

# ARTICLE 11 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Ces comptes individuels peuvent être des comptes «nominatifs purs» ou des comptes «nominatifs administrés» au choix de l'associé.

# ARTICLE 12 - INDIVISIBILITÉ DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés aux Assemblées Générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les Assemblées Générales Ordinaires et au nu-propriétaire dans les Assemblées Générales Extraordinaires. Cependant, les associés peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux Assemblées Générales.

En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute Assemblée Générale qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition.

Le droit de l'associé d'obtenir communication de documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises, par l'usufruitier et le nu-propriétaire d'actions.

# ARTICLE 13 - CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

 1 - La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire. Le mouvement est mentionné sur ces registres.

2 - Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celle-ci. 3 - La cession d'actions à un tiers ou au profit d'un associé est soumise à l'agrément préalable de la Société.

A cet effet, le cédant doit notifier au Président de la Société une demande d'agrément indiquant l'identification du cessionnaire (nom, domicile ou dénomination, siège social, capital, RCS, composition des organes de direction et d'administration, identité des associés), le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix offert. L'agrément résulte soit d'une décision émanant de l'Assemblée Générale Ordinaire en cas de pluralité d'associés ou d'une décision de l'associé unique, selon le cas, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé et à moins que le cédant décide de renoncer à la cession envisagée, les autres associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, soit d'acquérir les actions dont la cession est envisagée, soit de les faire racheter par la Société qui devra les céder dans un délai de six mois ou les annuler.

Cette acquisition aura lieu moyennant un prix qui, à défaut d'accord entre les parties, sera déterminé à dire d'expert, désigné par requête auprès de Monsieur Le Président du Tribunal de Commerce du siège social.

- 4 Les dispositions qui précédent sont applicables à toutes les cessions, même aux adjudications publiques en vertu d'une ordonnance de justice ou autrement. Toutefois, toute cession éventuelle à une société du même groupe est d'ores et déjà autorisée et un tel cessionnaire est expressément agréé en qualité de nouvel associé.
- 5 En cas d'augmentation de capital par émission d'actions de numéraire, la cession des droits de souscription est soumise à autorisation de la collectivité des associés dans les conditions prévues au 3. ci-dessus.
- 6 La cession de droit à attribution d'actions gratuites, en cas d'incorporation au capital de bénéfices, réserves, provisions ou primes d'émission ou de fusion, est assimilée à la cession des actions gratuites elles-mêmes et doit donner lieu à demande d'agrément dans les conditions définies au 3. ci-dessus.

Toute cession réalisée en violation des clauses ci-dessus est nulle.

# ARTICLE 14 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS

1 - Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente et donne droit au vote et à la représentation dans les Assemblées Générales, dans les conditions fixées par les statuts.

Tout associé a le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts. Il bénéficie en outre d'un droit d'information défini à l'article 29 ci-après.

2 - les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux décisions des associés et aux présents statuts. La cession comprend tous les dividendes échus et non payés et à échoir, ainsi éventuellement que la part dans les fonds de réserve, sauf dispositions contraires notifiées à la Société.

3 - Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les associés possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis.

### TITRE III

### **CESSIONS D'ACTIONS**

# ARTICLE 15 - PRÉEMPTION

Toute cession d'actions de la Société au profit d'un autre associé ou au profit d'un tiers est soumise au respect du droit de préemption réservé aux autres associés.

L'associé qui envisage de céder ses actions doit informer, par lettre recommandée avec accusé de réception, les autres associés de son projet de cession en indiquant :

- le nombre d'actions concernées,
- l'identité du cessionnaire envisagé, avec sa dénomination, l'adresse de son siège social, le montant et la répartition de son capital social, l'identité de ses dirigeants sociaux,
- le prix et les conditions de la cession projetée.

Dans le délai de 15 jours à compter de cette notification, les associés doivent faire connaître par lettre recommandée avec accusé de réception à l'associé cédant leur décision d'exercer leur droit de préemption :

- aux mêmes prix et conditions que ceux contenus dans le projet de cession,
- ou aux conditions de prix dont les modalités de calcul sont prévues dans l'article 13 des statuts

En cas d'exercice du droit de préemption prévu ci-dessus, l'associé cédant ne peut pas se prévaloir d'un droit de repentir et renoncer à la cession.

La cession des actions concernées par la préemption doit être réalisée dans le délai de 30 jours à compter de la notification par les associés de leur décision d'exercer leur droit de préemption.

Si plusieurs associés se portent acquéreurs, les actions leur seront cédées au prorata du nombre d'actions détenues par chacun d'eux.

Si la cession porte sur la majorité des actions, elle donnera lieu à la conclusion d'une convention de garantie d'actif et de passif, suivant les usages en la matière, basée sur une situation comptable de la Société à la date de la cession, certifiée par le Commissaire aux Comptes de la Société.

Sauf accord contraire des parties, cette garantie sera totale si la cession porte sur plus de la moitié du capital de la Société, ou proportionnelle au pourcentage du capital cédé dans le cas contraire. Le délai de mise en jeu de cette garantie correspondra à celui de la prescription fiscale.

En tout état de cause, le cédant ne pourra pas refuser d'accorder les mêmes garanties que celles prévues dans le cadre de son projet de cession.

Dans l'hypothèse où la cession des actions préemptées ne serait pas réalisée dans le délai susvisé, l'associé cédant pourra procéder à la cession dans les conditions envisagées initialement sous réserve de l'agrément éventuellement requis par l'article 13 des statuts.

Toute cession intervenue en violation des dispositions susvisées est nulle.

#### TITRE IV

# DIRECTION, FONCTIONNEMENT ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ

# ARTICLE 16 - PRESIDENT- DIRECTEUR GENERAL

### 1- Président

La société est administrée et dirigée par un Président, personne physique ou morale.

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par l'Assemblée Générale Ordinaire.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président ou dirigeant, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président ou dirigeant en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Monsieur Bernard RAIGNEAU est nommé Président de la Société pour une durée de six ans.

Lequel accepte lesdites fonctions et déclare qu'il a toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice du mandat de Président, et de représentant permanent de ladite société.

### 2- Directeur Général

L'assemblée générale peut sur proposition du Président décider aux conditions prévues pour statuer en matière ordinaire de nommer un ou plusieurs directeur général délégué.

L'étendue et la durée des pouvoirs délégués au directeur général sont déterminées dans l'assemblée générale dans la décision notamment nommant les directeurs généraux, à défaut il remplit la totalité des pouvoirs attribués par la Loi ou les statuts au Président.

Chaque directeur général est révocable à tout moment sans qu'il soit nécessaire d'invoquer quelque motif que ce soit par décision de l'assemblée générale statuant aux conditions de quorum pour les décisions ordinaires.

En cas de démission ou empêchement du Président le Directeur Général en fonction conserve ses fonctions et attributions.

# ARTICLE 17 - POUVOIRS DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR GENERAL

# 1- Pouvoirs du Président

Le Président assume, sous sa responsabilité, la Direction de la Société. Il la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs de l'Assemblée Générale.

Les décisions des associés limitant ses pouvoirs sont inopposables au tiers.

Dans ses rapports avec les tiers, le Président engage la Société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Président, peut consentir à tout mandataire de son choix toutes délégations de pouvoirs qu'il juge nécessaires, dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et les présents statuts.

### 2- Pouvoirs du Directeur Général

Le Directeur Général assume sous la responsabilité du Président la direction générale de la société, il la représente dans ses rapports avec les tiers dans la limite de l'objet social et des pouvoirs de l'assemblée générale.

Dans ses rapports avec les tiers le Directeur Général engage la société, il est révocable à tout moment sur proposition du Président.

## **ARTICLE 18 – RÉMUNÉRATION DU PRÉSIDENT**

La rémunération du Président ou de son représentant permanent est déterminée par l'Assemblée Générale Ordinaire.

# ARTICLE 19 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET LE PRÉSIDENT

Les conventions qui peuvent être passées entre la Société et son Président ou l'un de ses dirigeants sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par l'article.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Les interdictions prévues par le Code de Commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par le code, au Président de la Société.

### **ARTICLE 20 - COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la loi.

Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et les valeurs de la Société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la collectivité des associés.

Monsieur CICERI, 5, rue de Norvège - BP 391, 17001 LA ROCHELLE CEDEX 1, a été Nommée Commissaire aux Comptes titulaire de la Société pour une durée de 6 années laquelle expirera à l'issue de l'Assemblée générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Monsieur JEAN PIERRE RAYNAL, a été nommé Commissaire aux Comptes suppléant de la Société pour une durée expirant à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Les Commissaires aux Comptes ont fait connaître qu'ils acceptaient le mandat qui leur était confié et ont déclaré satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice dudit mandat.

#### TITRE V

### **DÉCISIONS COLLECTIVES**

## **ARTICLE 21 – FORME DES DÉCISIONS**

Les décisions des associés sont, au choix du Président, prises en cas de pluralité d'associés en Assemblée Générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite. En cas d'associé unique, elles résultent de son consentement exprimé dans un acte sous seing privé.

Toutefois, devront être obligatoirement prises en Assemblée toutes décisions nécessitant l'intervention du Commissaire aux Comptes ou d'un Commissaire aux Apports.

Les Assemblées Générales Ordinaires sont celles qui sont appelées à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Les Assemblées Générales Extraordinaires sont celles appelées à décider ou autoriser des modifications directes ou indirectes des statuts.

Les délibérations des Assemblées Générales obligent tous les associés, même absents.

# <u>ARTICLE 22 – CONVOCATION ET RÉUNION DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES</u>

Les Assemblées Générales sont convoquées soit par le Président, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant le tiers au moins du capital.

Elles peuvent également être convoquées par le Commissaire aux Comptes.

Pendant la période de liquidation, les Assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs. Les Assemblées Générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Si tous les associés sont présents, la convocation peut être verbale.

La convocation est faite 15 jours avant la date de l'Assemblée soit par lettre simple ou recommandée adressée à chaque associé, soit par un avis inséré dans un Journal d'annonces légales du département du siège social, soit par télécopie, soit par e-mail.

Lorsqu'une Assemblée n'a pu régulièrement délibérer, faute de réunir le quorum requis, la deuxième Assemblée et, le cas échéant, la deuxième Assemblée prorogée, sont convoquées dans les mêmes formes que la première et l'avis de convocation rappelle la date de la première et reproduit son ordre du jour.

### **ARTICLE 23 – ORDRE DU JOUR**

- 1 L'ordre du jour des Assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.
- 2 Un ou plusieurs associés, représentant au moins la quotité du capital social requise et agissant dans les conditions et délais fixés par la loi, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions.
- 3 L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation.

## ARTICLE 24 - ADMISSION AUX ASSEMBLÉES - POUVOIRS

- 1 Tout associé a le droit de participer aux Assemblées Générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont inscrits en compte à son nom.
- 2 Un associé ne peut se faire représenter que par un autre associé justifiant d'un mandat.

# ARTICLE 25 - TENUE DE L'ASSEMBLÉE - BUREAU - PROCÈS-VERBAUX

- 1 Une feuille de présence est émargée par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.
- 2 Les Assemblées sont présidées par le Président ou, en son absence, par une personne spécialement désignée à cet effet par l'Assemblée.

En cas de convocation par mandataire de justice, l'Assemblée est présidée par l'auteur de la convocation. A défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président.

L'Assemblée désigne un Secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

3 - Les délibérations des Assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le Secrétaire et établis sur un registre spécial conformément à la loi. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés dans l'un des deux.

### **ARTICLE 26 - QUORUM - VOTE**

- 1 Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, le tout, déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi ou des présents statuts.
- 2 Chaque action donne droit à une voix.
- 3 Le vote s'exprime à main levée, ou par appel nominal, ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'Assemblée ou les associés.

# ARTICLE 27 – ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes décisions qui n'ont pas pour objet de modifier les statuts.

L'Assemblée Générale Ordinaire sera consultée préalablement à la réalisation de toutes opérations engageant la Société, autres que dans le cadre de la gestion courante, notamment dans les cas suivants :

- prises de participations dans d'autres Sociétés, cessions de participations,
- achat et cession de biens d'équipement pour un montant supérieur à € 150.000.
- prise d'engagements financiers (emprunts, octroi de garanties) pour un montant supérieur à € 150.000.

Enfin le Président devra recueillir l'accord préalable de l'Assemblée Générale Ordinaire, pour toutes décisions d'aliénation des actifs sociaux ainsi que pour toutes décisions concernant les relations d'un membre avec la Société.

L'Assemblée Générale Ordinaire est réunie au moins une fois l'an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

Elle ne délibère valablement sur première convocation que si les associés présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation. Elle statue à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

# ARTICLE 28 – ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions et décider notamment la transformation de la Société en Société d'une autre forme, civile ou commerciale. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des associés, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le tiers et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote.

A défaut de ce quorum, la deuxième Assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

L'Assemblée Générale Extraordinaire statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

Toutefois, ne pourront être modifiées qu'à l'unanimité des associés, les clauses statutaires relatives à l'agrément lors des cessions d'actions.

En outre, toutes décisions visant à augmenter les engagements des associés ne peuvent être prises sans le consentement de ceux-ci.

## ARTICLE 29 - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIÉS

Tout associé a le droit d'obtenir, avant toute consultation, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la Société.

En règle générale, les associés seront régulièrement informés de la marche de la Société.

Ils recevront au moins une fois par semestre :

- une situation comptable pour la période écoulée depuis le début de l'exercice,
- les documents de gestion prévisionnelle (exploitation, trésorerie).

Chaque associé pourra se faire communiquer, sur simple demande, copie de tous documents comptables relatifs à l'activité ou à la situation financière de l'Entreprise.

### TITRE VI

# EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX - AFFECTATION ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

### ARTICLE 30 - EXERCICE SOCIAL

L'année sociale est définie à l'article 5.

### **ARTICLE 31 – INVENTAIRE – COMPTES ANNUELS**

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux dispositions du Titre II du Livre 1er du Code de Commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la Société et un état des sûretés consenties par elle.

Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe lorsque la Société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la loi.

Le cas échéant, le Président établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition des Commissaires aux Comptes dans les conditions légales et régiernentaires.

# **ARTICLE 32 - AFFECTATION ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES**

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes que les associés décideront de porter en réserve en application des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'Assemblée Générale attribuera aux associés sous forme de premier dividende une somme égale à soixante-dix pour cent (30%) dudit bénéfice, déduction faite de la somme nécessaire au financement des investissements et au besoin de fonds de roulement tels qu'ils seront déterminés par l'Assemblée.

En cas de blocage sur la détermination de ces deux paramètres, il pourra être fait application de la clause prévue à l'article 37 ci-après en cas de contestations, à l'initiative de l'un des associés.

Le solde sera distribué à titre de superdividende ou affecté à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou encore reporté à nouveau.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital.

L'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

### ARTICLE 33 - MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

L'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque associé pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'Assemblée Générale, cependant, la mise en paiement du premier dividende sera immédiate.

Le mode en paiement des autres dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La Société ne peut exiger des associés aucune répétition de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

L'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

### TITRE VII

### CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL – TRANSFORMATION – DISSOLUTION – LIQUIDATION

# ARTICLE 34 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capita! minimum et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

### **ARTICLE 35 – TRANSFORMATION**

La Société peut se transformer en Société d'une autre forme si, au moment de la transformation, elle a au moins deux ans d'existence et si elle a établi et fait approuver par les associés les bilans de ses deux premiers exercices.

La décision de transformation est prise sur le rapport des Commissaires aux Comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en Société en Nom Collectif nécessite l'accord de tous les associés ; en ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigées.

La transformation en Société en Commandite Simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les associés devenant associés commandités.

La transformation en Société à Responsabilité Limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des Sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

### **ARTICLE 36 – DISSOLUTION – LIQUIDATION**

Hors les cas de dissolution prévus par la loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette Assemblée Générale Extraordinaire aux conditions de quorum et de majorités prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires.

Le liquidateur représente la Société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.

L'Assemblée Générale des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

### **TITRE VIII**

#### CONTESTATIONS

### ARTICLE 37 - CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de l'existence de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, la Direction et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires sont soumises à la procédure d'arbitrage.

Chacune des parties désigne un arbitre, les arbitres ainsi désignés en choisissent un autre, de manière que le Tribunal arbitral soit constitué en nombre impair.

A défaut d'accord sur cette désignation, il y sera procédé par voie d'ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre.

L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention ou la récusation d'un arbitre. Il sera pourvu à la désignation d'un nouvel arbitre par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce saisi comme il est dit ci-dessus, non susceptible de recours.

Les arbitres ne seront pas tenus de suivre les règles établies par les Tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs. Les parties attribuent compétence au Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social tant pour l'application des dispositions qui précèdent que pour le règlement de toutes autres difficultés.

### TITRE IX

### **DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES**

# ARTICLE 38 - PUBLICITÉ - POUVOIRS

Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence du Président qui est spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un Journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

# ARTICLE 39 - ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

Les actes accomplis pour le compte de la société en formation jusqu'à son immatriculation au RCS de Montargis seront repris par la société et visés dans une assemblée ordinaire qui se réunira dans les trois semaines de l'immatriculation.

à CHATEAU-RENARD

le

Formulaire obligatoire (article 53 A Désignation de l'entreprise Sas Sté Pétrolière Production Ex Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois Adresse de l'entreprise Pense Folie 45220 CHATEAU RENARD Durée de l'exercice précédent \* Numéro SIRET\* 4 8 0 1 0 8 7 0 0 1 Exercice N clos le. 31012014 310113 Brut Amortissements, provisions Net Net Capital souscrit non appelé Frais d'établissement \* AB Frais de développement \* CX CO Concessions, brevets et droits similaires AF 85 912 AG 85 912 Fonds commercial (1) AH ΑI Autres immobilisations incorporelles AJ Avances et acomptes sur immobilisations AI incorporelles Terrains AN 42 751 42 751 42 751 Constructions AF 178 137 193 385 15 249 123 986 Installations techniques, matériel et AR 892 576 AS 620 536 272 040 394 724 outillage industriels Autres immobilisations corporelles AT 57 249 563 24 939 739 32 309 823 31 638 127 Immobilisations en cours 1 924 597 1 924 597 1 311 871 Avances et acomptes Participations évaluées selon CS CT la méthode de mise en équivalence Autres participations Créances rattachées à des participations BB RC Autres titres immobilisés BD 963 795 BE 963 795 963 795 Prêts BF BG Autres immobilisations financières \* BH 153 159 ΒI 153 159 153 114 TOTAL (II) BJ BK 61 505 739 25 661 436 35 844 303 34 628 429 Matières premières, approvisionnements BL BM 4 200 4 200 BO En cours de production de biens BN En cours de production de services ВP BO Produits intermédiaires et finis BR BS Marchandises вт RI Avances et acomptes versés sur commandes BV BW 2 172 2 172 61 548 Clients et comptes rattachés (3) \* BY BX 3 040 821 3 040 821 3 315 629 Autres créances (3) BZ CA 3 929 693 3 929 693 6 336 205 CB CC Capital souscrit et appelé, non versé Valeurs mobilières de placement DIVERS CE CD (dont actions propres ..... CG Disponibilités 1 815 089 1 815 089 2 657 473 CI Charges constatées d'avance (3) \* CH87 674 87 674 54 792 TOTAL (III) CJ CK 8 879 649 0 8 879 649 12 425 647 Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV) Primes de remboursement des obligations (V) Ecarts de conversion actif (VI) CN TOTAL GÉNÉRAL (I à VI) CO 1A 70 385 388 25 661 436 44 723 951 47 054 076 (2) Part à moint d'un an des mobilisations financières nett Remvols: (1) Dont droit au bail CP (3) Part à plus d'un an : CR Clause de réserve de propriété : \* Immobilisations : Stocks : Créances:



# BILAN - PASSIF avant répartition

DGFiP N° 2051 2014

	Désignation de l'entreprise : Sas Sté Pétrolière Pro	duction	n Ex	Néant
			Exercice N	Exercice N - 1
	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé :	DA	1 000 000	1 000 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport,	DB		
	Écarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK	) DC		
	Réserve légale (3)	DD	100 000	100 000
RES	Réserves statutaires ou contractuelles	DE		
ROPI	Réserves réglementées (3)* Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours	) DF		
JX P	Autres réserves Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants*	) DG		
CAPITAUX PROPRES	Report à nouveau	DH	7 847 566	4 736 129
CAF	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	1 031 293	3 456 616
	Subventions d'investissement	DJ		10-1-1-
	Provisions réglementées *	DK		
	TOTAL (I)	DL	9 978 859	9 292 746
spr.	Produit des émissions de titres participatifs	DM		
Autres fonds propres	Avances conditionnées	DN		- · · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
Autr	TOTAL (II)	DO -	0	0
es es	Provisions pour risques	DP	135 000	3 025 899
risq	Provisions pour charges	DQ	12 857 832	9 344 231
pour risques et charges	TOTAL (III)	DR	12 992 832	12 370 130
	Emprunts obligataires convertibles	DS		
	Autres emprunts obligataires	DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	9 554 468	13 663 941
<b>€</b>	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI	) DV	8 192 521	7 504 125
<b>60</b>	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	OW		
DETTE	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	1 378 361	1 582 056
	Dettes fiscales et sociales	DY	604 040	737 848
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ	2 012 122	1 897 002
	Autres dettes	EA	10 579	6 228
mpte gul.	Produits constatés d'avance (4)	ЕВ		
	TOTAL (IV)	EC	21 752 091	25 391 200
	Écarts de conversion passif * (V)	ED	170	
	TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE	44 723 951	47 054 076
(1)	Écart de réévaluation incorporé au capital	1B		
	Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C		-
(2)	Dont Écart de réévaluation libre	1D		******
	Réserve de réévaluation (1976)	1E		
(3)	Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF		
(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	16 225 946	15 870 887
(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	ЕН		

DGFiP N° 2052 2014

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts).

Désignation de l'entreprise : Sas Sté Pétrolière Production Ex Néant Exercice (N-1) Exportations et livraisons intracommunautaires France Total FA FC FB Ventes de marchandises \* 12 211 12 211 R1 R2R FD biens \* 18 663 037 FE FF 18 663 037 18 694 802 Production vendue services FI FG FH 3 140 PRODUITS D'EXPLOITATION Chiffre d'affaires nets\* 18 675 248 0 18 675 248 FJ 18 779 770 FK Production stockée \* Production immobilisée \* FO Subventions d'exploitation Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges \* (9) FP 21 802 11 905 FO Autres produits (1) (11) Total des produits d'exploitation (2) (I) FR 18 697 049 18 791 675 Achats de marchandises (y compris droits de douane) \* 57 594 FT Variation de stock (marchandises) \* FU Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane) \* 94 897 63 589 (4 200) Variation de stock (matières premières et approvisionnements) \* Autres achats et charges externes (3) (6 bis) \* 5 122 416 3 766 602 CHARGES D'EXPLOITATION Impôts, taxes et versements assimilés \* 243 180 264 481 Salaires et traitements \* 528 812 551 253 FZ Charges sociales (10) 222 102 234 861 - dotations aux amortissements \* 7 296 551 5 687 086 DOTATIONS D'EXPLOITATION Sur immobilisations - dotations aux provisions Sur actif circulant : dotations aux provisions \* GC 3 513 601 2 831 671 Pour risques et charges : dotations aux provisions CF Autres charges (12) GF Total des charges d'exploitation (4) (II) 17 017 359 13 457 137 1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II) 1 679 691 5 334 538 GH Bénéfice attribué ou perte transférée \* (III)opération GI Perte supportée ou bénéfice transféré \* (IV) GJ Produits financiers de participations (5) 273 038 394 008 ΞK Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5) 427 495 PRODUITS FINANCIERS GI Autres intérêts et produits assimilés (5) 63 740 69 318 Reprises sur provisions et transferts de charges GN Différences positives de change 1 062 777 Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement GP Total des produits financiers (V) 338 267 464 599 Dotations financières aux amortissements et provisions \* CHARGES FINANCIERES Intérêts et charges assimilées (6) 608 713 694 509 GS Différences négatives de change 581 12 364 Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement Total des charges financières (VI) 609 294 706 872 2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI) (271 027) (242 274)3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPôTS (I - II + III - IV + V -VI) 1 408 663 5 092 264

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts).

# COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (Suite)

	Désignation de l'entreprise : Sas Sté Pétrolière Pro	ductio	on Ex	Néant
			Exercice N	Exercice N - 1
STS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	НА	220	12 681
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations en capital *	нв	1 153	498 549
PROF	Reprises sur provisions et transferts de charges	нс	2 890 899	
<b>ĕ</b>	Total des produits exceptionnels (7)(VII)	HD	2 892 272	511 230
TES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE	2 859 578	48
CHARGES	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF	1 036	462 180
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	НG		133 962
EXC	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	нв	2 860 614	596 191
4 - RÉ	SULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	ш	31 658	(84 961)
Particip	ation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	нј		
Impôts	sur les bénéfices * (X)	нк	409 028	1 550 687
	TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	HL	21 927 588	19 767 503
	TOTAL DES CHARGES ( $II + IV + VI + VIII + IX + X$ )	нм	20 896 295	16 310 887
5 - BÉN	IÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)	HN	1 031 293	3 456 616
(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	но		
(2)	Produits de locations immobilières	ну		
(2)	Produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	1G		
(2)	- Crédit-bail mobilier *	HIP	42 070	59 450
(3)	Dont { - Crédit-bail immobilier	HQ		
(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	1H		
(5)	Dont produits concernant les entreprises liées	1J	336 778	463 238
(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées	1K	216 912	234 006
(6 bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)	нх		7
(9)	Dont transferts de charges	AI	21 802	11 905
(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	A2		
(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3		
(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4		
(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6 obligatoires A9			
(7)	Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe)		Exercice Charges exceptionnelles	
Amend			270	Produits exceptionnels
Créan	ces irrécouvrables		2 859 308	
Cessi	on immobilisations corporelles		1 036	1 153
	rences de règlement		1	220
	se prov creance irrécouvrable		· ·	2 890 899
	Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :		Exercice	N
			Charges antérieures	Produits antérieurs
-				
1				

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : Sas Sté Pétrolière Production Ex Augmentations Valeur brute des immobilisations CADRE A Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence **IMMOBILISATIONS** Acquisitions, créations, apports au début de l'exercice et virements de poste à poste - 1 -Frais d'établissement et de développement CZ TOTAL I D8 D9 Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL II KD KE KF 85 912 KG KH ΚI 42 751 Sur sol propre Dont composants KJ KK 1.9 KI 130 607 62 778 Sur sol d'autrui Dont composants KM M1 KN KO Installations générales, agencements Dont M2 KP KO KR et aménagements des constructions\* composan Installations techniques, matériel Dont **M3** KS KT 865 980 KU 32 634 et outillage industriels Installations générales, agencements, ĸν KW 49 319 289 KX 7 797 055 aménagements divers\* Matériel de transport\* K٦ K7 98 180 T.A 707 Matériel de bureau et LB 27 970 LC LD 7 514 mobilier informatique Emballages récupérables et LE LF LC divers\* Immobilisations corporelles en cours LH 1 311 871 LI 1 284 731 Avances et acomptes LK LL LN TOTAL III LN 51 796 649 LO n LP 9 185 420 Participations évaluées par mise en équivalence 8G 8M **8T** 8UAutres participations RV RW Autres titres immobilisés 1P 963 795 1R 18 Prêts et autres immobilisations financières 1T 153 114 111 46 TOTAL IV LQ 1 116 909 LR n LS 46 TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV) ØG 52 999 470 ØН 0 ØJ 9 185 465 niuation légale ou évaluation par mise en équivalence Diminutions **CADRE B IMMOBILISATIONS** Valeur brute des immobilisations Valeur d'origine des immobilisations par cessions à des tiers ou mises hors service ou résultant d'une mise en équivalence par virement de poste à poste à la fin de l'exercice en fin d'exercice 1 Frais d'établissement IN TOTAL I CØ DØ **D7** et de développement Autres postes d'immobilisations TOTAL II Ю LV LW 1X 85 912 incorporelles LY IP LX LZ Terrains 42 751 MA MB Sur sol propre IQ MC 193 385 Sur sol d'autrui ΙR MD ME ME Constructions Inst. gales, agencts et am. IS MG MΗ MI des constructions Installations techniques, matériel et IT MJ MK MI 6 039 892 576 outillage industriels Inst. gales, agencts, MM ΠÜ MN 57 116 344 MO aménagements divers Autres Matériel de transport IV MP MO 98 888 MR immobilisations Matériel de bureau et 1 153 34 331 MS MT IW MU informatique, mobilier corporelles Emballages récupérables et IX M MW MX MY Immobilisations corporelles en cours 672 005 1 924 597 M7 NA NB Avances et acomptes NC ND NE NF 672 005 7 192 0 TOTAL III TV 60 302 872 NG NH NI Participations évaluées par QU OW ΙZ M7 mise en équivalence Autres participations IØ 0 Y QZ. FINANCIERES Autres titres immobilisés 2R 2C 963 795 2D **I**1 Prêts et autres immobilisations 153 159 12 2E 2F 2G n n 0 TOTAL IV NK 1 116 954 NJ 2H 13 TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV) 672 005 7 192 61 505 739 9M 0

Formulaire obligatoire (article 53A du Code général des impôts).



# TABLEAU DES ÉCARTS DE RÉÉVALUATION SUR IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES

3 1 0 1 2 0 1 4 Exercice N clos le

ce tablez  Désignation de l'entreprise	sayant pratique la recevali au à leur déclaration jusqu Sas Sté Pétr	'à (et y compris) l'exe	ercice au cours duque	l la provision spéciale	is J du CGI) doivent je e (col 6) devient nulle.	oindreNéant X
CADRE A	Détermination du (col.1 - co	montant des écarts	Utilisation de la	marge supplémentair	e d'amortissement	Montant de la
	Augmentation	Augmentation	Au cours d	le l'exercice	Montant cumulé	provision spécial la fin de l'exerc
	du montant brut des immobilisations	du montant	Montant des suppléments d'amortissement (2)		à la fin de l'exercice (4)	[(col. 1 - col. 2) - col. 5 (5)]
<ol> <li>Concessions, brevets et droits similaires</li> </ol>		2	3	4	5	6
2 Fonds commercial						
3 Terrains						
4 Constructions						
5 Installations techniques mat. et out. industriels						
6 Autres immobilisations corporelles						
7 Immobilisations en cours						
8 Participations						
9 Autres titres immobilisés				1		
10 TOTAUX						
1) Les augmentations du montar immobilisations amortissables début de l'exercice.  Le montant des écarts est obte 2) Porter dans cette colonne le si 3) Cette colonne ne concerne que le solde non utilisé de la marg 4) Ce montant comprend:  a) le montant cotal des somme b) le montant cumulé à la fin de l'exercice.  5) Le montant total de la provision de l'exercice.	enu en soustrayant des mon upplément de dotation de le e les immobilisations réévite supplémentaire d'amorti es portées aux colonnes 3 e de l'exercice précédent, da	ntants portés colonne 'exercice aux compte aluées cédées au cours ssement.  et 4; ans la mesure où ce m	ele 238 bis J du code g 1, ceux portés colonn s d'amortissement (co s de l'exercice. Il con nontant correspond à d	général des impôts et ne 2. Impte de résultat) con vient d'y reporter, l'a	figurant à l'actif de l'e sécutif à la réévaluation année de la cession de à l'actif de l'entreprise	entreprise au on. l'élément, e au début de
~						
CADRE B DÉFICITS REPORTABLES AI	U 31 DÉCEMBRE 1976 I	MPUTÉS SUR LA F	PROVISION SPÉCIA	ALE AU POINT DE	VUE FISCAL	
- FRACTION INCLUSE DAN	IS LA PROVISION SPÉC	IALE AU DÉBUT D	E L'EXERCICE		ev.e.	
- FRACTION RATTACHÉE A					e ince (	
- FRACTION INCLUSE DAN	S LA PROVISION SPÉC				-	
~			rentrume files			

Le cadre B est servi par les seules entreprises qui ont imputé leurs déficits fiscalement reportables au 31 décembre sur la provision spéciale.

Il est rappelé que cette imputation est purement fiscale et ne modifie pas les montants de la provision spéciale figurant au bilan : de même, les entreprises en cause continuent à réintégrer chaque année dans leur résultat comptable le supplément d'amortissement consécutif à la réévaluation.

Ligne 2, inscrire la partie de ce déficit incluse chaque année dans les montants portés aux colonnes 3 et 4 du cadre A. Cette partie est obtenue en multipliant les montants portés aux colonnes 3 et 4 par une fraction dont les éléments sont fixés au moment de l'imputation, le numérateur étant le montant du déficit imputé et le dénominateur celui de la provision.

<sup>\*</sup> Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice 2032

### **AMORTISSEMENTS**

Formulaire obligamire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignatio	n de l'en	treprise :			Sas St	é Pé	tro	lière Prod	duct	ion	Ex				-	Néant	
CADRE A	4	S	ITUATIO	NS ET M				'EXERCICE DI				ITS TEC	СНИІО	JES			
ІММОВІ	LISATION	S AMORTISSABLES		nt des amoi début de l'e				Augmentations : ations de l'exercice			iminutions : a afférents aux é de l'actif e	léments sor				mortissements l'exercice	
Frais d'établisse et de développer		TOTAL 1	CY			EL	T			EM			1	EN			
Autres immobili	sations inco	rporelles TOTAL I	PE		85 851	PF		6	52	PG			1	РН		85 912	
Terrains			PI			PJ				PK			1	PL			
	Sur sol	propre	РМ		6 621	PN		8 62	28	РО			F	PQ		15 249	
Constructions	Sur sol	d'autrui	PR			PS				PT			F	שי			
		érales, agencements et	PV		-	PW	,			PX			F	PY			
nstallations tech utillage industri	niques, maté		PZ	4	71 256	QA		155 31	8	QB		6 03	9 (	)C		620 536	
		érales, agencements, ments divers	QD	17 7	19 816	QE		7 113 54	8	QF		3;	Ç	2G	24	833 364	
Autres		l de transport	QH		73 148	QI	12.	12 43	7	QJ			Q	ok		85 585	
immobilisations corporelles		l de bureau et tique, mobilier	QL		14 349	QM	t	6 55	9	QN		11	7 Q	00		20 790	
		iges récupérables	QP			QR				QS	- 41		Ç	т			
		TOTAL III	QU	18 28	35 190	QV		7 296 49	0	QW		6 15	6 Q	x	25	 575 524	
TOTA	L <b>GÉNÉ</b>	RAL (I + II + III)	pN	18 37	71 041	ØР		7 296 55	1	ØQ		6 15	6 <b>p</b>	R	25	661 436	
ADRE B		VENTILATION	DES MO	UVEME	NTS AFFE	CTAI	NT L	A PROVISION	POU	R AI	MORTISSI	MENTS	DÉRO	GATO	RES		
mmobillsations		Do	OTATIONS						-	REI	RISES						
amortissables	Différe	Colonne 1 entiel de dur <del>ée</del> et autres Mo	Colonne 2 de dégressif	Аш	Colonne 3 ortissement f exceptionnel		Din	Colonne 4 férentiel de durée		Col Mode	onne 5 dégressif	Amort	Colonne 6 issement f ceptionnel	īscal			
rais établissements TOTAL I	M9	N1		N2	exceptionnel		N3	et autres	N4			N5	ериошвет		16		
res Immob, incor-	N7	N8		P6			P7		P8			P9			21		
errains	Q2	Q3		Q4			Q5		Q6			Q7			28		
Sur sol	Q9	R1		R2			R3		R4			R5		R	16		
Sur sol d'autrui Inst. gales,	R7	R8		R9			Sı		S2			S3		S	4		
Inst.gales, agenc.et am.des const.	S5	S6		S7			S8		S9			T1		т	2		
t. techniques	T3	T4		T5			Т6		T7			т8		Т	9		
Ins. gales, agenc, am. divers	Uı	U2		U3			U4		U5			U6		U	17		
Matériel de transport	U8	U9					V2		V3			V4		$\neg$ <sub>v</sub>	5		
Mat. bureau et inform.,	V6	V7		V8	-		V9		W1			W2		- v	/3		
mobilier Emballages récup. et divers	W4	W5		W6		-	W7		W8			w9		x	1		
TOTAL III	X2 -	X3		X4		-	X5		X6			X7 -		x			
is d'acquisition de es de participation Total IV	NL			1-2.			NM							N	-		
otal général	NP	NQ		NR			NS		NT			NU		N	-		
Total général	NW	0		Total général (NS + NT		$\neg$			0		Total général (NW -1	mou vensité p	ΝZ			0	
ADRE C		· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·				-			***	-/-	10 2000						
AFFECTANT	LES CHA	E L'EXERCICE RGES RÉPARTIES EXERCICES*		Moutant net au début de l'exercice			Augmentations				Dotations de l' aux amortisse				24 833 364  85 585  20 790  25 575 524  25 661 436  RES  Mouvements nets des amortissements à la fiu de l'exercice  N6  21  28  36  37  75  75  75  75  77  75  77  78  78  7		
s d'ėmission d'e	mprunt à éta	aler							- 2	Z9			Z8				
nes de rembours	ement des of	bligations								SP			SR	١			

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n°2032

10

7

### PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts). Sas Sté Pétrolière Production Ex Désignation de l'entreprise Néant Montant au début AUGMENTATIONS: DIMINUTIONS: Montant Dotations de l'exercice à la fin de l'exercice Nature des provisions de l'exercice Reprises de l'exercice Provisions pour reconstitution des gisements miniers TA TB TC et pétroliers \* Provisions pour investissement TE TD TE (art. 237 bis A-II) \* Provisions pour hausse des prix (1) \* 3V TG TH ΤI Provisions réglementées Amortissements dérogatoires 33 TN TN TO Dont majorations exceptionnelles  $D_3$ **D**5 **D**6 de 30 % Provisions fiscales pour implantations à l'étranger IC IA IB ID constituées avant le 1.1.1992 \* Provisions fiscales pour implantations à l'étranger Œ IG Ш П constituées après le 1.1.1992 \* Provisions pour prêts d'installation IJ ΙK IL IΜ (art. 39 quinquies H du CGI) Autres provisions réglementées (1) 37 TQ **TOTAL** 3Z TS TT TU0 0 0 0 Provisions pour litiges 4B 4C 4D 3 025 899 2 890 899 135 000 Provisions pour garanties données **4**F 4F 4H 4G aux clients Provisions pour pertes sur marchés 4M 414 41 à terme risques et charges Provisions pour amendes et pénalités 4N 4P 4R 45 Provisions pour pertes de change 4U 4V 4W Provisions pour pensions et obligations 4X 4Z 5A pour Provisions pour impôts (1) 5B 5D 5E Provisions pour renouvellement des 5F 5H 5K 5J immobilisations \* Provisions pour gros entretien et EO EO ER grandes révisions Provisions pour charges sociales et 5R 58 **5T** 5U fiscales sur congés à payer \* Autres provisions pour risques et 5V 5X 5Y 9 344 231 3 513 601 12 857 832 charges (1) TOTAL Ш 5Z TW T TX 12 370 130 3 513 601 2 890 899 12 992 832 incorporelles 6D 6A 6B 6C corporelles 6E 6F 6G **6H** dépréciation Sur titres mis en Ø2 Ø5 ď3 immobi-04 équivalence lisations titres de 911 9 V 9W 9X participation - autres immobilisa-Provisions pour 96 ď7 08 49 tions financières(1)\* Sur stocks et en cours 6S 6P 6R Sur comptes clients 6T 6U 6V бW Autres provisions pour dépréciation(1) 7A **6**Y 67 TOTAL TY TZ 7B Ш 0 0 0 n TIA TOTAL GENERAL (I + II + III) UB TIC 3 513 601 12 370 130 2 890 899 UD 12 992 832 - d'exploitation UE UF 3 513 601 Dont dotations UH - financières UG et reprises exceptionnelles UK

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39-1-5e du C.G.I.

NOTA: les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au C.G.I.

<sup>(1)</sup> à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.

Emprunts remboursés en cours d'exercice

# ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET

DGFiP N° 2057 2014

DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE\* Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des innot Sas Sté Pétrolière Production Ex Désignation de l'entreprise : Néant Montant brut A 1 an au plus A plus d'un an **CADRE A ÉTAT DES CRÉANCES IMMOBILISÉ** UL Créances rattachées à des participations UN UM ΙP US UR Prêts (1) (2) DE UT 153 159 153 159 Autres immobilisations financières UV IIV Clients douteux ou litigieux 3 040 821 3 040 821 TIX Autres créances clients Créance représentative de titres Provision pour dépréciation **Z**1 UO prêtés ou remis en garantie\* antérieurement constituées L'ACTIF CIRCULANT LIY Personnel et comptes rattachés UΖ Sécurité sociale et autres organismes sociaux Impôts sur les bénéfices État et 1 013 406 1 013 406 Taxe sur la valeur ajoutée autres collectivités 1 037 1 037 Autres impôts, taxes et versements assimilés publiques Divers 2 724 870 2 724 870 Groupe et associés (2) Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations 190 381 190 381 de pension de titres) vs 87 674 87 674 Charges constatées d'avance 7 211 347 7 211 347 n **TOTAUX** - Prêts accordés en cours d'exercice VD RENVOIS Montant (1) - Remboursements obtenus en cours d'exercice (2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques) VF Montant brut A 1 an au plus A plus d'1 an et 5 aus au plus A plus de 5 ans CADRE B **ÉTAT DES DETTES** 7**Y** Emprunts obligataires convertibles (1) 7**Z** Autres emprunts obligataires (1) Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine VG 33 976 33 976 auprès des établissements de crédit (1) à plus d'1 an à l'origine VH 9 520 492 3 994 348 5 526 145 Emprunts et dettes financières divers (1) (2) 8A 8B Fournisseurs et comptes rattachés 1 378 361 1 378 361 Personnel et comptes rattachés 8C 69 721 69 721 Sécurité sociale et autres organismes sociaux ŔŊ 79 883 79 883 Impôts sur les bénéfices 8E 10 530 10 530 État et Taxe sur la valeur ajoutée 31 130 31 130 autres collectivités Obligations cautionnées VX publiques Autres impôts, taxes et assimilés VQ 412 775 412 775 Dettes sur immobilisations et comptes rattachés R.Y 2 012 122 2 012 122 VI Groupe et associés (2) 8 192 521 8 192 521 Autres dettes (dont dettes relatives à des 8K 10 579 10 579 opérations de pension de titres) Dette représentative de titres empruntés **Z2** ou remis en garantie \* Produits constatés d'avance 8L **TOTAUX** ٧z 21 752 091 16 225 946 5 526 145 0 Montant des divers emprunts et dettes contractés ٧L VJ (2) Emprunts souscrits en cours d'exercice 920 auprès des associés personnes physiques (1)

4 095 624

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A La Code général des impôts).

### DETERMINATION DU RESULTAT FISCAL

																			$\neg$			1	_	
Désigna	ition	de l	entreprise :S	as	S 1	té Pé	étrol	ière	Pro	du	cti	on	Ex							Néant			L	Exercice N, clos le : 3 1 0 1 2 0 1 4
I. RÉ	INT	ÉG	RATIONS												BÉ	NÉFIC	E CON	(PTABI	E DE	L'EXE	RCICE	v	٧A	1 031 293
		Rén	unération du tra	avai	1	∫ de	l'explo	itant ou	des a	isso	ciés											V	VВ	
-	- 1	(ent	reprises à l'IR)			de	son cor	njoint				moi	ns part	déduc	tible *	-			à	réinté	grer :	v	vc	
es en			itages personnels i tissements à porte					WD					ortisseme 3.1.) et au						WE			X	Œ	11 538
admises ésultat fi	ĥ		es charges et dépe 39-4 du C.G.I.)	nses	som	ptuaires	s	WF		6 9	937		ce sur le iétés (en				ères d	es	WG		4 601	1		
non a		Prov	sions et charges à ableau 2058-B, ca	pay	er no	on dédu	ctibles	WI		2 0	070	Cha	arges à pa	yer lie	es à de	s étais			хх			x	w	2 340
ges n			ides et pénalités		No.			WJ		2	270		rges fina		-71			7-213)	XZ			1		
Charges 1	Avantages personnels non déductibles * (sauf amortissements à porter ligne ci-dessous)  Autres charges et dépenses somptuaires (art. 39-4 du C.G.I.) et autres amortissements non déductibles  Autres charges et dépenses somptuaires (art. 39-4 du C.G.I.)  Provisions et charges à payer non déductibles (cf. tableau 2058-B, cadre III)  Amendes et pénalités  WI  2070  Charges à payer liées à des états et territoires non coopératifs non déductibles (cf. 2067-BIS)  Amendes et pénalités  WJ  270  Charges financières (art. 212 bis)*  XX  Réintégrations prévues à l'article 155 du CGI*													$\mathbf{I}_{\mathbf{x}}$	Y									
l , A	T	lmpĉ	t sur les société	s (c	f. pa	age 9 d	le la not	tice 203	32)												-	1,	, t	409 028
Quote-par			r réalisés par une société unes ou un GIE	WI	T								altats bénéfi		risés à	L7						l <sub>K</sub>	٦ <u></u>	
N S	_	_		npo	ées	au tau	x de 15	% ou	de 19	% (	(16 %		icle 209 B d Ir les ei		rises s		es à l	'impô	sur	le rev	enu)	1	H	
GIME D'IMPOSITIO PARTICULIERS ET			ettes à 【 💳		_		x de 0			_		•		<u> </u>		_							t	
D'IMI TICULLI TIONS I	-			-						r - I	Plus-v	alue	s nettes	à ro	urt ter	me			-	_	_	1	1	
REGIME D'IMPOSITION PARTICULIERS ET IMPOSITIONS DIFFERES		Frac	tion imposable o cours d'exe					es au	_{	===			s soum							-		W	-	
~ 6		_								, - r	1u3-v	aluc	s soull	ses a	iu regi	me d	es ius	ions	V.			W	-	
1	Ecar	ts de	valeurs liquida					ntrepris	es à l	'IS)												XI	RL	
Réintégra détailler s			≃s à ∮paré DONT*	(an	. 39-1		2 du C.G.		SU					(act	es d'ent ivité exc	mérée)		sw				W	5	11 156
dediner 3		inct y	pare BON1	déd	icits d	étrangers ar les PM	antérieure E (art. 209	C)	SX	L				Quo	te-part o s-values	de 12 %	des éro	М8					L	
_																			L	TOT	ALI	W	R_	1 465 355
II. DÉ	DU	СТ	IONS												P	ERTE	СОМР	TABLE	DE L	'EXER	CICE	w	s	
Quote-part	dans lo	es pen	es subies par une soci	iété d	e per	sonnes ou	un G.I.E	. •														w.	r _	
Provisions e	t char	ges à	payer non déductibles	, ant	rieur	ement (a)	kées, et réi	intégrées (	dans les	résul	ltats cor	mptabl	les de l'ex	ercice	(cf. table	еан 205	8-B, ca	dre III)				w	J	2 281
			V		Impo	osées au ti	aux de 15	% (16 %	pour les	entre	eprises	soumi	ses à l'im	pôt sur	le rever	1U)						w		
<u> </u>		DI.		-	lmpo:	sées au ta	aux de O 9	5														WI	ı	
rposition s et ifférées		п	s-values ettes à		impo	sées au ta	aux de 19	%											-8			WE	,	
		lor	ig terme	:=	imput	tées sur le	es moins-\	alues nett	es à lon	ng ten	me anté	rieure	:5									wv	v	712
es d'i iculi tions			Į.	-	imput	tées sur le	es déficits	antérieur	3													XB	r	
Régimes d'im particulier impositions d	Αι	ıtres	plus-values imp	osé	es a	u taux	de 19 9	%														16	Г	
ž .5	Fr	actic	n des plus-value	es n	ettes	s à cou	rt terme	de l'e	xercic	e do	oņt l'i	impo	sition e	st dif	fférée	*						wz		
			e des sociétés mères e t net des actions et pa						(				rais et cha				2	A			D	XA	Н	259 386
	-		ion autorisée au				stisseme	ents réa	lisés d				roduits net ctivités			_						ZY		
res	_		tion d'amortisse	_									1-8-			97_						XD	H	
Mesures d'incitation		T	intreprises nouvelles .	Г	 			Entreprise	s nouvelle		L2	,1			Jeunes e	entrepris	5	L5	1				H	
6.9	it sur	ions	Reprise d'entreprises en ifficultés 44 septies) ôle de compéditivité	┢	.6			(44 sexies) Sociétés in immobilier (art. 208 C		ents	K3	+				sexies A		-	╁	-	-	XF		
	Abattement sur	nerat	urt. 44 <i>undecles</i> ) one franche urbaine	╁	-			Bassin d'e	moloi i		-	-			la défen	se (44 te	decies)	1.0	┨	_	-			
	Abat	et exe	rt. 44 oales et oales A)	0	*			redynamis (art. 44 du	er odecles)		1F	-		-		quotente		XC	-					
	Foo	pto d	e valeurs liquid	<b></b>		ODC	71/3/# (	Zone de re		_		44 quine	decies)					PC			_	vc		. =
Déductions div			uller sur feuillet sépa	_	CS SI		Déficits fill	ales et succi		_	T			Créar	nce dégage	te par te	Z	7	-		1	XS	$\vdash$	0.407
	_	_		_			étrangères a	nt.209C	_	To					t en arriè		cit Z.	1_	T			XG	H	8 193
III. RES	UL	IA	T FISCAL	-						-			- ·			177	_	_		OTAL	_	XH		269 860
Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables :																								
ve-t : "										défi	icit	(	II mob	ıs I)	-							ХJ	****	
	-	-	é en arrière (entrepris		-											ZL					22222			
Æficits antérie	eurs in	nputés	sur les résultats de l'	'exen	cice (e	entreprise	es à l'IS)*															KL		
RÉSULTAT 1	FISC	<b>AL</b>	BÉNÉFICE	(lig	ie XI	N) ou DÉ	FICIT re	portable	en avan	t (Ug	ше ХО)	)				XN		1	195	495	2	KO		0

# DETERMINATION DU RESULTAT FISCAL

Désignation de l'entreprise :	Sas Sté Pétrolière Production Ex	suite
	DETAIL DES REINTEGRATIONS DIVERSES	
	Nature	Montant
FRAIS DE MECENNAT		3 000
LLOYERS NON DEDUCTIBLES VEHICU	LES DE TOURISME	8 156
	0	
11		
		3
Marin a street a		
2 <del>, 11 </del>		
		-

# DETERMINATION DU RESULTAT FISCAL

Sas Sté Pétrolière Production Ex

Désignation de l'entreprise

Désignation de l'entreprise :	Sas Sté Pétrolière Production Ex	suite
	DETAIL DES DEDUCTIONS DIVERSES	
	Nature	Montant
Crédit impôt CICE		8 19
		V
	V-2000	
<del></del>		
		l marin
	12	

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts).

10

### DEFICITS INDEMNITES POUR CONGES A PAYER ET PROVISIONS NON DEDUCTIBLES

Désignation de l'entreprise :_		Sa	s Sté Pétrolière	Produ	uci	tion Ex					Néant "
I. SUIVI DES DÉFICITS											
Déficits restant à reporter au ti	tre d	e l'exercice précéd	lent (1)						K4		
Déficits imputés (total lignes X	B et	XL du tableau 205	58-A)						K5		
Déficits reportables (différence	K4	- K5)							K6		
Déficit de l'exercice (tableau 2	058-	A, ligne XO)							YJ		
Total des déficits restant à repo	rter	(somme K6 + YJ)	)						YK		
II. INDEMNITÉS POUR CO	NGÉ	S A PAYER, CH	IARGES SOCIALES ET FI	SCALE	S	CORRESPONDA	NTES				
Montant déductible correspond sous le régime de l'article 39-	lant	aux droits acquis p bis Al. 1er du CGI	par les salariés pour les entre I, dotations de l'exercice	prises ¡	plac	cées		*****	ZT	Г	
			DEDUCTIBLES POUR L'								
	(à	détailler sur feuillet sépar	ré)					Dotations de l'exercice		Reprise	es sur l'exercice
Indemnités pour congés à pay pour les entreprises placées so	er, c	zv		zw							
Provisions pour risques et cl	ıarg	es *									
							8X		8Y		
							8Z		9A		
							9B		9C		
Provisions pour dépréciation	*						-				
							9D		9E		
							9F		9G		
							9H		9J		
Charges à payer			Ta <sub>y</sub>								
C3S taxe entraide							9K	2 070	9L		2 281
							9М		9N		
							9P		9R		
							9S		9Т		
		тот	FAUX (YN = ZV à 9S) et (			V à 9T)	YN	2 070	YO		2 281
			à reporter au tableau 2	2058-A	:			ligne WI			♥ ligne WU
											-
CONSE	QU	ENCES DE L	A MÉTHODE PAR (	COM	PC	SANTS (art. 2	237 s	epties du CGI)			
Mantant de la	_:-		363	Мо	ntan	t au début de l'exercice		Imputations			tant net à la e l'exercice
Montant de la	rem	tégration ou de la	deduction	L1				0			0
		2						TE			
			CREDITS D'I	IMPC	T	S				r	
Crédit d'impôt en faveur de la recherche	Famil			12	0						
Réduction d'impôt en faveur du mécénat	J	ľŪ	0	Crédi de l'a	t d'impôt en faveur pprentissage		JΛ	0			

JX

Autres imputations

ENTREPRISES DE TRANSPORT INSCRITES AU REGISTRE DES TRANSPORTS

de l'apprentissage Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi

0

01

ΧU

8 193

art. L3113-1 du Code des Transports. (case à cocher)

JW

Crédit d'impôt afférent aux valeurs mobilières (BIC)

<sup>\*</sup> Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A

### TABLEAU D'AFFECTATION DU RESULTAT ET RENSEIGNEMENTS DIVERS

Désignation de l'entreprise : Sas Sté Pétrolière Production Ex Néant Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à ZB - Réserves légales Affectations ØС 4 736 129 celui pour lequel la déclaration est établie aux réserves AFFECTATIONS 7.D Autres réserves ORIGINES Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la 3 456 616 ØD Dividendes ZE 345 180 déclaration est établie Autres répartitions ZF Prélèvements sur les réserves ØE 0 Report à nouveau ZG 7 847 566 (N.B. Le total I doit nécessairement être égal au total II) TOTAL I ØF 8 192 746 8 192 746 ZH TOTAL II DISTRIBUTIONS (Article 235 ter ZCA) Montant total des sommes distribuées devant donner lieu au paiement de la contribution prévue à l'article 235 ter ZCA au titre de l'exercice ΧV 0 **RENSEIGNEMENTS DIVERS** Exercice N: Exercice N - 1: (précisez le prix de revient des biens pris en crédit-bail ENGAGEMENTS Engagements de crédit-bail mobilier **J**7 YO 148 727 32 319 45 350 - Engagements de crédit-bail immobilier VR - Effets portés à l'escompte et non échus YS Sous-traitance 103 010 Locations, charges locatives (dont montant des loyers des biens pris et de copropriété en location pour une durée > 6 mois AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES J8 42 570 XO 92 519 126 726 en location pour une durée > 6 mois - Personnel extérieur à l'entreprise YU DETAILS DES POSTES Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (hors rétrocessions) SS 745 509 841 643 Rétrocessions d'honoraires, commissions et courtages V (dont cotisations versées aux organisations - Autres comptes ST 23 102 4 284 389 2 695 223 syndicales et professionnelles ZJ Total du poste correspondant à la ligne FW du tableau n° 2052 5 122 416 3 766 602 - Taxe professionnelle \*, CFE, CVAE 3 392 4 796 IMPOTS ET TAXES Autres impôts, taxes et versements assimilés (dont taxe intérieure sur les produits pétroliers ZS 9Z 239 788 259 685 Total du compte correspondant à la ligne FX du tableau n° 2052 YX 243 180 264 481 - Montant de la T.V.A. collectée v 2 393 16 654 Montant de la T.V.A. déductible comptabilisée au cours de l'exercice au titre des biens **Y**7 865 266 679 967 et services ne constituant pas des immobilisations Montant brut des salaires (cf. dernière déclaration annuelle souscrite au titre des OB 577 829 salaires DADS 1 ou modèle 2460 de 2013) \* Montant de la plus-value constatée en franchise d'impôt lors de la première option øs. pour le régime simplifié d'imposition\* 0 00 handicapés): - Effectif moyen du personnel\* (dont apprentis : ΥP 0,00 11,00 10.00 RL Effectif affecté à l'activité artisanale 0,00 Taux d'intérêt le plus élevé servi aux associés à raison des sommes mises à la ZK % 2,79 3,31 disposition de la société\* - Filiales et participations (liste au 2059-G Si oui cocher 1 XP - numéro de centre de gestion agréé \* ZR prévu par art. 38 II de l'ann. III au CGI Sinon 0 Société : résultat comme si elle JK JA 1 195 495 plus-values à 15 % plus-values à 0 % JL n'avait jamais été membre du groupe REGIME DE plus-values à 19 % JM. JC Imputations GROUPE Groupe : résultat d'ensemble. JD JN JO 1 831 334 plus-values à 15 % plus-values à 0 % plus-values à 19 % JP JF Imputations Si vous relevez du régime de groupe : indiquer 1 si société mère, 2 si société filiale

N° SIRET de la société mère du groupe

9 3 0

4

0

8 5 0

5

2

JН

<sup>(1)</sup> Ce cadre est destiné à faire apparaître l'origine et le montant des sommes distribuées ou mises en réserve au cours de l'exercice dont les résultats font l'objet de la déclaration. Il ne concerne donc pas, en principe, les résultats de cet exercice mais ceux des exercices antérieurs, qu'ils aient ou non déjà fait l'objet d'une précédente affectation.

<sup>\*</sup> Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n°2032 (et dans la notice n°2058 NOT pour le régime de groupe).

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts).

(1	2)
_	_

# DETERMINATION DES PLUS ET MOINS-VALUES

Dési	gnat	tion de l'entreprise :	sas Sté Pétroli	ière Pro	duction	Εx				Néant
Α		DÉTERMINATION DE LA			00000					
N	ature	et date d'acquisition des éléments cédés*	Valeur d'origine *	Valeur ne	tte réévaluée *	1	mortissements pratiqués en franchise d'impôt (4)	Autre: amortissem (5)	s ents *	Valeur résiduelle
	_	POMPE 08022008	5 211		<u> </u>	Т	5 211	(9)		
	2	GROUPE ELECTROGENE	828			-	828	-		
	3	10022009 ORDINATEUR PORTABL	1 153			+-	117			1 036
	1	16022013				_				
*	4									
Suoi	5									
- Immobilisations *	6									
mobi	7									
- III	8									
Τ	9							<b>-</b>		
	1									
	10									
	11									
	12									
В	- P	LUS-VALUES, MOINS-V	/ALUES		Qua	alifica	tion fiscale des plu	ıs et moins-values r	éalisées *	
		Prix de vente 🗇	Montant global de la ou de la moins-	plus-value	Court term	ne (9)	10.00	Long terme	(10)	Plus-values taxable
	1		ou de la moins-	value (i)			19 %	15 % ou 16 %	0 %	à 19 % (1) (11
	2				-					
	_									
	3	1 153			117					
	4									
	5									
nmobilisations *	6									
obilis	7									
Ĭ.	8									
1-I	$\dashv$		9) <del>1 - 2</del> 1							
	9									
	10		2000							
	11									
	12									
$\dashv$	13	Fraction résiduelle de la pr afférente aux éléments céd	rovision spéciale de ré	évaluation	+			L	L	
	الما	Amortissements irrégulière	es ement différés se rappo	ortant aux	+					
-		éléments cédés Amortissements afférents a	aux éléments cédés ma	is exclus						
1	13	des charges déductibles pa	r une disposition légal	e i	+					
nts	[6]	Amortissements non pratiqu à la déduction fiscale pour i	nvestissement, définie p	rrespondant ar les lois	+					
léne 		de 1966, 1968 et 1975, effe Résultats nets de concession	ctivement utilisée							
- Autres éléments	17],	d'exploitation de brevets fais	sant partie de l'actif imn	nobilisé et						
₽		n'ayant pas été acquis à titre Provisions pour dépréciati	on des titres relevant d	lu régime		- 1				
≐ [ˈ	8	des plus ou moins-values à au cours de l'exercice	a long terme devenues	sans objet						
l	9	Dotations de l'exercice aux dépréciation des titres rele-	x comptes de provision	ns pour						
	-	moins-values à long terme								
		Divers (détails à donner su REA: plus ou moinsvalue nette à		e Populario		117				
d	les li	gues 1 à 20 de la colonne (9) RE B : plus ou moins-value nette ?				117		e se and the Se	55 N 5 W 17 8 18	grange to start
		gues 1 à 20 de la colonne (10)			(A)			(B) entilation par taus		(C)

Formulaire Ibligatoire (article 53A du Code général des impôts).

AFFECTATION DES PLUS-VALUES A COURT TERME ET DES PLUS-VALUES DE FUSION OU D'APPORT

DGFiP N° 2059-B 2014

Désignation de l'entre	eprise: Sas Sté Pétr	olière Production	n Ex		Néant X
	A ÉLÉMENTS ASSUJE (à l'exclusion des plus-values de fu	ETTIS AU RÉGIME FISCA sion dont l'imposition est p	L DES PLUS-VALUES A	COURT TERME étés absorbantes) (cf. cadre	В)
	Origine	Montant net des plus-values réalisées *	Montant antérieurement réintégré	Montant compris dans le résultat de l'exercice	Montant restant à réintégrer
	Imposition répartie	1 causees	remtegre	de l'exercice	i emiegi er
Plus-values réalisées	sur 3 ans (entreprises à l'IR)				
au cours de l'exercice	sur 10 ans				
- CASIGIGS	sur une durée différente (art. 39 quaterdecies 1 ter et 1 quater CGI				177
	TOTAL 1		-	0	0
····	Imposition répartie	Montant net des plus-value réalisées à l'origine	Montant anté- rieurement réintégré	Montant rapporté au résultat de l'exercice	Montant restant à réintégrer
	N-1		rieurement remtegre	resultat de l'exercice	a remtegrer
	sur 3 ans au titre de : N-2				
*	N-1				
	N-2				190000
Plus-values réalisées	N-3			~	
au cours des	sur 10 ans ou sur une durée différente (art. 39 N-4				
exercices antérieurs	quaterdecies 1 ter et 1 quater				
	du CGI) (à préciser) au titre de : N-6				-
	N-7				
	N-8				
	N-9				
-	TOTAL 2	0	0	0	0
В	PLUS-VALUES RÉINTÉGRÉES	DANS LES RÉSULTATS	DES SOCIÉTÉS BÉNÉFI	CIAIRES DES APPORTS	
Cette rubri Plus-values	ique ne comprend pas les plus-value de fusion, d'apport partiel ou de scissi morales soumises à l'impôt sur les soci	es afférentes aux biens non a on	amortissables ou taxées lor Plus-values	s des opérations de fusion o s d'apport à une société d'une nelle exercée à titre individuel	activité
Origina di		Montant net des	Montant anti	Montant rapporté au	Montant nestant
des fusi	es plus-values et date ons ou des apports	plus-values réalisées à l'origine	Montant anté- rieurement réintégré	résultat de l'exercice	Montant restant à réintégrer
				18	
The state of the s	and the same of th				
	War-				
					-
	TOTAL		12000000		

# Formulaire obligatoire (article 53A (14) SUIVI DES MOINS-VALUES A LONG TERME DGFiP N° 2059-C 2014

_	du Code général des impôts).	<u> </u>			
D	signation de l'entreprise : Sa	s Sté	Pétrolière Production Ex	Néant	X *
		Rappel	de la plus ou moins-value de l'exercice relevant du taux de 15 % 🚯 ou 16 % 📵		Τ.
8	Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés Entreprises soumises à l'impôt sur le revenu	Gains n	nets retirés de la cession de titre de sociétés à prépondérance immobilières non cotées du régime du long terme (art. 219 I a sexies-0 bis du CGI) • *.		
			ets retirés de la cession de certains titres dont le prix de revient est supérieur à 22,8 M € 9 I a sexies-0 du CGI)    *		

### I - SUIVI DES MOINS-VALUES DES ENTREPRISES SOUMISES A L'IMPOT SUR LE REVENU

Origine		Moins-values à 16%	Imputations sur les plus-values à long terme de l'exercice imposables à 16%	Solde des moins-values à 16%
0		2	3	<b>④</b>
Moins-values nettes	N			
	N-1			
Moins-values	N-2			
nettes à long terme	N-3			
subies au cours des	N-4			
dix exercices antérieurs	N-5			
(montants restant à	N-6			
déduire à la clôture du	N-7			
demier exercice)	N-8			
onorotoc)	N-9			
	N-10			

### II - SUIVI DES MOINS-VALUES A LONG TERME DES ENTREPRISES SOUMISES A L'IMPOT SUR LES SOCIETES \*

Origine			Moins-values		Imputations sur les plus-values à long terme	F	Solde des moins-values
0		A 19%, 16,5% <sup>(1)</sup> ou à 15 % ②	à 19 % ou 15 % imputables sur le résultat de l'exercice (article 219 I a sexies-0 du CGI)	à 19 % ou 15 % imputables sur le résultat de l'exercice (article 219 l a sextes-0 bis du CGI)	A 15 % ou à 16.5 % <sup>(1)</sup>	Imputations sur le résultat de l'exercice ⑥	à reporter  col. 7 = ② + ③+ ④-⑤-⑥  ⑦
Moins-values nettes	N					1175.5	
	N-1						
Moins-values	N-2						
nettes à long terme	N-3						
subies au cours des	N-4						
dix exercices antérieurs	N-5						
(montants restant à	N-6						
déduire à la clôture du	N-7						
dernier exercice)	N-8						0
3	N-9						
	N-10						

<sup>(1)</sup> Les plus-values et les moins-values à long terme afférentes aux titres de SPI cotées imposables à l'impôt sur les sociétés relèvent du taux de 16 ,5 % (article 219 I a du CGI), pour les exercices ouverts à compter du 31 décembre 2007.

<sup>\*</sup>Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n°2032

(15)

### RÉSERVE SPÉCIALE DES PLUS-VALUES A LONG TERME RÉSERVE SPÉCIALE DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS

Formulaire obligatoire (article 5JA du Code général des impôts).

(personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement) \*

		Sas Sté Pétrolière Production Ex						
MPTE AFFECTÍ	É A L'	ENREGISTRE	MENT DE LA	RÉSERVE SPÉCI	ALE POUR L'EX	(ERCICE N		
		Sc	ous-comptes de la r	éserve spéciale des plu	ıs-values à long term	e		
		taxées à 10 %	taxées à 15 %	taxées à 18 %	taxées à 19 %	taxées à 25 %		
ent (N -1) ciétés absorbées	1 2							
'AL (lignes 1 et 2)	3	0	0	0	0	0		
complément s sociétés s lieu à complément s sociétés	5							
AL (lignes 4 et 5)	6	0	0	0	0	0		
(ligne 3 - ligne 6)	7	0	0	0	0	0		
E DES PROVISIO	NS PO	UR FLUCTUAT	ION DES COUR	S* (5 %6 %7 ° alinéa	as de l'art. 39-1-	 5 °du CGI)		
montant de la réserve à réserve figurant au b								
l'ouverture de l'exercice  ①  Sociétés absorbées au l'année ②		à compléme	nt d'impôt		à la clôtu	re de l'exercice		
	ent (N -1) ciétés absorbées  AL (lignes 1 et 2) complément s sociétés s lieu à complément s sociétés AL (lignes 4 et 5) cligne 3 - ligne 6)  E DES PROVISIO réserve figurant au b ociétés absorbées au	ent (N -1) ciétés absorbées  2 AL (lignes 1 et 2) complément s sociétés s lieu à complément s sociétés AL (lignes 4 et 5) Cligne 3 - ligne 6)  E DES PROVISIONS PO réserve figurant au bilan des ociétés absorbées au cours de	sent (N -1) ciétés absorbées 2 AL (lignes 1 et 2) complément s sociétés s lieu à complément s sociétés AL (lignes 4 et 5) Cligne 3 - ligne 6)  E DES PROVISIONS POUR FLUCTUAT réserve figurant au bilan des ociétés absorbées au cours de l'année  L'année  C  I axées à 10 %  0  0  0  descriptions  A donnan à compléme à compléme	Sous-comptes de la reliance la	Sous-comptes de la réserve spéciale des plu  taxées à 10 % taxées à 15 % taxées à 18 %  Int (N-1)  ciétés absorbées  2  AL (lignes 1 et 2)  complément souciétés  solieu à complément 5  sociétés  AL (lignes 4 et 5)  figue 3 - ligne 6)  E DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS* (5 %6 %7 ° alinéatréserve figurant au bilan des ociétés absorbées au cours de l'année  l'année  a complément d'impôt  à complément d'impôt  à complément d'impôt	ant (N -1) ciétés absorbées  2  AL (lignes 1 et 2) complément s sociétés s lieu à complément s sociétés AL (lignes 4 et 5) AL (lignes 4 et 5) Cligne 3 - ligne 6)  E DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS* (5 %6 %7 ° alinéas de l'art. 39-1-E réserve figurant au bilan des ociétés absorbées au cours de l'année    Vannée   Van		

<sup>\*</sup> Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice  $n^{\bullet}$  2032



### DÉTERMINATION DE LA VALEUR AJOUTÉE PRODUITE AU COURS DE L'EXERCICE

Exercice ouvert le : 01022013 et clos le : 31012014	Durée en	nombre de mois   1  2
I - Production de l'entreprise	Duice cii	nombre de mois
Ventes de marchandises	OA	12 211
Production vendue - Biens	ОВ	18 663 037
Production vendue - Services	oc	
Production stockée	OD	
Production immobilisée à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation	OE	***************************************
Subventions d'exploitation reçues et abandons de créances à caractère commercial	OF	
Autres produits de gestion courante hors quote-parts de résultat sur opérations faites en commun	ОН	
Fransferts de charges refacturées et transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée	OI	18 608
Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilés	OK	
Plus-values de cession d'éléments d'immobilisations corporelles et incorporelles, si rattachées à une activité normale et courante	OL	
Rentrées sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation	XT	
TOTAL 1	ОМ	18 693 856
I - Consommation de biens et services en provenance d'un tiers (1)		
Achats de marchandises (droits de douane compris)	ON	
Variation de stocks (marchandises)	00	
Achats de matières premières et autres approvisionnements (droits de douane compris)	OP	94 897
Variation de stocks (matières premières et approvisionnements)	OQ	(4 200)
Autres achats et charges externes à l'exception des loyers et redevances	OR	4 987 827
Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore 'une convention de location de plus de 6 mois	os	92 019
Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée	ου	
autres charges de gestion courante hors quote-parts de résultat sur opérations faites en commun	ow	
Abandons de créances à caractère commercial	ox	
Noins-values de cession d'éléments d'immobilisation corporelles et incorporelles, i attachées à une activité normale et courante	OY	
axes sur le C.A. autres que la TVA, contributions indirectes (droits sur les alcools et es tabacs), T.I.P.P.	oz	
raction des dotations aux amortissements afférentes à des immobilisations corporelles mises à isposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une pouvention de location de plus de 6 mois	09	
TOTAL 2	OI	5 170 543
I - Valeur ajoutée produite		
Calcul de la Valeur Ajoutée TOTAL 1 - TOTAL 2	137	13 523 313
aleur ajoutée assujettie à la CVAE (à reporter sur le 1329 et la 1330-CVAE)	117	

<sup>(1)</sup> Attention, il ne doit pas être tenu compte dans les lignes ON à OS, OW et OZ des charges déductibles de la valeur ajoutée, afférente à la production immobilisée déclarée ligne OE, portées en ligne OU.

<sup>\*</sup>Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n°2032

(17)

### COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

DGFiP N° 2059-F 2014

Formulaire obligatoire (art. 38 de l'ann. III au C.G.I.)

N° de dépôt

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait détenant directement au moins 10 % du capital de la société)

(1)	Néani
(1)	Néant

EXERCICE CLOS LE 3 1 0 1 2 0 1 4 N° SIRET 4 8 1 0 1 0 8 1 7 0 0 0 1 5
DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE Sas Sté Pétrolière Production Ex
ADRESSE (voie) Pense Folie
CODE POSTAL 45220 VILLE CHATEAU RENARD
Nombre total d'associés ou actionnaires personnes morales de l'entreprise P1 1 Nombre total de parts ou d'actions correspondantes P3 10000
Nombre total d'associés ou actionnaires personnes physiques de l'entreprise P2 Nombre total de parts ou d'actions correspondantes P4
I - Capital détenu par les personnes morales :
Forme juridique SA Dénomination RAIGNEAU ET COMPAGNIE
N° SIREN (si société établie en France) 4 9 3 0 1 5 0 8 5 % de détention 100,000 Nb de parts ou actions 10 000,00
Adresse: N° Voie ZA PENSE FOLIE
Code Postal 45220 Commune CHATEAU RENARD Pays FR
Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France)  % de détention  Nb de parts ou actions
Adresse: N° Voie
Code Postal Commune Pays
Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions
Adresse: N° Voie
Code Postal Commune Pays
Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France)
Adresse: N° Voie
Code Postal Commune Pays
II - Capital détenu par les personnes physiques :
Citre (2) Nom patronymique Prénom(s)
Nom marital % de détention Nb de parts ou actions
Naissance: Date N° Département Commune Pays
Adresse: N° Voie
Code postal Commune Pays
itre (2) Nom patronymique Prénom(s)
Nom marital
Vaissance: Date N° Département Commune Pays
Adresse: N° Voie
Code postal Commune Pays

<sup>(1)</sup>Lorsque que le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.
2)Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame ou MLE pour Madame ou MLE pour Madame ou MLE pour Madame.
\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A du code général des impôts) 1 BILAN - ACTIF

					SAS SPPE					Durée de l'exercice exprimée en	
-		dresse de l uméro SII	-	ise :	Pense Folie	8		5220 C	HATEAU-RENARD	Durée de l'ex	tercice précédent * 1
ŀ	INI	unero Sh	Œ1 ·	4 8	1   0   1   0	18	1 7 0 0 0 1 5	-		Exercice N, clos le, 31012015	Néant *
1						F	Boxt		Amortissements, provisions	Net 3	L 31012014 Net
r		Capi	tal sous	scrit non a	ppelé (I	) A	A			3	4
T	T	T				-	В	AC			
		Frais de développement*			$\dashv$	X	CO				
1	1	₹			its similaires					2021	
_	1	Fond	s comm	ercial (1)			0,70		86 70	02 3 251	2.75
		<u> </u>			s incorporell	A		AI			
		Avance	s et acom	nptes sur imr		+		AK			
ACTIF IMMOBILISE +	-		corporel	les		A)		AM			
3 6		Terrai Const	-			- A		AO		42 751	42 75
	PILLE	Const	ructions	S niques, mat	érial	AI	193 385	AQ	25 65	5 167 730	178 13
			age indu	striels	citei	AI	1 051 082	AS	753 57	1 297 511	272 04
		Autres	immot	bilisations	corporelles	A7	63 153 669	AU	30 611 26	9 32 542 400	32 309 82
ACTIF DAMOBILISE		Immol	oilisatio	ns en cou	rs	A١	3 272 798	AW		3 272 798	1 924 59
	`	Avanc		comptes		A	ζ .	AY			
	8	Participa la métho	ations éva de de mis	aluées selon se en équival	ence	CS	S	СТ	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·		
	CIER	Autres	partici	pations		CU	J	cv			
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	Créance	rattaché	es à des par	ticipations	ВВ	3	вс			
	NOLLY	Autres	titres ir	mmobilise	és	BE	963 795	BE		963 795	963 79
	OBILIS	Prêts	1=			BF		BG			
	MA	Autres	Autres immobilisations financières *		вн	198 780	ВІ		198 780	153 15	
	-				TOTAL (II)	ВЈ	68 966 211	вк	31 477 197		35 844 30
		Matières	tières premières, approvisionnements		BL		ВМ	01 177 137	4 200	4 200	
		En cou	s de pro	oduction	de biens	BN		во		4 200	4 200
	STOCKS	_			de services	BP		BQ			
	STO	_	Produits intermédiaires et finis		BR		BS		<del> </del>		
Þ		Marcha				ВТ		BU			
I.A.				e versås sur	commandes	BV					
RC	S		Avances et acomptes versés sur commandes  Clients et comptes rattachés (3) *  Autres créances (3)		1 1		BW			2 172	
ACTIF CIRCULANT	CREANCES				BX	1 721 040	BY —		1 721 040	3 040 821	
ACI	CRE			<u> </u>		BZ	4 665 703	CA		4 665 703	3 929 693
+	50		Capital souscrit et appelé, non versé Valeurs mobilières de placement			СВ		CC			
	DIVERS	(dont action	s propres	: Pis	)	CD		CE			
_1	<u> </u>	DEC SAME DAY	Disponibilités			CF	3 613 834	CG		3 613 834	1 815 089
	-	Charges	Charges constatées d'avance (3) *  TOTAL (III) ais d'émission d'emprunt à étaler (IV)		СН	51 429	CI		51 429	87 674	
ŠŠ.					CJ	10 056 206	CK		10 056 206	8 879 649	
Comptes	regularisation	Frais d'ém			CW		100				
ບິ	regi	rimes de re	mboursen	nent des obl	igations (V)	СМ					
ŕ		Ecarts de	conve	rsion acti	f * (Vİ)	CN	3 000			3 000	
			TOTA	L GENER	RAL (I à VI)	со	79 025 418	1A	31 477 197	47 548 221	44 723 951
		l) Dont droit :	u bail;			(2) F mobi	Part à moins d'un an des im- lisations financières nettes :	СР	198 780	(3) Part à plus d'un an : CR	
le pro	oprié	ete: * s	nmobili- ations :		onnées dans la noti		Stock	s :		Créances :	

	Désignation de l'entreprise SAS SPPE			Néant [
			Exercice N	Exercice N-1
	Capital social ou individuel (1) * (Dont versé :	) DA	3 000 000	1 000 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport,	DB		
	Ecarts de réévaluation (2) * (dont écart d'équivalence EK	) DC		
RES	Réserve légale (3)	DD	100 000	100 000
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE		
OPR	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1	) DF		
CAPITAUX PROPRES	Autres réserves  (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ	) DG		
ITAU	Report à nouveau	DH	8 467 988	7 847 566
CAP	RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI -	(438 783)	1 031 293
	Subventions d'investissement	DJ  -	(100 700)	1 001 2/5
	Provisions réglementées *	DK -	1 903 557	
	TOTAL		13 032 762	9 978 859
spu	Produit des émissions de titres participatifs	DM	13 032 702	7 7 7 6 6 5 7
Autres fonds propres	Avances conditionnées	DN		
Aut	TOTAL			
nes ues	Provisions pour risques	DP	30 000	135 000
Provisions pour risques et charges	Provisions pour charges		12 753 389	12 857 832
Pro Pour et c	TOTAL (I		12 783 389	12 992 832
	Emprunts obligataires convertibles	DS	12 703 303	12 772 632
	Autres emprunts obligataires	DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	טם —	11 659 884	9 554 468
<u>~</u>	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI	DV	6 564 933	8 192 521
ES (4)	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW	0 304 333	
DETTE	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX D	1 277 860	1 378 361
DE	Dettes fiscales et sociales	DY	694 351	604 040
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	- <sub>DZ</sub> $ -$	1 527 840	2 012 122
	Autres dettes	EA	7 202	
ompte régul.	Produits constatés d'avance (4)	EB	7 202	10 579
v <sub>B</sub> ui.	TOTAL (I		21 732 070	21 752 001
	Ecarts de conversion passif *		21 /32 0/0	21 752 091 170
	TOTAL GENERAL (I à V	4 -	47 548 221	
(1)	Ecart de réévaluation incorporé au capital	1B	77 340 221	44 723 951
	Réserve spéciale de réévaluation (1959)	lc		
(2)	Dont Ecart de réévaluation (1939)			
(3)	Réserve de réévaluation (1976)	- IE		
(3)	Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	- EF		
(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG EG	14 297 892	21 752 001
	I	11	14 47 / 074	21 752 091

<sup>\*</sup> Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

	ulaire obligatoi lu Code général				30	LTAT DE L'EX		CIC	E (En liste)	GFiP N° 2052 20
H	Désignation	on de l'entreprise : SAS SP	PE							Néant [
			_	France	Τ.	Exercice N Exportations et vraisons intracommunauta	. 1		Total	Exercice (N-1)
	Vente	es de marchandises *	FA		FE			1	Total	
		biens*	FD	15 104 400	-		$\dashv$	FC		12 21
,	- 11	ction vendue services *	FG	15 104 432	FE		-	FF	15 104 432	18 663 03
D'EXPI OITATION	Chiff	res d'affaires nets*	FJ	15 104 432	FK		$\dashv$	FL -	15 104 432	18 675 24
5	Production stockée *								20 101 102	10 0/3 24
D'EXP	Production immobilisée *									
ST	Subve	entions d'exploitation					٦,	70 T		
PRODUITE	Repris	ses sur amortissements et pro	ovision	ns, transfert de charge	s *	(9)	-	FP T	214 516	21 802
_		s produits (1) (11)		-		1/2	-	7Q		21 002
				Total des produ	ıits	d'exploitation (2) (I)	) F	R	15 318 948	18 697 049
	Achats	de marchandises (y compri	droits				-	s		20 07 7 017
	Variati	on de stock (marchandises )*					F	т		
	Achats	de matières premières et autr	es appi	rovisionnements (y cor	npri	s droits de douane) *	F	U	87 391	94 897
Z.	Variati	on de stock (matières premie	eres et	approvisionnements)	ķ.		F	v		(4 200)
TIO	Autres	achats et charges externes (?	3) (6 b	is) *			F	v	4 586 211	5 122 416
OITA	Impôts, taxes et versements assimilés *							x 🗔	252 590	243 180
Œ.C	Salaires	Salaires et traitements *							598 545	528 812
D'E	Charges sociales (10)						FZ		244 472	222 102
CHARGES D'EXPLOITATION	S OI	Sur immobilisations	- dotati	dotations aux amortissements *					7 214 675	7 296 551
IAR	TION		dotati	ions aux provisions			GI	3		
C	DOTATIONS EXPLOITATION	Sur actif circulant : dotati	dotations aux provisions *							
	Pour risques et charges : dotations aux provisions						GI			3 513 601
	Autres c	harges (12)				E	GE			
		E.		Total des charge	s d'	exploitation (4) (II)	GF		12 983 883	17 017 359
1-1	RESULTA	AT D'EXPLOITATION (I-I	I)				GC	ì	2 335 064	1 679 691
en commun	Bénéfice	attribué ou perte transférée	*			(III)	GI			
5 5	Perte su	oportée ou bénéfice transfér	é *			(IV)	GI			
	Produits	financiers de participations	(5)				GJ			273 038
	Produits	des autres valeurs mobilières	et créa	ances de l'actif immob	ilisé	(5)	GK		20 620	427
FINANCIERS	Autres in	térêts et produits assimilés	(5)				GL		486 112	63 740
ANC	Reprises	sur provisions et transferts	de cha	rges			GM			
	Différenc	es positives de change					GN		(502)	1 062
1	Produits	nets sur cessions de valeurs	mobili	ères de placement			GO			
_					proc	luits financiers (V)	GP		506 230	338 267
SES		financières aux amortissem	ents et	provisions *			GQ			
NANCIERE		charges assimilées (6)					GR		512 741	608 713
		es négatives de change					GS		8 018	581
1	Charges n	ettes sur cessions de valeurs	mobil	lières de placement			GT			
_				Total des cha	ırge	s financières (VI)	GU		520 758	609 294
_		AT FINANCIER (V - VI)					G۷		(14 528)	(271 027)
) - K	LOULTA	T COURANT AVANT IM		(I - II + III - IV + V - bleau n° 2053 ) * Des explication			GW		2 320 536	1 408 663

### **COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (Suite)**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice nº 2032.

Désignation de l'entreprise SAS SPPE Néant [ Exercice N EXCEPTIONNELS Produits exceptionnels sur opérations de gestion HA 10 220 Produits exceptionnels sur opérations en capital \* HB 417 1 153 Reprises sur provisions et transferts de charges HC 2 890 899 HD Total des produits exceptionnels (7) (VII) 42.7 2 892 272 CEPTIONNELLES HE 180 Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis) 2 859 578 Charges exceptionnelles sur opérations en capital \* HF 1036 HG Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions 2 759 566 Total des charges exceptionnelles (7) (VIII) HH 2 759 746 2 860 614 4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII) НІ (2 759 320) 31 658 (IX) HJ Participation des salariés aux résultats de l'entreprise Impôts sur les bénéfices \* (X) HK 409 028 TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)HL15 825 605 21 927 588 TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X) HM 16 264 388 20 896 295 5 - BENEFICE OU PERTE (Total des produits - Total des charges) HN (438783)1 031 293 (1)Dont produits nets partiels sur opérations à long terme НО produits de locations immobilières HY (2) Dont produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous) 1**G** - Crédit-bail mobilier \* HP 28 837 42 070 Dont - Crédit-bail immobilier HQ (4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs ( à détailler au (8) ci-dessous ) lΗ (5)Dont produits concernant les entreprises liées 1J(6) Dont intérêts concernant les entreprises liées 1K (6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.) HX (9) Dont transferts de charges Αl 5 073 21 802 (10)Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13) A2 (11)Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits) A3 (12)Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges) A4 (13)**A6** obligatoires complémentaires personnelles : facultatives Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le Charges exceptionnelles Produits exceptionnels CESSION IMMOBILISATION CORPORELLE 417 DIFFERENCES DE REGLEMENT 10 **AMENDES** 180 DOTATION AMORTISSEMENTS EXCEPTIONNELS 2 759 566 Détail des produits et charges sur exercices antérieurs : Charges antérieures Produits antérieurs

**IMMOBILISATIONS** 

Formulaire obligat (article 53 A du Code géné

Désignation de l'entreprise SAS SPPE Néant (Ne pas reporter le montant des centimes) Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice Augmentations **CADRE A IMMOBILISATIONS** Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalen 2 Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste Frais d'établissement et de développement CZ TOTAL I D8 D9 Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL II KD 85 912 KE KF 4 040 Terrains KG KH ΚI 42 751 Sur sol propre L9 Dont Composants KJ 193 385 KK Sur sol d'autrui MI Dont Composants KM KN KO Installations générales, agencements \* M2 KP Com-KQ KR et aménagements des constructions EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT Installations techniques, matériel **M3** KT KS 892 576 KU et outillage industriels 172 490 Installations générales, agencements KW ΚX 57 116 344 aménagements divers \* 8 129 908 immobilisat Matériel de transport \* KY 98 888 K<sub>Z</sub> LA 592 Matériel de bureau LC LR LD 34 331 14 546 et mobilier informatique Emballages récupérables et LE LF LG divers \* Immobilisations corporelles en cours LH LI 1 924 597 LJ 2 817 072 Avances et acomptes LK LI LM TOTAL III LN 60 302 872 LO LP 11 134 607 8G 8M 8T Participations évaluées par mise en équivalence 8U Autres participations 8V 8W Autres titres immobilisés ΙP 963 795 1R 18 Prêts et autres immobilisations financières 1T 153 159 1U 1 V 45 620 TOTAL IV LQ 1 116 954 LS 45 620 TOTAL GENERAL (I + II + III + IV) ØG ØH 61 505 739 11 184 267 Réévaluation légale • ou évaluation par mise en équivalence Valeur d'origine des immobilisations Diminutions CADRE B **IMMOBILISATIONS** par par virement de poste à poste en fin d'exercice Frais d'établissement IN CØ **TOTAL I** DØ et de développement Autres postes d'immobilisations
TOTAL II Ю LV LW incorporelles 89 952 1X Terrains P LX LY 42 751 LZ IQ Sur sol propre MA 193 385 MB MC Constructions **I**R Sur sol d'autrui MD ME MF Inst. gales, agencts et am. des IS MG constructions MH ΜI Installations techniques, matériel et outil-IT M.I MK 13 984 lage industriels 1 051 082 MI Inst. gales, agencts, amé-nagements divers IU MM 2 229 316 MN 63 016 936 MO CORPORELL Autres Matériel de transport TV MP 87 856 11 624 MQ MR immobilisations Matériel de bureau et IW MS MT 48 877 MU corporelles informatique, mobilier Emballages récupérables et M٦ MW M) divers 4 Immobilisations corporelles en cours MY ΜZ 1 468 871 NA NB 3 272 798 NC Avances et acomptes ND NF NE ΙY TOTAL III NG 3 723 795 NH NI 67 713 684 Participations évaluées par mise en équivalence ΙZ ØU **M7** OW ΙØ Autres participations ØX ØY ØΖ Autres titres immobilisés **I**1 2B 2C 963 795 2D Prêts et autres immobilisations financières 12 2E 2F 198 780 2G I3 TOTAL IV NJ NK 1 162 575 TOTAL GENERAL (I + II + III + IV) **I**4 ØK 3 723 795 ØL 68 966 211

Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice nº 2032

# TABLEAU DES ECARTS DE REEVALUATION

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

SUR LES IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES

Exercice N clos le:	3	1	0	1	2	0	ı 1	5	Ī
DAGICIOCITA CIOS IC.			•	-	~	U	I	J	۱

Les entreprises ayant pratiqué la réévaluation légale de leurs immobilisations amortissables (art. 238 bis J du CGI) doivent joindre ce tableau à leur déclaration jusqu'à (et y compris) l'exercice au cours duquel la provision spéciale (col. 6) devient nulle.

CADRE A	Détermination du n ( col. 1 - co		Utilisation de la	marge supplémentaire d'a	nmortissement	Montant de la
	Augmentation du montant brut	Augmentation du montant	Au cours	s de l'exercice	Montant cumulé	provision spéciale la fin de l'exercic
	des immobilisations	des amortissements	Montant des suppléments d'amortissement (2) 3	Fraction résiduelle correspondant aux éléments cédés (3)	à la fin de l'exercice (4)	[ (col.1 - col.2) - col.5 (5) ]
1 Concessions, brevets et droits similaires	·	2			,	0
2 Fonds commercial						
3 Terrains						
4 Constructions						
5 Installations techniques mat, et out, industriels						
6 Autres immobilisations corporelles						
7 Immobilisations en cours						
8 Participations						
9 Autres titres immobilisés						
10 TOTAUX						
(1) Les augmentations du montant brut et de amortissables réévaluées dans les cond Le montant des écarts est obtenu en so     (2) Porter dans cette colonne le supplément     (3) Cette colonne ne concerne que les immutilisé de la marge supplémentaire d'amutilisé de la marge supplémentaire d'amutilisé de la marge supplémentaire d'amutilisé de la montant comprend:     a) le montant total des sommes portées a b) le montant cumulé à la fin de l'exercité.  (5) Le montant total de la provision spécial	litions définies à l'article 23 ustrayant des montants poi t de dotation de l'exercice : mobilisations réévaluées ca nortissement. aux colonnes 3 et 4; ice précédent, dans la mest	88 bis J du code général rtés colonne 1, ceux por aux comptes d'amortisse édées au cours de l'exer ure où ce montant corres	des impôts et figurant à tés colonne 2.  ement (compte de résulta cice. Il convient d'y repo	l'actif de l'entreprise au d t) consécutif à la réévale orter, l'année de la cessio urant à l'actif de l'entrepri	ébut de l'exercice. nation. n de l'élément, le solde n se au début de l'exercice	ion
ADRE B		- 179			<del></del>	
EFICITS REPORTABLES AU 3	1 DECEMBRE 1976	S IMPUTES SUR	LA PROVISION S	PECIALE AU POI	NT DE VUE FISCA	<b>L</b>
- FRACTION INCLUSE DANS I	LA PROVISION SP	ECIALE AU DEB	UT DE L'EXERCI	CE		
- FRACTION RATTACHEE AU F	RESULTAT DE L'EX	ERCICE				

Le cadre B est servi par les seules entreprises qui ont imputé leurs déficits fiscalement reportables au 31 décembre sur la provision spéciale.

Il est rappelé que cette imputation est purement fiscale et ne modifie pas les montants de la provision spéciale figurant au bilan: de même, les entreprises en cause continuent à réintégrer chaque année dans leur résultat comptable le supplément d'amortissement consécutif à la réévaluation.

Ligne 2, inscrire la partie de ce déficit incluse chaque année dans les montants portés aux colonnes 3 et 4 du cadre A. Cette partie est obtenue en multipliant les montants portés aux colonnes 3 et 4 par une fraction dont les éléments sont fixés au moment de l'imputation, le numérateur étant le montant du déficit imputé et le dénominateur celui de la provision.

<sup>\*</sup> Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

**AMORTISSEMENTS** 

	de l'en			PE											_	_ Néant [
CADRE A		S	ITUAT	TIONS	ЕТ М		EMENTS DE I VENANT EI					EMENTS	TECHNIC	QUES		
IMMOBILIS	ATIO	NS AMORTIS	SABLI	ES	2.0		s amortissements t de l'exercice	A	ugmentations : de l'exercio		ns affe	nutions : an rents aux él de l'actif et	nortissements éments sortis reprises	Mon		amortisseme de l'exercice
Frais d'établisseme et de développement			то	TAL I	CY			EL			EM			EN		
Autres immobili	sation	S	TOT	FAL II	PE		85 912	PF		78	9 PG			PH		86 70
Terrains	=				PI			PJ			PK		***	PL		
	Sur	sol propre			PM		15 249	PN	I	10 40	6 PO			PQ		25 6:
Constructions	Sur	sol d'autrui			PR			PS			PT			PU		
		générales, agence magements des co			PV			PW			PX			PY		
Installations technic	ques, m	The state of the s			PZ		620 536	QA	14	17 02	QB		13 984	QC		753 57
Autres	Inst.	générales, agence	ements,		QD		24 833 364	+		3 22	}}	2	229 316	QG		30 497 27
immobilisations	Mar	tériel de transp	ort		QH		85 585	┤`.		1 64	+ $+$		11 624	QK		85 60
	Mate	ériel de bureau et matique, mobilier			QL		20 790	- L		7 59	-		11 021	QO		28 38
corporelles		allages récupérab	ės		QP	-		QR	<u> </u>	, 57	QS			QT		20 30
	1 4. 6.		OTAL	лі	QU		25 575 524	QV	8.06	9 895		2	254 923	QX		31 390 49
T(	—— )TAL	GENERAL (	[+][+	· III)	ØN		25 661 436	ØP		0 684	-		254 923	ØR		31 477 19
The state of the s	e									_				110.500		
CADRE B	VE	NTILATION	DES I	MOUV	EME	NTS	AFFECTAN	T LA	PROVISIO	N PO	UR AM	ORTISS	EMENTS	DER	OGA'	TOIRES
Immobilisations	_		D	OTAT	IONS			- 53			REPRIS	ES				ement net des
amortissables	Dif	Colonne 1 fférentiel de durée et autres	M	Colonn Iode dég			Colonne 3 ortissement fiscal	Diffe	Colonne 4 frentiel de durée et autres	A	Colonne fode dégre		Colonne mortissement	t fiscal	1	ortissements in de l'exercic
Frais établissements TOTAL I	М9	or added	N1			N2	exceptionnel	N3	et auties	N4		N:	exception	nei	N6	
Autres immob. incor- porelles TOTAL II			N8			P6		P7		P8		PS			Q1	
Terrains	Q2		101			-		-		1. 1					Q8	
	1 ~~		Q3			Q4		Q5		Q6		Q7	7		VUI	
Sur sol propre	Q9		R1			1		-		Q6 R4		Q7				
Sur sol propre	- I		1 +			R2		R3		R4		R5			R6	
Sur sol d'autrui	Q9 R7		RI			R2 R9		R3 S1		R4 S2		R5			R6 S4	
et am. des const.	Q9 R7		R1 R8			R2		R3 S1 S8		R4		R5 S3 T1			R6 S4 T2	
nst. techniques nat. et outillage	Q9 R7 S5 T3	1 266 530	R1 R8 S6			R2 R9 S7		R3 S1	143 326	R4 S2 S9 T7		R5 S3 T1 T8			R6 S4 T2 T9	1 123 20
et am. des const.  nst. techniques nat. et outillage  Inst. gales, agenc am. divers  Matériel de	Q9 R7 S5 T3	1 266 530	R1 R8 S6 T4 U2			R2 R9 S7 T5 U3		R3 S1 S8 T6 U4	143 326	R4 S2 S9 T7 U5		R5 S3 T1 T8			R6 S4 T2 T9 U7	1 123 20
et am. des const.  nst. techniques nat. et outillage  linst. gales, agenc am. divers  Matériel de transport	Q9 R7 S5 T3	1 266 530	R1 R8 S6 T4 U2 U9			R2 R9 S7 T5 U3		R3 S1 S8 T6 U4 V2	143 326	R4 S2 S9 T7 U5 V3		R5 S3 T1 T8 U6 V4			R6 S4 T2 T9 U7 V5	1 123 20
et am. des const.  nst. techniques nat. et outillage  B Inst. gales, agenc am. divers  Matériel de transport Mat. bureau et inforru. mobilier Emballages	Q9 R7 S5 T3 U1 U8 V6	1 266 530	R1 R8 S6 T4 U2 U9 V7			R2 R9 S7 T5 U3 V1 V8		R3 S1 S8 T6 U4 V2 V9	143 326	R4 S2 S9 T7 U5 V3		R5 S3 T1 T8 U6 V4 W2			R6 S4 T2 T9 U7 V5 W3	1 123 20
et am. des const.  nst. techniques nat. et outillage am. divers  Matériel de transport Mat. bureau et inform. mobilier	Q9 R7 S5 T3 U1 U8 V6 W4		R1 R8 S6 T4 U2 U9 V7 W5			R2 R9 S7 T5 U3 V1 V8 W6		R3 S1 S8 T6 U4 V2 V9 W7		R4 S2 S9 T7 U5 V3 W1 W8		R5 S3 T1 T8 U6 V4 W2 W9			R6 S4 T2 T9 U7 V5 W3 X1	
et am. des const.  nst. techniques nat. et outillage am. divers  Matériel de transport Mat. bureau et inform. mobilier Emballages récup. et divers  TOTAL III  Frais d'acquisition de	Q9 R7 S5 T3 U1 U8 V6 W4 X2	1 266 530 1 266 530	R1 R8 S6 T4 U2 U9 V7			R2 R9 S7 T5 U3 V1 V8		R3 S1 S8 T6 U4 V2 V9 W7 X5	143 326 143 326	R4 S2 S9 T7 U5 V3		R5 S3 T1 T8 U6 V4 W2			R6 S4 T2 T9 U7 V5 W3 X1 X8	1 123 20
et am. des const.  nst. techniques nat. et outillage  linst. gales, agenc am. divers  Matériel de transport  Mat. bureau et inform. mobilier  Emballages récup. et divers  TOTAL III  Frais d'acquisition de titres de participations TOTAL IV  Total général	Q9 R7 S5 T3 U1 U8 V6 W4 X2	1 266 530	R1 R8 S6 T4 U2 U9 V7 W5 X3			R2 R9 S7 T5 U3 V1 V8 W6 X4		R3 S1 S8 T6 U4 V2 V9 W7 X5	143 326	R4 S2 S9 T7 U5 V3 W1 W8 X6		R5 S3 T1 T8 U6 V4 W2 W9 X7			R6 S4 T2 T9 U7 V5 W3 X1 X8 NO	1 123 20
et am. des const.  nst. techniques nat. et outillage am. divers  Matériel de transport  Mat. bureau et inform. mobilier  Emballages récup. et divers  TOTAL III  Frais d'acquisition de titres de participations TOTAL!  Total général (1+ II + III + IV)  otal général non ventilé	Q9 R7 S5 T3 V1 U8 V6 W4 X2 NL	1 266 530 1 266 530	R1 R8 S6 T4 U2 U9 V7 W5 X3	a Tota	ıl généra	R2 R9 S7 T5 U3 V1 V8 W6 X4	rentilé NV	R3 S1 S8 T6 U4 V2 V9 W7 X5	143 326 143 326	R4 S2 S9 T7 U5 V3 W1 W8 X6	Total gér	R5 S3 T1 T8 U6 V4 W2 W9 X7			R6 S4 T2 T9 U7 V5 W3 X1 X8 NO	1 123 20 1 123 20
et am. des const.  nst. techniques nat. et outillage am. divers am. divers  Matériel de transport Mat. bureau et inform. mobilier Emballages récup. et divers  TOTAL III  Frais d'acquisition de titres de participations TOTAL IV  Total général (I + II + III + IV) tal général non ventilé (NP + NQ + NR )	Q9 R7 S5 T3 V1 U8 V6 W4 X2 NL	1 266 530 1 266 530	R1 R8 S6 T4 U2 U9 V7 W5 X3	0 Tota	ıl généra NS + N	R2 R9 S7 T5 U3 V1 V8 W6 X4	rentilé NV	R3 S1 S8 T6 U4 V2 V9 W7 X5	143 326 143 326	R4 S2 S9 T7 U5 V3 W1 W8 X6		R5 S3 T1 T8 U6 V4 W2 W9 X7			R6 S4 T2 T9 U7 V5 W3 X1 X8 NO	
et am. des const.  nst. techniques nat. et outillage am. divers am. divers  Matériel de transport Mat. bureau et inform. mobilier Emballages récup. et divers  TOTAL III  Frais d'acquisition de titres de participations TOTAL IV  Total général (1+ II + III + IV)  tal général non ventilé (NP + NQ + NR )  CADRE C  MOUVEME	Q9 R7 S5 T3 V6 W4 X2 NL NP NW	1 266 530 1 266 530 1 2	R1 R8 S6 T4 U2 U9 V7 W5 X3 NQ 266 53	(	NS + N	R2 R9 S7 T5 U3 V1 V8 W6 X4	rentilé NY	R3 S1 S8 U4 V2 V9 W7 X5 NM	143 326 143 326 143	R4 S2 S9 T7 U5 V3 W1 W8 X6	( N	R5 S3 T1 T8 U6 V4 W2 W9 X7 NU véral nou ven W - NY)	tilé NZ		R6 S4 T2 T9 U7 V5 W3 X1 X8 NO NV	1 123 20 1 123 20 1 123 204
et am. des const.  nst. techniques nat. et outillage am. divers am. divers  Matériel de transport Mat. bureau et inform. mobilier Emballages récup. et divers  TOTAL III  Frais d'acquisition de titres de participations TOTAL IV  Total général (1 + II + III + IV)  tal général non ventilé (NP + NQ + NR )  CADRE C  MOUVEME  AFFECTANT LE SUR PLUSI	Q9 R7 S5 T3 U1 U8 V6 W4 X2 NL NP NW	1 266 530 1 266 530 1 2 DE L'EXERCIGARGES REPA B EXERCICES	R1 R8 S6 T4 U2 U9 V7 W5 X3 NQ 266 53	(	NS + N  Mont	R2 R9 S7 T5 U3 V1 V8 W6 X4	rentilé NV	R3 S1 S8 U4 V2 V9 W7 X5 NM	143 326 143 326	R4 S2 S9 T7 U5 V3 W1 W8 X6	Dotat	R5 S3 T1 T8 U6 V4 W2 W9 X7	milé NZ		R6 S4 T2 T9 U7 V5 W3 X1 NO NV	1 123 20 1 123 20
et am. des const.  nst. techniques nat. et outillage am. divers am. divers  Matériel de transport Mat. bureau et inform. mobilier Emballages récup. et divers  TOTAL III  Frais d'acquisition de titres de participations TOTAL IV  Total général (1+ II + III + IV)  tal général non ventilé (NP + NQ + NR )  CADRE C  MOUVEME	Q9 R7 S5 T3 U1 U8 V6 W4 X2 NL NP NW	1 266 530 1 266 530 1 2 DE L'EXERCIGARGES REPA B EXERCICES	R1 R8 S6 T4 U2 U9 V7 W5 X3 NQ 266 53	(	NS + N  Mont	R2 R9 S7 T5 U3 V1 V8 W6 X4	rentilé NY J) NY	R3 S1 S8 U4 V2 V9 W7 X5 NM	143 326 143 326 143	R4 S2 S9 T7 U5 V3 W1 W8 X6	Dotat	R5 S3 T1 T8 U6 V4 W2 W9 X7 NU weral non ven W-NY)	exercice ments		R6 S4 T2 T9 U7 V5 W3 X1 NO NV	1 123 20 1 123 204 1 123 204

# PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Désignation de l'entreprise : SAS SPPE Néant 🗍 Montant au début AUGMENTATIONS: DIMINUTIONS: Montant Nature des provisions de l'exercice Dotations de l'exercice Reprises de l'exercice à la fin de l'exercice 3 4 Provisions pour reconstitution des **3T** ΤA TB TC gisements miniers et pétroliers 1 Provisions pour investissement 31 TI (art. 237 bis A-II) \* TE TF EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT Provisions pour hausse des prix (1) \* Provisions réglementées 3V TG TH TT Amortissements dérogatoires 3X 780 353 TM 1 123 204 TN TO 1 903 557 Dont majorations exceptionnelles de 30% D3 $D_4$ DS D<sub>6</sub> Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées avant le 1.1.1992 \* IA ΙB IC ID Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées après le 1.1.1992 \* ΙE IF IG ΙH Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI) IJ ΙK IL IM Autres provisions réglementées (1) 3Y TF TR TOTAL I 3Z780 353 TS 1 123 204 TI TU 1 903 557 Provisions pour litiges 4A 135 000 4B 4C 105 000 4D 30 000 Provisions pour garanties données 4E **4**F aux clients 4G 4H Provisions pour pertes sur marchés à 41 4K 4L terme Provisions pour amendes et pénalités 4N 4P 4R 4S Provisions pour pertes de change 4T 4U 4 V Provisions pour pensions et obligations 4X **4**Y **4Z** 5A similaires Provisions pour impôts (1) 5B 5C 5D 5E Provisions pour renouvellement des 5F 5H 5J immobilisations \* 5K Provisions pour gros entretien et grandes révisions EC EP EQ ER Provisions pour charges sociales et 5R 5S 5T 5U fiscales sur congés à payer 1 Autres provisions pour risques et 5V 5 W 5X 12 857 832 104 443 charges (1) 12 753 389 TOTAL II 12 992 832 T TW 209 443 12 783 389 6A **6B** 6C 6D - incorporelles 6E - corporelles 6F 6G 6H SUL titres mis en Ø2 Ø3 Ø4 équivalence Ø5 immobilisations 9U 9V titres de participation 9W 9X - autres immobilisations Ø6 037 Ø8 Ø9 financières (1) \* Sur stocks et en cours 6N 6P 6R 6S 6T Sur comptes clients **6**U 6V 6W Autres provisions pour dépréciation (1) \* 6X 6Y 67. TOTAL III 7B TY ΤZ TOTAL GENERAL (I + II + III) 13 773 185 UB 1 123 204 UC 209 443 UD 14 686 946 UE UF 209 443 - d'exploitation Dont dotations financières UG UH et reprises exceptionnelles UJ 1 123 204 Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39-1-5e du C.G.I. 10

NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI.

à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.

8

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

Désignation de l'entreprise : SAS SPPE Néant Montant brut A l an au plus A plus d'un an CADRE A ETAT DES CREANCES UL UM IJN Créances rattachées à des participations Prêts (1) (2) UP UR US E S Autres immobilisations financières UT 198 780 UW 198 780 Clients douteux ou litigieux VA Autres créances clients UX 1 721 040 1 721 040 Provision pour dé-préciation antérieure-ment constituée \* Créance représentative de titres prêtés ou remis en garantie \* UO **Z**1 DE L'ACTIF CIRCULANT UY Personnel et comptes rattachés UΖ Sécurité sociale et autres organismes sociaux Impôts sur les bénéfices VN Etat et autres VB Taxe sur la valeur ajoutée 684 258 684 258 collectivités VN Autres impôts, taxes et versements assimilés publiques **Divers** 1 191 1 191 VC Groupe et associés (2) 3 446 419 3 446 419 Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations VR 533 835 533 835 de pension de titres) Charges constatées d'avance 51 429 51 429 VT TOTAUX VU 6 636 952 6 636 952 - Prêts accordés en cours d'exercice VE Montant RENVOIS (1) ۷E Remboursements obtenus en cours d'exercice Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques) (2) ٧F A plus d'1 an et 5 ans au plus Montant brut A 1 an au plus A plus de 5 ans **CADRE B** ETAT DES DETTES 2 1 Emprunts obligataires convertibles (1) 7Y Autres emprunts obligataires (1) 7Z Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) à 1 an maximum à l'origine VG 31 31 VΗ à plus d' 1 an à l'origine 11 659 853 4 225 675 7 094 892 339 286 Emprunts et dettes financières divers (1) (2) Fournisseurs et comptes rattachés 8B 1 277 860 1 277 860 8C Personnel et comptes rattachés 119 696 119 696 8D Sécurité sociale et autres organismes sociaux 89 014 89 014 8E Impôts sur les bénéfices 10 530 10 530 Etat et autres Taxe sur la valeur ajoutée 42 938 42 938 collectivités Obligations cautionnées publiques VQ Autres impôts, taxes et assimilés 432 173 432 173 8J Dettes sur immobilisations et comptes rattachés 1 527 840 1 527 840 VI 6 564 933 6 564 933 Groupe et associés (2) Autres dettes (dont dettes relatives à des 8K 7 202 7 202 opérations de pension de titres) Dette représentative de titres empruntés **Z**2 ou remis en garantie 8L Produits constatés d'avance TOTAUX VY 21 732 070 VZ 14 297 892 7 094 892 339 286 Montant des divers emprunts et dettes contrac-RENVOIS Emprunts souscrits en cours d'exercice ۷J 1 115 10 048 972 (2)tés auprès des associés personnes physiques (1)VK Emprunts remboursés en cours d'exercice 7 945 492 \* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n°2032.

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice nº 2032.

-	`
0	ωÑ
y	10
	9

# DETERMINATION DU RESULTAT FISCAL

1		gnation de l'entrepris		C							Néant [	]•	Exercice N, c 3101201	
-								BENEFICE CO	OMPTAE	LE DE	L'EXERCICI	"	/A	
	<del>-</del>	Rémunération du tra (entreprises à l'IR)	avail de l'explo		u des associ	1	ns part déducti	ible *		I	à réintégrer :	_	/B /C	
ises	du résultat fiscal	Avantages personnels no amortissements à porter	ligne ci-dessous)	WD		Amort et aut	issements excédires amortissem	entaires (art. 39-4 c nents non déduct	lu C.G.J.) ibles	WE		-	E	4 7:
ad n	résult	Autres charges et dépens (art, 39-4 du C.G.I.)	es somptuaires	WF		Taxe	sur les voite tés (entrepri	ires particulièn ses à l'IS)	res des	WG	4 7:	34		
	np uc	Provisions et charges à p (cf. tableau 2058-B, cadre	ayer non déductibles III)	wı		Charg	es à payer liée	s à des états et te déductibles (cf. 2	rritoires 067-BIS)	xx		x	w	1:
REGIMES DIMPOSITION O Charges	déduction	Amendes et pénalité	śs	WJ	18			res (art.212 b	-	xz				
	g	Réintégrations prév										X	Y	THE VE
		Impôt sur les socié		la not	ice 2032)						*****	17		
Q	uote-j	de personnes ou un G.	r une société WL				Résultats bénéfi à l'article 209 B					K	7	
REGIMES DIMPOSITION PARTICULIERS ET	E E	Moins-values {	- imposées au t	aux d	e 15 % ou d	le 19 %	(16 % pour	les entrepris	es à l'in	ıpôt sı	ur le revenu	) 18		
D'IMPC	5 DIFFE	long terme	- imposées au ta	aux de	0 %							ZN	T T	
GIMES	озто	Fraction imp	osable des plus-vars d'exercices ante	alues	réalisées au		5	- Plus-values ne	ttes à cou	rt term	e	W	1	
2	3					-	Ų	- Plus-values sor	umises au	régime	des fusions	We		
-		Ecarts de valeurs lic	Intérêts excédenta		Ti	es à l'IS		20 L0 G   E		-		XR		
Réi		rations diverses à sur feuillet séparé DONT	(art. 39-1-3e et 21	2 du C.G	4		(act	nes d'entreprises tivité exonérée)	sw			WC	2	
-			déduit par les PME (					ote-part de 12 % des -values à taux zéro	s M8	L,				
Qu										L	TOTALI	WR		4 914
		DEDUCTIONS						PERTE CO	MPTABL	E DE I	EXERCICE	ws	43	38 783
Qu		part dans les pertes										WT		
(cf.	able	ns et charges à payer non au 2058-B, cadre III)	deductiones, american	ment	axees, et reinte	grees dan	s les résultats d	comptables de l'e	xercice			WU		2 070
5	88	1-	- imposées au ta	ux de	15 % (16 %	pour l	es entrepris	es soumises à	l'impô	t sur le	e revenu)	wv		
d'Imposition culiers et	IIIere	Plus-values nettes à	- imposées au tai	_								WH		
s d'Imposition ticuliers et	ous	long terme	- imposées au tau									WP		
Régimes partic	IISOC	-	- imputées sur le				ong terme a	ntérieures				ww		
Réc		- A	- imputées sur le			ırs						ХВ		
		Autres plus-values in										I6		
	R	raction des plus valu égime des sociétés mères		- 17	de l'exercic			, 1				wz		
	P	roduit net des actions et	parts d'intérêts :	léduire	des produits n	ets de pa	rticipation	ZA			24 306 )	XA	46	1 806
		eduction autorisée au		ement	ts réalisés da	ns les c	ollectivités (	d'Outre-mer *				ZY		
res	I N	fajoration d'amortis		T								XD		
Mesures d'incitation	Sur	Entreprises nouvelles - (Reprise d'entreprises en difficultés 44 septies)	K9	44 sex	A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH	L2		Jeunes entreprise innovantes (art. 44 sexies A)	· 1	L5		XF		
_ 10	e et ex	Pôle de compétitivité (art. 44 undecies)	L6	(art. 20		К3		Zone de restructu de la défense (44 terdecies)	ration	PA				
	Abattement sur bénéfice et exonéra	Zone franche urbaine (art. 44 octies et octies A)	øv	redyna	d'emploi à amiser 4 duodecies)	IF		Zone franche d'ad (art. 44 quaterdes		(C		000		
	<u>ə</u>				le revitalisation ru		4 quindecies)		F	С				
	E	earts de valeurs liqui	datives sur OPCV	/M * (	(entreprises	à l'IS)						xs [		
	_	ns diverses à détailler sur	feuillet séparé				Créance dégag report en arriè				)	xg	11	225
181 .	RE	SULTAT FISCAL								T	OTAL II	хн	913	884
Résu	ltat	fiscal avant imputat	ion des déficits re	portal	bles : 🔏 —		e ( I moins II II moins I )					x I	000	070
Défic	it de	l'exercice reporté en	arrière (entreprise	es à l'I				ZL		1 m			908	9/U
		ntérieurs imputés su				ises à l'	IS)*			N alt		XL	2000年2000年11月	- X86
			FICE (ligne XN)					ne XO) XN		NE P	ST CONTRACTOR	xo -	000	
Na 11							- (8				0   2	201	908	7/0

# 2058A - Déductions diverses au 31/01/2015

Libellé	Montant
CICE	11 225
Totalisation	11 225

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

	-	
1		2
- (	7	401
- 1		U
- 1		1

# DEFICITS, INDEMNITES POUR CONGES A PAYER ET PROVISIONS NON DEDUCTIBLES

DGFiP N° 2058-B 2015

Désignation de l'entreprise SAS SPPE					Néant [
I. SUIVI DES DEFICITS					
Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1)			K4		
Déficits imputés (total lignes XB et XL du tableau 2058A)			K5		
Déficits reportables (différence K4 - K5)			K6		
Déficit de l'exercice (tableau 2058-A, ligne XO)			YJ		
Total des déficits restant à reporter (somme K6 + YJ)			YK		
II. INDEMNITES POUR CONGES A PAYER, CHARGES SOCIALES ET FISCALES		ESPONDANTES			
Montant déductible correspondant aux droits acquis par les salariés pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-1, le bis A1, ler du CGI, dotations de l'exercice	S		ZT		
III. PROVISIONS ET CHARGES A PAYER, NON DEDUCTIBLES POUR L'ASSIETT	E DE L	'IMPOT			
(à détailler sur feuillet séparé)		Dotations de l'exercice	Π	Reprises sur	l'exercice
Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes non déductibles pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-1. 1e bis Al. 2 du CGI *	zv		zw		
Provisions pour risques et charges *					
	8X		8Y		
	8Z		9A		
	9B		9C		
Provisions pour dépréciation *					
	9D		9E		
	9F		9G		
	9Н		9Ј		
Charges à payer					
PROVISION C3S	9K		9L		2 070
	9М		9N		
	9P		9R		
	98		9T		
TOTAUX (YN = ZV à 9S) et (YO = ZW à 9T)	YN		YO		2 070
à reporter au tableau 2058-A :		ligne WI		ligne W	
CONSEQUENCE DE LA METHODE PAR COMPOSANT	ΓS (art.	.237 septies du CGI)			
Montant de la réintégration en de la déduction		nputations		ontant net à	

	Tre	4			
Mantant de la effectant de la 11 11 11	Mon	tant au début de l'exercice	Imputations		nt net à la
Montant de la réintégration ou de la déduction	L1		17-17-17-17-17-17-17-17-17-17-17-17-17-1	III de	Texercice
NTREPRISES DE TRANSPORT INSCRITES rt. L3113-1 et L3211-1 du Code des Transports			3	xu	

#### TABLEAU D'AFFECTATION DU RESULTAT ET RENSEIGNEMENTS DIVERS

	L	Dési	gnation de l'entreprise : SAS SPPE	MIN.							Néant [
			Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie	øс	7 847 566		Affectat aux rése		- Réserve légale	ZB	
	1		Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel			SNO	uux roso		- Autres réserves	ZD	
		ORIGINES	la déclaration est établie	ØD	1 031 293	AFFECTATIONS	Dividend			ZE	410 87
		ORIG	Prélèvements sur les réserves	ØE		AFFE	Autres r	•		ZF	
			TOTALL	ØF			Report à		ssairement être égal au total II)	ZG	8 467 98
	H		TOTALI		8 878 859	225.4	704		TOTAL II	ZH	8 878 85
RAI		Mon	tant total des sommes distribuées devant donner lieu au paiemen		UTIONS (Article	_		an titra	da l'essaraiga	xv	
CONSERVER PAR LE DECLARANT	-	_	NSEIGNEMENTS DIVERS	uc la	conditionion previe a 17	ai dele 2	J IGI ZCA	au uue		1	
DEC	-		- Engagements de précisez le prix de revient de	s bien:	s pris		(2.002	170	Exercice N;	-	Exercice N-1:
LE	ľ	ENGAGEMENTS	crédit-bail mobilier en crédit-bail		5 pils   J7		63 883	) YQ	24 6	35	32 319
AR		GAGE	- Engagements de crédit-bail immobilier					YR		-	
R P		邑	- Effets portés à l'escompte et non échus					YS		_	
R			- Sous-traitance - Locations, charges locatives / dont montant des loy	ara dae	biana naja [		— т	YT		_	
SE		CHARGES	et de copropriété au location pour une de	lurée >	6 mois J8		41 295	XQ	107 63	78	92 519
00		ST CHZ	- Personnel extérieur à l'entreprise					YU			
⋖∣	OSTES	TERN	- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (l	ors r	étrocessions)			SS	818 06	57	745 509
3	DES P	S ACE	- Rétrocessions d'honoraires, commissions et cou	_				YV			
EXEMPLAIRE	DETAILS DES POSTES	AUTRES ACHATS ET EXTERNES	- Autres comptes (dont cotisations versées a syndicales et professionne	ix orga les	anisations ES		21 453 )	ST	3 660 46	6	4 284 389
KE	ă		Total du poste correspo	ndant	à la ligne FW du t	ableau	ı n° 2052	ZJ	4 586 21	1	5 122 416
国		F	- Taxe professionnelle *, CFE, CVAE					YW	1	2	3 392
		IMPOTS ET TAXES	Autres impôts, taxes et versements assimilés (dont taxe intérieure sur les produits pétre	oliers	ZS		)	9Z	252 57	8	239 788
		₹,	Total du compte correspo	ndant	t à la ligne FX du t	ableau	n° 2052	YX	252 59	0	243 180
	:	T.V.A.	- Montant de la T.V.A. collectée					YY			2 393
		H	<ul> <li>Montant de la T.V.A. déductible comptabilisée a biens et services ne constituant pas des immobil</li> </ul>	satio	ns			YZ	801 56	4	865 266
- 1			<ul> <li>Montant brut des salaires (cf. dernière déclarations salaires DADS 1, ou modèle 2460 de 2014) *</li> </ul>					ØВ	581 41	7	
	ç	2	<ul> <li>Montant de la plus value constatée en franchise pour le régime simplifié d'imposition *</li> </ul>	d'imp	ôt lors de la premi	ère op	tion	øs	)		
Ì	, i	DIVERS	- Effectif moyen du personnel * (dont : apprentis :	0	handicapés) :	0		YP	12		11
			- Effectif affecté à l'activité artisanale					RL			
			<ul> <li>Taux d'intérêt le plus élevé servi aux associés à raiso à la disposition de la société *</li> </ul>	n des	sommes mises			ZK	2,76	%	2,79 %
			- Numéro de centre de gestion agréé * XP		p	Filiale révu p	s et partic ar art.38 I	ipatio I de l'a	ns (Liste au 2059-G ann.III au CGI)	Si oui Sinon	cocher 1 ZR
			Société : résultat comme si elle l'avait jamais été membre du groupe. JA 9	08 97	Plus-values à 159	6 JK			Plus-values à 0%	л	
1	E E				Plus-values à 19%	<sub>4</sub> JM			Imputations	JC	
	REGIME DE	KOOK	Groupe : résultat d'ensemble. JD		Plus-values à 15%	4 JN			Plus-values à 0%	JO	
	2 (	9			Plus-values à 19%	ЛР			Imputations	JF	
			Si vous relevez du régime de groupe : indiquer 1 si société mère, 2 si société filiale	ЛН	2 N° SIRE	T de la s	ociété mère o	lu grou	pe JJ 4 9 3 0	1 5 0	8 5 0 0 0 1 9

<sup>(1)</sup> Ce cadre est destiné à faire apparaître l'origine et le montant des sommes distribuées ou mises en réserve au cours de l'exercice dont les résultats font l'objet de la déclaration. Il ne concerne donc pas, en principe, les résultats de cet exercice mais ceux des exercices antérieurs, qu'ils aient ou non déjà fait l'objet d'une précédente affectation.

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032 (et dans la notice n° 2058-NOT pour le régime de groupe).

#### CS

Formulaire obligatoire (article 53 A du code général des impôts)

12)	DETERMINATION DES PLUS ET MOINS-VALU	E

		- DETERMINATION DE LA VA							
ature	e e	et date d'acquisition des éléments cédés	* Valeur d'origine *	Valeur nette réévaluée *	Amortissements en franchise (4)	d'impôt	amortiss	tres sements *	Valeur réside
	ı	PULVERISATEUR 050520	980			980			
	2	POMPE LOWARA 2307200	1 079			1 079			
	3	POMPE DOSEUSE 0910200	4 163			4 163			
	4	POMPE FORAGE 0701200	1 400			1 400			
	5	POMPE A ENGRENAG 0506200	9 3 160			3 160			
	6	POMPE DOSEUSE 1112200	9 2611			2 611			
	7	POMPE DOSEUSE 1304201	1 592			592			
	8	COMPRESSEUR 3101200	7 1 114			1 114			
	9	PUITS SECS	2 228 202		2.2	228 202			
1	0	VEHICULE 207 0308200				11 624			
1	1	- 1				11 021			
1	2					-			
	_	B - PLUS-VALUES, MOIN	S-VALUES	Quali	fication fisc	ale des pl	us et mo	oins-values	réalisées '
		Prix de vente Moi	ntant global de la plus-val ou de la moins-value			Long	terme		Plus-vi taxabl
		O	®	jø	19%	15% or	-	0%	19% (
1	ı								
2	2								
3	Ī								
4	İ								
5	l								
6	r								-
7	ŀ								+
8	ŀ								+
9	-						-+		-
10	H						-		-
11		417	41	7 417					
12	H		-11			N.			
13	I	Fraction résiduelle de la provision	snéciale de réévaluation						
		Fraction résiduelle de la provision afférente aux éléments cédés		+					
14	_	Amortissements irrégulièrement aux éléments cédés		+					2
15	(	Amortissements afférents aux éle des charges déductibles par une d	isposition légale	+					
16	0	Amortissements non pratiqués en comp déduction fiscale pour investissement, 1968 et 1975, effectivement utilisée	dabilité et correspondant à la définie par les lois de 1966,	+					
17	F	Résultats nets de concession ou de sous	concession de licences						
	F	d'exploitation de brevets faisant partie de pas été acquis à titre onéreux depuis moi Provisions pour dépréciation des titres r	ns de deux ans elevant du régime des plus ou						
18		Provisions pour dépréciation des titres r noins-values à long terme devenues sans Dotations de l'exercice aux comptes de							
19	d	les titres relevant du régime des plus ou	moins-values à long terme						on orest
		Divers (détail à donner sur une n							
CA!	ÐΙ	REA: plus ou moins value nette à court des lignes 1 à 20 de la colonne (		417					
		REB : plus ou moins value nette à long l				and the second second			

#### AFFECTATION DES PLUS-VALUES A COURT TERME ET DES PLUS-VALUES DE FUSION OU D'APPORT

formulaire obligatoire (article 53 A

	Ē.
	5
	2
	-
	_
1	a
-6	_
	7
j	-
ì	
2	~
,	-
1	_
•	_
ı	-
	_
•	
,	v
۲	
4	⋖
ć	١.
7	_
۵	Z
ŕ	7
Ľ	_
×	~
Ć	Y
7	3
ŀ	7
¥	2
2	7
7	⋜
٧	_
C	د
•	┛.
4	₫.
	7
5	2
•	2
۲	۲
	2
•	THE PAINT A CONSERVER PARTY DESCRIPTION
_	3
ō	2
-	3
S	

Désignation de l'entreprise : SAS SPPE Néant X A ELEMENTS ASSUJETTIS AU REGIME FISCAL DES PLUS-VALUES A COURT TERME (à l'exclusion des plus-values de fusion dont l'imposition est prise en charge par les sociétés absorbantes) (cf. cadre B) Origine Montant net Montant Montant compris Montant des plus-values réalisées \* antérieurement dans le résultat restant à réintégré de l'exercice réintégrer Imposition répartie Plus-values réalisées sur 3 ans (entreprises à l'IR) au cours de sur 10 ans sur une durée différente (art. 39 l'exercice quaterdecies I ter et 1 quater CGI) **TOTAL 1** Montant net des plus-values réalisées à l'origine Montant anté-rieurement réintégré Montant rapporté au résultat de l'exercice Montant restant à réintégrer Imposition répartie N - 1 sur 3 ans au titre de N-2 N - 1 N-2 N-3 Plus-values réalisées Sur 10 ans ou sur une N - 4 durée différente (art. 39 au cours des quaterdecies 1ter et 1 N - 5 quater du CGI) exercices antérieurs (à préciser) au titre de : N - 6 N - 7 N - 8 N-9 **TOTAL 2** B PLUS-VALUES REINTEGREES DANS LES RESULTATS DES SOCIETES BENEFICIAIRES DES APPORTS Cette rubrique ne comprend pas les plus-values afférentes aux biens non amortissables ou taxées lors des opérations de fusion ou d'apport. Plus-values de fusion, d'apport partiel ou de scission Plus-values d'apport à une société d'une activité (personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement) professionnelle exercée à titre individuel (toutes sociétés) Montant net des Origine des plus-values et date Montant anté-Montant rapporté au Montant restant plus-values réalisées des fusions ou des apports résultat de l'exercice rieurement réintégré à réintégrer à l'origine TOTAL

<sup>\*</sup> Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de	l'entrepr	ise: SASS	PPE				Néan							
Entreprises soumises a     Entreprises soumises a														
B	I-	SUIVI DES M	10INS-VALUES	DES ENTREP	PRISES SOUMISES A I	L'IMPOT SUR L	E REVENU							
Origine Φ			Moins-values à 16 %	Iı	nputations sur les plus-vai long terme de l'exercic imposables à 16 %	lues à ce	Solde des moins-values à 16 %							
Moins-values nett	es N				<b>3</b>		<b>④</b>							
	N-1													
	N - 2													
Moins-values nette														
long terme subies au					<del></del>									
cours des dix exercices	N - 4	<del></del>												
antérieurs	N - 5	-												
(montants restant à	N - 6													
déduire à la clôture du	N - 7													
dernier exercice)	N - 8													
	N - 9													
	N - 10						- 5 - 18							
II - SUIVI	DES M	IOINS-VALU	ES A LONG TE	RME DES ENT	REPRISES SOUMISE	S A L'IMPOT SU	JR LES SOCIETES *							
			Moins-values		Imputations sur les plus-values		T							
Origine		A 19 %, 16,5% (1) ou à 15 %	A 19 % ou 15 % imputables sur le résultat de l'exercice (article 219 1 a sexies-0	A 19 % ou 15 % imputables sur le résultat de l'exercice (article 219 I a	à long terme  A 15 %  Ou  A 16,5 %(1)	Imputations sur le résultat de l'exercice								
Ф		Ø	du CGI)	sexies-0 bis du CGI) ④	(5)									
oins-values nettes	N					<b>©</b>	0							
	N-1													
	N-2				1									
loins-values nettes	N - 3													
à long terme subies au	N-4					_8								
dix exercices	N - 5													
antérieurs (montants	N-6													
restant à déduire à la	N - 7													
clôture du dernier	N-8													
exercice)	N-9													
	N-10													

<sup>(1)</sup> Les plus-values et les moins-values à long terme afférentes aux titres de SPI cotées imposables à l'impôt sur les sociétés relèvent du taux de 16,5% (article 219I a du CGI), pour les exercices ouverts à compter du 31 décembre 2007.

<sup>\*</sup> Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice  $\pi^{\rm o}$  2032

formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des Impôts) **15** 

# RESERVE SPECIALE DES PLUS-VALUES A LONG TERME RESERVE SPECIALE DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS

DGFiP N° 2059-D 2015

(personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement)\*

Désignation de l'entreprise : SAS SPPE						Néant X
I SITUATION DU COMPTE AFFECTE A L'E	NRE	GISTREMENT DE L	A RESERV	'E SPECIALE POUR	L'EXERCICE I	N
		Sous	-comptes de la	τéserve spéciale des plus-v	ralues à long terme	
		taxées à 10 % t	axées à 15 %	taxées à 18 %	taxées à 19 %	taxées à 25 %
Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice précédent (N-1)	1					
Réserves figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'exercice	2					
TOTAL (ligne 1 et 2)	3	A P				
- donnant lieu à complément d'impôt sur les sociétés	4					
- ne donnant pas lieu à complément d'impôt sur les sociétés	5					
TOTAL (ligne 4 et 5)	6					
Montant de la réserve spéciale (ligne 3 - ligne 6)	7					
RESERVE SPECIALE DES PROVISIONS POU	R FLU	JCTUATION DES C	COURS* (5°	, 6°, 7° alinéas de l	l'art. 39.1-5° du	CGI)
montant de la réserve réserve figurant au bilan des		montants pi	élevés sur la	a réserve	montant de l	
à l'ouverture de l'exercice sociétés absorbées au cours de l'année		donnant lieu omplément d'impôt (	The second second	onnant pas lieu plément d'impôt 4	à la clôture de	l'exercice

Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

# (16)

# DETERMINATION DE LA VALEUR AJOUTEE PRODUITE AU COURS DE L'EXERCICE

Z	Désignation de l'entreprise : SAS SPPE		
AR.			Néant [
A CONSERVER PAR LE DECLARANT	Exercice ouvert le : 01022014 et clos le : 31012015	ourée en nombre de mois	12
E D	Ventes de marchandises		
RI	Production vendue - Biens	OA	
R P/		OB	15 104 4
VE	Production vendue - Services	ОС	
SER	Production stockée	OD	
Š	Production immobilisée à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation	OE	
4	Subventions d'exploitation reçues et abandons de créances à caractère commercial	OF	
EXEMPLAIRE	Autres produits de gestion courante hors quote-parts de résultat sur opérations faites en commun	ОН	
A	Transferts de charges refacturées et transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée	OI	4 80
E	Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilés	OK	
X [	Plus-values de cession d'éléments d'immobilisations corporelles et incorporelles, si rattachées à une activité normale et courante	OL	
	Rentrées sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation	XT	
L	TOTAL	113535	15 109 23
	II - Consommation de biens et services en provenance de tiers (1)	2 OM	15 10,7 25
	Achats de marchandises (droits de douanes compris)	ON	
	Variation de stocks (marchandises)	ON	
1	Achats de matières premières et autres approvisionnements (droits de douane compris)	00	
	Variation de stocks (matières premières et approvisionnements)	OP	87 39
	Autres achats et charges externes, à l'exception des loyers et redevances	OQ	
	Lovers et redevances à l'exception de couve efficante à des investigation de couve efficante à des investigation de couve efficante à des investigations de couve efficiente efficien	OR	4 449 696
L	a disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois	os	95 220
L	Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée	OU	
	Autres charges de gestion courante hors quote-parts de résultat sur opérations faites en commun	ow	
	Abandons de créances à caractère commercial	ox	
	Moins-value de cession d'éléments d'immobilisation corporelles et incorporelles, si attachées à une activité normale et courante	ОУ	
L	Taxes sur le C.A. autre que la TVA, contributions indirectes (droits sur les alcools et les tabacs), T.I. P.P.	OZ	216 949
1 6	Fraction des dotations aux amortissements afférents à des immobilisations corporelles mises à lisposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention le location de plus de 6 mois	09	
	TOTAL 2	OJ	4.040.054
T	II - Valeur ajoutée produite	0.01	4 849 256
C	Calcul de la Valeur Ajoutée TOTAL 1 - TOTAL 2	OG	10.250.002
F	V - Contribution sur la Valeur ajoutée des Entreprises	100	10 259 982
	eur ajoutée assujettie à la CVAE (reporter sur la 1330-CVAE pour les multi-établissements et sur le 1329)		
Siv	yous êtes assujettis à la CVAE et êtes un mono établissement au sens de la CVAE (cf notice de la déclaration agre ci-dessous. Vous serez alors disposed du décêt de la déclaration de la CVAE (cf notice de la déclaration de la CVAE)	SA	10 259 982
-	declaration 1330-CVAE.	n 1330-CVAE), alors cor	npléter
MC	NO ETABLISSEMENT au sens de la CVAE EV		
Chi	ffre d'affaires de référence CVAE	GX	15 109 239
Péri	ode de référence GY GZ		
	e de cessation (de l'activité soumise à la CVAE)		
Pou	les entreprises de crédit, les entreprises de gestion d'instruments financiers, les entreprises d'agrandes de	capitalisation et	
vale	ur ajoutée ressortant des plans comptables professionnels (extraits de ces rubriques à joindre)	ination de la	
(I) A	attention, il ne doit pas être tenu compte dans les lignes ON à OS, OW et OZ des charges déductibles de la valeur ajoutée, afférente à la principle de la valeur ajoutée ajoutée de la valeur ajoutée ajoutée de la valeur ajoutée	roduction	

<sup>\*</sup> Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

# COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Formulaire obligatoire (art, 38 de l'ann. III au C.G.I.) Nº de dépôt

( liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait détenant directement au moins 10% du capital de la société )

Néant 🔲
•

DENOMINATION	DE L'ENTREPRISE	SAS SPPE					
ADRESSE (voie)	Pense Folie						
CODE POSTAL	45220		VILLE CHA	TEAU-RENAR	PD .		
			CIIA	I EAU-KENAN	ND .		
Nombre total d'associés or	actionnaires personnes m	orales de l'entreprise	P1 1	Nombre total	de parts ou d'actions correspondant	es P3	30 000
Nombre total d'associés o	actionnaires personnes p	hysiques de l'entreprise	P2	Nombre total	de parts ou d'actions correspondante	s P4	
I. CAPITAL DETEN  Forme juridique S  N° SIREN (si société de l'acceptance de l	U PAR LES PERSON	NES MORALES :					
Forme juridique S	A. Dénominat	RAIGNEAU	ET COMPAGNIE				
N° SIREN (si société	tablie en France) 4930	15085	% de 0	détention	100,00 Nb de parts ou ac	tions	30 000
Adresse: N°		oie ZA PENS	E FOLIE				
Code	postal 45220	Commune	CHATEAU RENA	RD	Pays FRANCE		
Forme juridique	Dénominati	on					
N° SIREN (si société é	ablie en France)		% de d	étention	Nb de parts ou acti	ons	
Adresse: N°	v	pie					
Code	oostal	Commune			Pays		
Forme juridique	Dénomination	on [					
N° SIREN (si société ét	ablie en France)	4	% de d	étention	Nb de parts ou action	ons	
Adresse: Nº	Vo	ie					
Code p	ostal	Commune			Pays		
Forme juridique	Dénomination	n					
N° SIREN (si société éta	blie en France)	∜ <del></del>	% de dé	tention	Nb de parts ou actio	ne l	
Adresse: N°	Vo	ie			110 de parts ou actio		
Code p	netal [	7 0					
		Commune			Pays		
II. CAPITAL DETENT		NES PHYSIQUES	:				
	Nom patronymique		0/ 4- 4	Prénom(			
Naissance: Date	4.	département	% de de		Nb de parts ou action	ns	
Adresse: N°		Voie	Commune		Pays		
Code po	stal	Commune			Pays		
	lom patronymique			Prénom(s			
111.	Iom marital		% de dé		Nb de parts ou action	18	
Naissance: Date	AV.	département	Commune		Pays	10	
Adresse: N°		Voie					
Code po	etal [	Commune			Pays		==

<sup>(1)</sup> Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires.

Dans en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case:

(2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame ou MLE pour Mademoiselle.

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032 Dans ce cas, il convient de numéroter chaque tableau

## Nº 2058 FC 2015

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

# REGIME FISCAL DES GROUPES DE SOCIETES

## FICHE DE CALCUL DU PLAFONNEMENT DES RESULTATS ET DES PLUS-VALUES NETTES A LONG TERME POUR L'IMPUTATION DES DEFICITS ET MOINS-VALUES ANTERIEURS A L'ENTREE DANS LE GROUPE

(A souscrire par chaque société du groupe)

Dénomination de la société:

SAS SPPE

N° SIRET: 48101081700015

Adresse du service des impôts des entreprises où est déposée

la déclaration de résultats :

SIE DE MONTARGIS 33 rue des déportés

45214

MONTARGIS Cedex

Exercice ouvert le :

01022014

clos le

31012015

			Néant *		
Plafonnement des plus-values nettes à long terme d'imputation (Art. 223 I 4 du CGI)		19 % (1)	15 %	0 %	
Plus ou moins-values nettes à long terme déterminées par l'entreprise	1				
Plus-values à long terme résultant de certaines cessions et non retenues pour la détermination de la plus ou moins-values à long terme d'ensemble y compris les plus-values de transfert de titres de compte à compte dont le report d'imposition cesse du fait de la cession	2				
Plus-values à long terme provenant de cessions hors du groupe d'immobilisations non amortissables ayant fait l'objet d'un apport qui a bénéficié des dispositions de l'article 210 A du CGI à hauteur de la plus-value d'apport	3				
Moins-values à long terme résultant de cessions relevant de l'article 223 F du CGI	4				
Plus-values nettes à long terme utilisées pour l'imputation des déficits et moins-values nettes à long terme antérieurs : 1 - (2+3)+4	5				

Plafonnement des plus-values nettes à long terme d'imputation (Art. 223 I 4 du CGI)  Plus ou moins-values nettes à long terme déterminées par l'entreprise  Plus-values à long terme résultant de certaines cessions et non retenues pour la détermination de la plus ou moins-values à long terme d'ensemble y compris les plus values de termination		19 %	(1)	15 %	0 %
Plus ou moins-values nettes à long terme déterminées par l'entreprise	1				
Plus-values à long terme résultant de certaines cessions et non retenues pour la détermination de la plus ou moins-values à long terme d'ensemble y compris les plus-values de transfert de titres de compte à compte dont le report d'imposition cesse du fait de la cession	2				
Plus-values à long terme provenant de cessions hors du groupe d'immobilisations non amortissables ayant fait l'objet d'un apport qui a bénéficié des dispositions de l'article 210 A du CGI à hauteur de la plus-value d'apport	3				
Moins-values à long terme résultant de cessions relevant de l'article 223 F du CGI	4				
Plus-values nettes à long terme utilisées pour l'imputation des déficits et moins-values nettes à long terme antérieurs : $1 - (2 + 3) + 4$	5				
Plafonnement du bénéfice d'imputation (Art. 223 I 4 du CGI)  Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables  ( Bénéfice : 2058 A ligne XI) (ou déficit : 2058 A ligne XJ)	6				(908 9
Abandons de créances et subventions directes et indirectes	7				
Plus-values à court terme et résultats provenant de certaines cessions et non retenues pour la détermination du résultat d'ensemble y compris les résultats de transfert de titres de compte à compte dont le report d'imposition cesse du fait de la cession	8				
Plus-values à court terme provenant de cessions hors du groupe d'immobilisations non amortissables ayant fait l'objet d'un apport qui a bénéficié des dispositions le l'article 210 A du CGI à hauteur de la plus-value d'apport	9				
lus-values sur immobilisations amortissables dégagées lors d'un apport qui a bénéficié du	10	_			
déévaluations libres	11				
ertes provenant de cessions relevant de l'article 223 F du CGI	12				
énéfice utilisé pour l'imputation des déficits antérieurs : 6 - (7 + 8 + 9 + 10 + 11) + 12	.3	=====			(908 970

<sup>(1)</sup> pour les cessions de titres de sociétés à prépondérance immobilière cotées, pour les exercices ouverts à compter du 31 décembre 2007.

<sup>\*</sup> Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice



### Nº 2058 A bis 2015

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

# REGIME FISCAL DES GROUPES DE SOCIETES

# DETERMINATION DU RESULTAT DE LA SOCIETE COMME SI ELLE ETAIT IMPOSEE SEPAREMENT

(A souscrire par chaque société du groupe)

Dénomination de la société:

SAS SPPE

N° SIRET: 4 8 1 0 1 0 8 1 7 0 0 0 1 5

Adresse du service des impôts des entreprises où est déposée la déclaration de résultats :

SIE DE MONTARGIS 33 rue des déportés

45214 MONTARGIS Cedex

Exercice ouvert le : I - REINTEGRATIONS

01022014

Réintégrations (report des lignes WD à WQ du 2058 A)

clos le :

31012015

Bénéfice comptable de l'exercice (report de la ligne WA du 2058 A)

> E2 4914

Εl

E9

E3

E4

EX

EY

E6

EZ.

E7

E8

19

Réintégrations des charges financières selon l'article 212 bis du CGI

TOTAL I

4914

Néant

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT II - DEDUCTIONS

Perte comptable de l'exercice (report de la ligne WS du 2058 A)

F2

F3

F6

438 783

Déductions (report des lignes WT, WU, WZ et XA à XG du tableau 2058 A)

E5 475 101

Déductions des intérêts différés selon l'article 212 du CGI, né pendant la période d'appartenance au groupe

imposées au taux de 19 %

imposées au taux de 15 %

• imposées au taux de 0 %

• imputées sur les moins-values nettes à long terme

· imputées sur les déficits antérieurs

autres plus-values imposées au taux de 19 %

(art. 210 E, 210 F (1) 238 bis JA, 208 C et 219-IV du CGI)

TOTAL II FI 913 884

III - RESULTAT FISCAL

Plus-values

nettes à long terme

Résultat fiscal avant imputation des déficits

reportables

Déficit (II-I)

Bénéfice (I-II)

908 970

Déficit de l'exercice reporté en arrière \*

Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice (à détailler au cadre I du tableau nº 2058 B bis) \*

Bénéfice

Résultat fiscal

Déficit

F9 908 970

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice (1) Le taux réduit d'impôt sur les sociétés s'applique aux cessions à titre onéreux réalisées à compter du 1er janvier 2012.

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

CIRCULANT

ACTIF (

Clause de réserve de propriété: \*

sations:

Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice nº 2032

**BILAN - ACTIF** Désignation de l'entreprise : SAS SPPE Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois \* 12 Adresse de l'entreprise : Pense Folie Durée de l'exercice précédent \* 45220 CHATEAU-RENARD 12 4 8 1 0 1 0 8 1 7 0 0 0 1 5 Numéro SIRET \* Néant | \* 31012016 31012015 Amortissements, provisions Capital souscrit non appelé (I) Frais d'établissement \* AB Frais de développement\* Concessions, brevets et droits similaires AF 89 952 AG 88 048 1 904 3 251 Fonds commercial (1) AH AI Autres immobilisations incorporelles Avances et acomptes sur immobilisa-tions incorporelles Terrains 42 751 42 751 42 751 Constructions AF 379 823 36 423 343 400 167 730 Installations techniques, matériel et outillage industriels AR 1 085 839 885 329 200 510 297 511 Autres immobilisations corporelles 71 318 415 38 368 885 32 949 529 32 542 400 Immobilisations en cours 578 324 578 324 3 272 798 Avances et acomptes Participations évaluées selon CS la méthode de mise en équivalence CT Autres participations CICréances rattachées à des participations BB RC Autres titres immobilisés BD 963 795 BE 963 795 963 795 Prêts BF BG Autres immobilisations financières \* BH 204 719 BI 204 719 198 780 TOTAL (II) BJ 74 663 619 39 378 686 35 284 933 37 489 015 Matières premières, approvisionnements BL 8 958 BM 8 958 4 200 En cours de production de biens BN BC STOCKS \* En cours de production de services BP BQ Produits intermédiaires et finis BR BS Marchandises RT ΒL Avances et acomptes versés sur commandes BV 23 507 23 507 CREANCES Clients et comptes rattachés (3) \* BX 1015338 BY 1015338 1.721 040 Autres créances (3) BZ 4 123 215 CA 4 123 215 4 387 563 Capital souscrit et appelé, non versé CB CC Valeurs mobilières de placement DIVERS CD (dont actions propres : CE Disponibilités CF 3 308 029 CG3 308 029 3 613 834 Charges constatées d'avance (3) \* CH CI 118 220 118 220 51 429 de régularisation TOTAL (III) CJ 8 597 266 CK 8 597 266 9 778 066 Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV) Primes de remboursement des obligations Ecarts de conversion actif \* 3 000 TOTAL GENERAL (I à VI) 83 260 885 39 378 686 43 882 199 47 270 080 Renvois : (1) Dont droit au bail: (2) Part à moins d'un an des im-CP 204 719 (3) Part à plus d'un an

mobilisations financières nettes

Stocks:

Créances:

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

_	Désignation de l'entreprise SAS SPPE				Néant [
_				Exercice N	Exercice N-1
	Capital social ou individuel (1) * (Dont versé :3 000 000	)	DA	3 000 000	3 000 0
	Primes d'émission, de fusion, d'apport,		DB —		
1	Ecarts de réévaluation (2) * (dont écart d'équivalence EK	)	DC _		
	Réserve légale (3)		DD -	100 000	100 00
RES	Réserves statutaires ou contractuelles		DE -		100 00
ROP	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1	)	DF -		are as part of
CAPITAUX PROPRES	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ	1	OG -		1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1
TTA	Report à nouveau	-   I	DH -	7 543 093	9 467 20
CAI	RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)			(1 455 997)	8 467 98
	Subventions d'investissement			(1 433 997)	(438 783
	Provisions réglementées *	-	K —	2.005.007	
	TOTAL (I	-	-	2 995 807	1 903 557
fonds	Produit des émissions de titres participatifs	D	_	12 182 904	13 032 762
itres fon	Avances conditionnées				
Autres	TOTAL (I	_	-		
ns ues			-		
Provisions pour risques	Provisions pour charges		-	30 000	30 000
Pro pour			_	10 235 175	12 753 389
	Emprunts obligataires convertibles		-	10 265 175	12,783 389
	Autres emprunts obligataires	מן	-		<u> </u>
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)		-		
$\overline{}$	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI	DU	-	12 471 113	11 659 884
ES (4)		) DV		6 346 478	6 564 933
TTE	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW			
DETT	Dettes fournisseurs et comptes rattachés  Dettes fiscales et sociales	DX		453 891	999 720
		_DY		395 922	694 351
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ		1 758 970	1 527 840
ompte	Autres dettes	EA		6 391	7 202
régul.	Produits constatés d'avance (4)	EB		3	
==	TOTAL (IV)	EC		21 432 765	21 453 929
	Ecarts de conversion passif * (V)	ED		1 356	
T <sub>(1)</sub>	TOTAL GENERAL (I à V)	EE		43 882 199	47 270 080
(1)	Ecart de réévaluation incorporé au capital	1B			्रा करणा हुनुस्था करणा हुन्। स्थान
	Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C			
(2)	Dont Ecart de réévaluation libre	1D		(V)	
(3)	Réserve de réévaluation (1976)	IE			no ar es la big. La la mai di cal
1	Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF		H	
(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG		6 597 699	14.019 752
(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	ЕН			31

disc obligatoric (article 53 A Cords ordered des immose)

Cords ordered des immose)

DGFiP N° 2052 2016

H	Designati	on de l'entreprise : SAS SP	PE								Néant [		
1			-	France	1	Exportations et raisons infracommunaut		1		Server a	Exercice (N-1)		
-	Vent	es de marchandises *	FA		FB	raisons infracommunaut	aires		Total	100	A		
	, can	biens*	FD	1 692	1		-	FC	1 692				
	Produ	action vendue	FG	9 667 555	FE		-	FF	9 667 555	Maria.	15 104 43		
		services *	FJ	9 433	FH		_	FI	9 433	4. 1			
		fres d'affaires nets*	FJ	9 678 681	FK			FL_	9 678 681	1	15 104 43		
	Produ	action stockée *					$\dashv$	FM		124			
2	Produ	action immobilisée *					-	FN					
	Subv	entions d'exploitation					_	FO	5 049				
è		ses sur amortissements et pro	VISIOT	is, transfert de charge	s * (9	9)	_	FP	2 520 838		214 51		
	Autre	s produits (1) (11)					-	FQ		(%)			
					its d	'exploitation (2) (1		FR	12 204 568		15 318 948		
		s de marchandises (y compris	droits	s de douane) *			1	FS	1 509				
		ion de stock (marchandises )*				:	_ F	FT			* 1		
		de matières premières et autre	_ F	ะบ	111 471		87 391						
Z	Variat	ion de stock (matières premiè			F	·v	(4 758)						
ATI	Autres	achats et charges externes (3		is) *			F	w	3 671 629		4 586 211		
OIT	Impôts	s, taxes et versements assimil	és *				F	x	212 503		252 590		
CHARGES D'EXPLOITATION	Salaire	s et traitements *					F	Y	589 343	598 545			
D'E	Charge	s sociales (10)					F	z	240 429		244 472		
GES	SION	Sur immobilisations	dotati	ions aux amortissemer	its *		G	Α	7 913 606	3	7 214 675		
TAR	TION	1	dotati	ons aux provisions			G	В					
ບ	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur actif circulant : dotation	ns au	x provisions *			G	С		10 - 10 10 - 10			
	D'E	Pour risques et charges : d	otation	ns aux provisions			GI	D		100			
	Autres o	charges (12)					GI	Е		Marie II			
				Total des charges	d'ez	cploitation (4) (II	) GF	7	12 735 731	ecunerii. Sil	12 983 883		
	RESULT	AT D'EXPLOITATION (I-II	)				GC	3	(531 163)	<b>1</b>	2 335 064		
en commun	Bénéfic	e attribué ou perte transférée	*			(III)	GF	1		12 Janes			
2 2	Perte su	pportée ou bénéfice transféré	*			(IV)	GI		č'				
	Produits	financiers de participations (	(5)				GJ		i di	3. 5			
	Produits	des autres valeurs mobilières	et créa	nces de l'actif immobi	lisé (	5)	GK		5 940	T. 19	20 620		
FINANCIERS	Autres i	ntérêts et produits assimilés (	5)				GL		608 415		486 112		
ANC	Reprises	sur provisions et transferts o	le cha	rges			GM			V .			
FIN	Différen	ces positives de change					GN		979	10-7-10-10	(502)		
	Produits	nets sur cessions de valeurs r	nobili	ères de placement			GO		717		(302)		
				Total des p	rodi	nits financiers (V)	GP		615 334		506 230		
S	Dotation	s financières aux amortisseme	ents et			· · · · · ·	GQ	-	310 004	100	300 230		
IER	Intérêts e	t charges assimilées (6)					GR		434 330	V SE	512 741		
FINANCIERES	Différenc	es négatives de change					GS		14 804		1 0 1000		
E	Charges 1	nettes sur cessions de valeurs	mobil	ières de placement		(9)	GT		AT 004		8 018		
				-	rges	financières (VI)	GU		449 134		E30 850		
2 - ]	RESULT	AT FINANCIER (V - VI)			- 5*3		GV		11.0		520 758		
	DECLIE TO	AT COURANT AVANT IME		7 T. T. T.			٧'		166 201	1,52%	(14 528)		

# COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (Suite)

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

Désignation de l'entreprise SAS SPPE Néant 🗌 Exercice N Exercice N-1 EXCEPTIONNELS Produits exceptionnels sur opérations de gestion HA 6 10 Produits exceptionnels sur opérations en capital \* ΗB 417 Reprises sur provisions et transferts de charges HC Total des produits exceptionnels (7) (VII) HD 6 427 CEPTIONNELLES Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis) HE 590 180 Charges exceptionnelles sur opérations en capital \* HF Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions HG 1 092 250 2 759 566 Total des charges exceptionnelles (7) (VIII) HH 1 092 840 2 759 746 4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII) Н (1092834)(2759320)Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX) Ш Impôts sur les bénéfices \* (X) HK (1800)TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)HL 12 819 908 15 825 605 TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X) HM 14 275 905 16 264 388 5 - BENEFICE OU PERTE (Total des produits - Total des charges) HN (1455997)(438783)(1)Dont produits nets partiels sur opérations à long terme НО produits de locations immobilières HY (2)Dont produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous) 1G Crédit-bail mobilier \* HP 14 729 28 837 (3) Dont Crédit-bail immobilier HQ (4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs ( à détailler au (8) ci-dessous ) 1H (5)Dont produits concernant les entreprises liées IJ 608 415 486 112 Dont intérêts concernant les entreprises liées (6)1K 134 813 203 587 (6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.) HX (9) Dont transferts de charges A1 2 624 5 073 (10)Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13) A2 (11)Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits) A3 (12)Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges) A4 Dont primes et cotisations (13)complémentaires personnelles : facultatives obligatoires Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le Exercice N Charges exceptionnelles Produits exceptionnels CREANCES IRRECOUVRABLES 500 DIFFERENCES DE REGLEMENT 6 **AMENDES** 90 DOTATION AMORTISSEMENTS EXCEPTIONNELS 1 092 250 (8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs : Exercice N Charges antérieures Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice nº 2032.

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

**IMMOBILISATIONS** 

Re EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

Désignation de l'entreprise SAS SPPE Néant Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice centimes) Augmentations CADRE A **IMMOBILISATIONS** Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence 2 Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste 1 Frais d'établissement et de développement des TOTAL I CZ D8 D9 montant Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL II KD 89 952 KE KF reporter le Terrains KG KH 42 751 KI Sur sol propre Dont Composants L9 KJ 193 385 KK KI 186 438 pas Sur sol d'autrui | Dont Composants M1 KN KO Installations générales, agencements Dont M2 KO et aménagements des constructions KR Installations techniques, matériel et outillage industriels M3 KT KS 1 051 082 KU 46 875 Installations générales, agencements, K١ aménagements divers 63 016 936 KX 8 153 820 Matériel de transport \* KY 87 856 K<sub>Z</sub> 1 607 Matériel de bureau LC LB 48 877 et mobilier informatique 9319 Emballages récupérables et LE divers \* LF LG Immobilisations corporelles en cours LH 3 272 798 LI IJ 151 372 Avances et acomptes LK LM LN TOTAL III 67 713 684 LO LP 8 549 430 Participations évaluées par mise en équivalence 8G 8M 8T Autres participations 8U 8V 8W Autres titres immobilisés 1P 963 795 1R 18 Prêts et autres immobilisations financières 1T 198 780 111 5 940 TOTAL IV LQ LR 1 162 575 5 940 TOTAL GENERAL (I + II + III + IV) ØG ØH ØI 68 966 211 8 555 370 Réévaluation légale \* ou évaluation par mise en équivalence Valeur d'origine des immobilisations **CADRE B IMMOBILISATIONS** par virement de poste à poste en fin d'exercice Frais d'établissement IN CØ TOTAL I DØ D7 et de développement Autres postes d'immobilisations
TOTAL II Ю LV LW 89 952 ١X Terrains IP LX LY LZ 42 751 Sur sol propre IQ MA MB 379 823 MC Constructions Sur sol d'autrui ΙR MD ME MF Inst. gales, agencts et am. des IS constructions MG ΜH MI Installations techniques, matériel et outil-IT MJ lage industriels 12 117 MK 1 085 839 MI Inst. gales, agencts, amé-IU MM MN nagements divers 71 170 756 MO Autres Matériel de transport ΙV MP MQ 89 463 MR immobilisations Matériel de bureau et IW MS ΜT informatique, mobilier 58 196 MU corporelles Emballages récupérables et ΙX M MW divers ' MX Immobilisations corporelles en cours MY 2 845 845 MZ NA 578 324 NB Avances et acomptes ND NE NF IY TOTAL III NG 2 845 845 NH NI 12 117 73 405 152 Participations évaluées par mise en équivalence ΙZ ØU M7 OW Autres participations ΙØ ØX ØY ØΖ FINANCIER Autres titres immobilisés 11 2B 2C 963 795 2D Prêts et autres immobilisations financières 12 2E 2F 204 719 2G TOTAL IV IJ NJ NK 1 168 514 2H TOTAL GENERAL (I + II + III + IV) **I**4 ØK

2 845 845

12 117

Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n'

ØL

74 663 619

ØM



## TABLEAU DES ECARTS DE REEVALUATION SUR LES IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Exercice N clos le : 3 1 0 1 2 0 1 6

Les entreprises ayant pratiqué la réévaluation légale de leurs immobilisations amortissables (art. 238 bis J du CGI) doivent joindre ce tableau à leur déclaration jusqu'à (et y compris) l'exercice au cours duquel la provision spéciale (col. 6) devient nulle.

CADRE A	Détermination du n ( col. 1 - co	65 (0.65)	Utilisation de la	marge supplémentaire d'a	amortissement	Montant de la
	Augmentation du montant brut	Augmentation du montant	Au cours	de l'exercice		provision spéciale
	des immobilisations	des amortissements	Montant des suppléments d'amortissement (2)	Fraction résiduelle correspondant aux éléments cédés (3) 4	Montant cumulé à la fin de l'exercice (4)	[ (col.1 - col.2) - col.5 (5) ]
1 Concessions, brevets et droits similaires			#M-	¥	,	6
2 Fonds commercial						
3 Terrains						
4 Constructions						
5 Installations techniques mat. et out. industriels 6 Autres immobilisations						
corporelles						
7 Immobilisations en cours						
8 Participations						
9 Autres titres immobilisés						
10 TOTAUX						
<ol> <li>(1) Les augmentations du montant brut et d'amortissables réévaluées dans les cond Le montant des écarts est obtenu en soi (2) Porter dans cette colonne le supplément</li> <li>(3) Cette colonne ne concerne que les immutilisé de la marge supplémentaire d'am (4) Ce montant comprend :         <ul> <li>a) le montant total des sommes portées a b) le montant cumulé à la fin de l'exerci</li> <li>(5) Le montant total de la provision spécia.</li> </ul> </li> </ol>	ustrayant des montants por t de dotation de l'exercice a nobilisations réévaluées cé tortissement.  nux colonnes 3 et 4; ice précédent, dans la mesu	18 bis J du code général tés colonne l, ceux port aux comptes d'amortisse dées au cours de l'exerc de cours de l'exerc ure où ce montant corres	des impôts et figurant à lés colonne 2.  ment (compte de résultat cice. Il convient d'y repo	l'actif de l'entreprise au d  t) consécutif à la réévalu  rter, l'année de la cessio  urant à l'actif de l'entrepri	lébut de l'exercice.  Lation.  In de l'élément, le solde n  Les au début de l'exercice.	ion
ADRE B EFICITS REPORTABLES AU 3º	1 DECEMBRE 1976	IMPUTES SUR I	_A PROVISION SI	PECIALE AU POII	NT DE VUE FISCA	L
- FRACTION INCLUSE DANS L	_A PROVISION SPI	ECIALE AU DEBI	UT DE L'EXERCIO	DE		
- FRACTION RATTACHEE AU F	RESULTAT DE L'EX	ERCICE	***************************************	**********************		

Le cadre B est servi par les seules entreprises qui ont imputé leurs déficits fiscalement reportables au 31 décembre sur la provision spéciale.

Il est rappelé que cette imputation est purement fiscale et ne modifie pas les montants de la provision spéciale figurant au bilan: de même, les entreprises en cause continuent à réintégrer chaque année dans leur résultat comptable le supplément d'amortissement consécutif à la réévaluation.

Ligne 2, inscrire la partie de ce déficit incluse chaque année dans les montants portés aux colonnes 3 et 4 du cadre A. Cette partie est obtenue en multipliant les montants portés aux colonnes 3 et 4 par une fraction dont les éléments sont fixés au moment de l'imputation, le numérateur étant le montant du déficit imputé et le dénominateur celui de la provision.

<sup>\*</sup> Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Désignation	de l'e	entreprise: S	SAS S	SPPE							_							Néant [
CADRE A			SITU	ATIONS	ET M	10UV (O	ÆMENTS DE U VENANT E	L'I N D	EXE IM	RCICE DE	S AMO	ORTIS	SEMEN	IS TECH	NIQI	UES		
IMMOBILIS	ATI	ONS AMORTI	SSAB	LES	- 1	Montant des amortisseme au début de l'exercice				igmentations : de l'exerc	dotatio	D	iminutions afférents au	: amortissen x éléments s f et reprises	ients ortis			mortissemer
Frais d'établisseme et de développeme			Т	OTAL I	CY	1	=	$\forall$	EL			El	м		-	EN		
Autres immobili		ons		OTAL II	1		86 70	-	PF		1 34	_			-	PH	_	
Terrains				JIADII	PI	-	00 70	-	PJ		1 34	PI	4			PL		88 04
	S	ur sol propre			PM	-	25 65	$\dashv$	PN		10 768	-	-		-	_		
Constructions	-	ur sol d'autrui			PR		25 65.	-	24/11/25		10 /68	PI			$\dashv$	PQ		36 42
Consu dottons	In	st. générales, agen			PV			-	PS						-	PU		
Installations technic	jues,	nénagements des co matériel et	onstruc	tions	PZ	_		-	W			PX	-		-4	PY _		
outillage industriel	-	st. générales, agenc	ements	3,			753 571	7	QΑ	1.	43 875	=		12 1	17	QC_		885 32
Autres	an	nénagements divers			QD		30 497 276		QΕ	7 7	46 368	QF			- 10	QG	38	8 243 643
immobilisations	-	latériel de trans			QH		85 606		SI		2 413	QJ				QK		88 019
corporelles	inf	ormatique, mobilie aballages récupérat	r		QL		28 388	Q	M		8 835	QN				SO		37 223
		divers	nes		QP			Q	R			Qs				QT		
			ГОТА		QU		31 390 495	Q	V	7 91	2 259	QW		12 11	7 (	QΧ	39	290 637
TO	TA	L GENERAL (	I + II	+ III)	ØN		31 477 197	Ø	P	7 91	3 606	ØQ		12 11	7 0	ðR	39	378 686
CADRE B	VI	ENTILATION		MOUV DOTATI		ENTS	AFFECTAN	TI	<b>[A</b> ]	PROVISIO		UR AI		SSEMEN	TS D		-	
Immobilisations amortissables	Différential de dunée		Colonne Mode dégr	e 2	1		scal Dir		Niff/maneial da dunda		Colonr	olonne 5 Colon e dégressif Amortissers			e 6 am at fiscal à la i		ent net des ssements e l'exercice	
rais établissements TOTAL I	M		N1			N2	l	N3		N4				N5 exceptionne			N6	
utres immob. incor- orelles TOTAL II	N7	7	N8			P6		P7	-		P8			P9		Q		
errains	Q2		Q3			Q4		Q5			Q6			27		Q	_	
Sur sol propre	Q9		RI			R2		R3	H		R4			25	-	R	-	
Sur sol d'autrui	R7		R8			R9		SI	H		S2		-	33				
Inst. gales, agenc et am. des const.	S5		S6			S7		S8	-		S9 S9			-		_ S4	-	-
st. techniques	Т3		T4		-	T5		T6	-		T7			71 78	_	T2	-	
Inst. gales, agenc	U1	1 235 576	1 -		-	U3		U4	-	110.004	-					T9	-	
am. divers Matériel de	U8	1 233 370	U9			1				143 326	U5		_	J6		U7	1	092 250
transport Mat. bureau et	V6					VI		V2			V3		`	74		V5		
inform mobilier Emballages	522.2		V7		-	V8		V9	_		W1		\W	/2		W3		
récup, et divers	W4		W5			W6		W7			W8		W	79		_X1		
TOTAL III	X2	1 235 576	X3	2 1 27	NAME OF TAXABLE PARTY.	X4		X5		143 326	X6		X	7		X8	1	092 250
res de participations TOTAL IV	NL						1	NM								NO		
	NP	1 235 576	NQ			NR		NS		143 326	NT	•	N	U		NV	1	092 250
l général non ventilé NP + NQ + NR )	٧W	1 2	235 5'	76 Total	généra NS + N	non v	entilé NY				326	Total ge	inéral non v NW - NY )	entilé NZ				92 250
ADRE C							<u> </u>											
FFECTANT LES	CH	DE L'EXERCIO LARGES REPA S EXERCICES	RTIE	s 1		Montant net au début de l'exercice			Augmentations			Dotations de l'exercice aux amortissements				Montant net à la fin de l'exercice		
Frais d'émission	d'em	prunt à étaler										Z9			Z8			
Primes de rembo	ırseı	ment des obliga	tions									SP			SR			
				-	Das ava			7-11-4	-							L		

# 7 U BILAN

)	PROVISIONS INSCRITES A	į
< 1 I	1	

	Nature de	es provisions		Montant au début de l'exercice 1		AUGMENTATIONS: Dotations de l'exercice 2		DIMINUTIONS: Reprises de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
	Provisions pour gisements mini	reconstitution des ers et pétroliers *	3T		T		1	TB 3	TC	4
4600		investissement	31	J	T	D	7	TE	TF	
	Provisions pour	hausse des prix (1) *	3V		T	G	T	 Н	TI	
real	Provisions pour (art. 237 bis A-Provisions pour Amortissements	dérogatoires	3X	1 903 55	7 TM	1 092 25		N	TC	2 995
ione	Dont majoration	as exceptionnelles de 30%	D3		-D			05	D6	
Provisions	Provisions pour (art. 39 quinquie	prêts d'installation s H du CGI)	IJ		IF		ם		IM	
٩		as réglementées (1)	3Y		T		Т		TR	
		TOTAL I	-3Z	1 903 55	7 TS	1 092 25			TU	
	Provisions pour	litiges	4A	30 000	0 4E		40		4D	
	Provisions pour	garanties données	4E		  4F	,	40		4H	
charges	Provisions pour p	pertes sur marchés à	4J		4K		41		4M	
t cha	Provisions pour a	amendes et pénalités	4N		4P				48	
nes e	Provisions pour	pertes de change	4T		4U		- 4v		4W	
risq	Provisions pour p	pensions et obligations	4X		4Y		42		5A	
pour	Provisions pour i	mpôts (1)	5B		5C		51		5E	
Suoi	Provisions pour r immobilisations	enouvellement des	5F		5H		5J		5K	
Frovisions	Provisions pour g et grandes révision	gros entretien	ЕО		EP	-	EC		ER	
	Provisions pour c fiscales sur congés	harges sociales et	5R		58		5T		5U	
Ì	Autres provisions charges (1)	pour risques et	5V	12 753 389	5W		5X	2 518 214	5Y	10 235 1
Ī		TOTAL II	5Z	12 783 389	TV		TW		TX	10 265 1
		- incorporelles	6A		6B		6C		$ _{6D}$	10 200 1
101	1	- corporelles	6E		6F		6G		6H	
achicalan	sur	- titres mis en équivalence	Ø2 -		Ø3		Ø4		ø <sub>5</sub>  -	
	immobilisations	- titres de participation	9U		9V		9W		9X	
	1	- autres immobilisations financières (1) *	Ø6 T		Ø7		Ø8		Ø9 -	
	Sur stocks et en co		6N		6P		6R		6S	
	Sur comptes clients		6T		6U		6V		6W	
	Autres provisions p dépréciation (1) *	oont	6X		6Y		6Z		7A	
Ī		TOTAL III	7B		TY		TZ		UA	
	TOTAL G	ENERAL (I + II + III )	7C	14 686 946	UB	1 092 250	UC	2 518 214	UD	13 260 98
				exploitation	UE		UF	2 518 214		
		Dont dotations et reprises	1	- 1	UG		UH			
			- ex	cceptionnelles	נט	1 092 250	UK			
rec	mis en équirelence :	nontant de la dépréciation à la cl			_				10	

<sup>(1)</sup> à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.

NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI.

## ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE\*

_	DRE A		entreprise : SAS SPI  ETAT DES CF	-	CES	7	Montant brut	7	A 1 an au pl	us	7	A plus	Néar
			chées à des participation		C115	UL	1	UN	2		1,1	3	
122	Prêts					UP		-		====	UN		
MM			lisations financières	-		UT	204 71	9 U	-	04.710	US		
$\rightarrow$			ou litigieux			VA	204 / 1	9 0	<u>Y</u> ] 2	04 719	UW		
H		créances		_		UX	1.015.22		1.0	15 220			
1. 6		eprésentative u remis en ga		e- UC		ZI	1 015 33	8	10.	15 338			
17 🗆			mptes rattachés	100	1	UY	10.25	-					_
NG.			et autres organismes so	oiouv	,	UZ	10 35.	5		10 353			_
FC			Impôts sur les bénéf	_		1		1					
'ACT	Etat et	autres	Taxe sur la valeur ajo	_		VM		-					
DEL	collec	tivités				VB	619 655	-	61	9 655			
	publi	ques	Autres impôts, taxes	et vers	sements assimilés	VN		_					
			Divers			VP	1 167	-		1 167			
Ī	Débiteu	et assoc	(dont créances relativ	es à d	es opérations	VC	3 245 986	-	3 24	5 986			
d	e pens	ion de tit	res)	75 u u		VR	246 054		240	6 054			
Cha	arges co	onstatées	d'avance			vs	118 220		118	8 220			
	Montant - Prêts accordés en c				TOTAUX	VT	5 461 492	VU	5 461	1 492	vv		
(I	D)	laa	- Prêts accordés en cor			VD							
RENVOIS	`		- Remboursements obta			VE		V				8	
(2	Prêt	s et avance	s consentis aux associés (pe	rsonnes	s physiques)	VF							
CADF	RE B	ETA	AT DES DETTES	1	Montant brut 1		A l an au plus 2		A plus d'1 an et 5 an	ıs au plus		A plus de 5 a	ans
Empr	unts ob	oligataire	s convertibles (1)	7Y									
Autres	s empr	unts obli	gataires (1)	7Z									
Empru	unts et det rès des issements	tes à 1	an maximum à l'origine	VG									
de cr	rédit (1)	àp	lus d' 1 an à l'origine	VH	12 471	113	3 376	729	8 8	26 526			267 8
Етрги	ınts et	dettes fin	ancières divers (1) (2)	8A				$\neg$					
Fourn	isseur	s et comp	otes rattachés	8B	453	891	453 8	91					
Perso	nnel e	t compte:	s rattachés	8C		492	79 4					-	_
écurité	é socia	le et autre	es organismes sociaux	8D		643	63 6	-					
Etat	1		sur les bénéfices	8E			03 (	.5					
autre			r la valeur ajoutée	vw	41	620	41 6	20			-	-	-
ollecti	vités		ons cautionnées	vx	41	520	410	20					
publiq	ues 📙		ôts, taxes et assimilés	vQ	211	167	211.1	(7)				_	
ettes su			t comptes rattachés	8J		-	211 1	-					_
		ociés (2)		VI	1 758	$\rightarrow$	1 758 9	-+-					
utres	dettes	(dont det	tes relatives à des	8K	6 346	-	605 79	-	5 74	0 683			
			de titres) e titres empruntés		6	391	6 39	)1					
				Z2				_					
ouults	const	atés d'av		8L				_					
			TOTAUX	VY	01 400	768	VZ 6 597 69	0	1450				7 05
				A1	21 432 1	/05	(2) Montant des divers	_	14 567	7 209		26	7 85

# DETERMINATION DU RESULTAT FISCAL

DGFiP N° 2058-A 2016

	Dés	signation de l'entre	orise :	SAS SPPE	 C.								Néant [	v]+		Exercice N, clos	le ;
	l	i. REINTEGRATIC		5115 5111	-			-	RENFEI	TF COM	DTADY	FDF	L'EXERCIC			31012016	
	-	Rémunération du	_	1   de l'explo	itant on	des associ	riés		DEIVEFIC		IABL	E DE	L EXERCIC		WA		
	-	(entreprises à l'II	₹)	de son con		463 13300		ins part déd	uctible *				réintégrer :	-	WB WC		
	Charges non admises en déduction du résultat fiscal	Avantages personnel amortissements à por	s non dé	ductibles* (sauf	WD		Amor	rtissements ex	cédentaires (art	39-4 du C	:.G.I.)	WE	rennegrer .	$\neg$	H		
4	nise tat f	Autres charges et dép	ter ligne	mptuaires		-	Tave		sements non d res particulière		s	WE		_	XE	18	381
	adr ésul	(art. 39-4 du C.G.I.)			WF	13 6	socié	tés (entrepri	ises à l'IS)			WG	4 7	701			
2	e P	Provisions et charges (cf. tableau 2058-B, ca	a payer dre III)	non déductibles	wı		Char non c	ges à payer l	liées à des état on déductibles	s et territe	oires	xx		1	xw		90
\ <u>\</u>	gestion	Amendes et péna	lités		WJ				cières (art.2			xz				""。	No.
DECLARANT	Shar	Réintégrations p	révues	à l'article 15	5 du CC				<u> </u>					-	XY		
- Ł	- Ge				la notic	e 2032)								-	17		-
	Quote	Bénéfices réalisé de personnes ou u	s par une n GIE	société WL				Résultats be	inéficiaires visés	L7				٦,	K7		_
Ž,	ET REES	Moins-values nettes a	5 -	imposées au t	aux de	15 % ou	de 19 %			1 1	à l'imr	ôt su	r le reveni	- 10	18		
	ICULIERS ET ONS DIFFERE	long terme		imposées au ta				-	J. C. S.				- 10 10 10 10 11	-	ZN -		
	P 250	Fraction is	mposa	ble des plus-va	alues ré	alisées a	u		- Plus-valı	ies nettes	à court	terme		-	VN -		
L	IN PO			'exercices ante				4	- Plus-valu	es soumi	ises au r	égime	des fusions	$\dashv_{w}$	<sub>70</sub>  -		-
L		Ecarts de valeurs	liquid	atives sur OP	CVM *	(entrepr	ises à l'Is	S)	-					$\dashv_{x}$	R -		
R	Léinté	grations diverses à		Intérêts excédenta (art. 39-1-3e et 212	ires 2 du C.G.I	SU			Zones d'entrepris		sw			$\dashv_{u}$	10		
		r sur feuillet séparé DO	*TF	Déficits étrangers ant	érieurement	sx			(activité exonére Quote-part de 12	-	M8	-		-		3 0	000
F	Réinte	égration des charge	es affe	déduit par les PME (					plus-values à tau	x zéro	IVIO			4	_		$\Box$
														$\perp^{Y}$	1		
H	CSul	tat fiscal afférent à	ractivi	ite relevant du	гедине	optionne	de taxa	ition au to	nnage					Y	3		
													TOTAL I	w	R	21 4	71
-		DEDUCTIONS							PERTE	СОМРТ	ABLE	DE L'I	EXERCICE	w	s	1 455 9	97
1	Juote	e-part dans les pert	es subi	ies par une so	ciété de	personn	es ou ur	1 G.I.E. *						$\neg$ w	Т		7
(0		ons et charges à payer n eau 2058-B , cadre III )	on dedu	ctibles, antérieure	ment taxe	ées, et réin	tégrées dar	ns les r <del>é</del> sulta	its comptables	de l'exer	cice			w	U		
Régimes d'Imposition	particuliers et impositions différées		/ i	mposées au ta	ux de 1:	5 % (16	% pour l	les entrep	rises soumis	ses à l'i	mpôt s	ur le	revenu)	$\mathbf{w}$	v		$\dashv$
Bodu	diffé	Plus-values	- iı	nposées au tau	x de 0	%								w	H		
ê.	ons	nettes à	-	nposées au tau										w	P		
imes	part	long terme		nputées sur le				long terme	e antérieure	s				ww	V		$\exists$
Rég	E -	Anton		mputées sur le		ts antérie	eurs							XE	3		
		Autres plus-values												] I6			
ĺ		Fraction des plus v Régime des sociétés mè	alues i	nettes à court	terme d	e l'exerci	ice dont	l'impositi	on est diffé	rée *				] wz			
	1	Produit net des actions	et parts	d'intérêts : ( d	léduire de	es produits	nets de pa	estant imposi articipation	4	A			5 434 )	XA		537 94	9
		Déduction autorisée			ements	réalisés o	lans les c	collectivite	és d'Outre-m	ier * .				ZY			
8	-	Majoration d'amor		ent *										] xD			
Mesures		Entreprises nouvelles (Reprise d'entreprises difficultés 44 septies)	en K9		Entrepris 44 sexies	es nouvelles	L2		Jeunes entr innovantes (art. 44 sex		L:			XF		<del>,</del>	
= ;	ient s	Entreprises nouvelles (Reprise d'entreprises difficultés 44 septies)  Pôle de compétitivité (art. 44 undecies)  Zone franche urbaine (art. 44 octies et octies	L6		immobilie	nvestissemen er cotées	t К3		Zone de res de la défen	structurationse	on PA					<b>建</b> 数1000000000000000000000000000000000000	<u> </u>
	atten	S 5 Zone franche urbaine	øν		(art. 2080 Bassin d'e	emploi à	1F		Zone franc	es)	_	+-					
	A A	(art. 44 octies et octies	A)		(art. 44 d	iser uodecies)	11		(art. 44 qua			_				N	
_		Committee of the last						14 quindecies)			PC						
Dédi	ctions	carts de valeurs lies diverses à détailler	quidati Dont dé	ves sur OPCV	_	ntreprise	s à l'IS)	la., v						XS			
sur fe	euillet s	séparé		duction nnelle estissement				report en a	gagée par le mière de défici	ZI				ΧG		14 202	2
Dé	ductio	ons des produits at	fectés	aux activités é	ligibles	au régin	ne de tax	ation au to	onnage					Y2			
141	I . RE	SULTAT FISCAL										TO	OTAL II	хн		2 000 140	1
		_				(	hénéfic	e ( I moin	еП)	VI		_		λι,		2 008 148	
Ré	sultat	t fiscal avant impu	tation	des déficits re	portable	es : { -				XI	13021	DATE:	SAKOTO NESTE				
D.//		11					deficit (	II moins	1)	18	e X		100 No. 100 No	XJ		1 986 677	
		e l'exercice reporté	_							ZL							
Déf	icits a	antérieurs imputés	sur le	s résultats de l	'ехегсіс	e (entre	orises à l	'IS)*						ХГ			
ESU	JLTA	T FISCAL BE	NEFIC	E (ligne XN)	ou <b>DE</b>	FICIT re	portable	en avant (	ligne XO	xN				, l			+
les ex	olicatio	ins concernant cette rubriou		andas dessels as i	9 2020				g	ALC:			0	xo		1 986 677	

<b>FIDEPART</b>	ENAIRE

SAS SPPE

Page:

28

# 2058A - Déductions diverses au 31/01/2016

Libellé	Montant
CREDIT IMPOT MECENAT	1 800
CREDIT IMPOT COMPETITIVITE ENTREPRISE	12 402
Totalisation	14 202

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

۵

12	_	1	
1	4	0	١
1	1	11	ı

# DEFICITS, INDEMNITES POUR CONGES A PAYER ET PROVISIONS NON DEDUCTIBLES

DGFiP N° 2058-B 2016

ΧU

	***				
Désignation de l'entreprise SAS SPPE					Néant [
SUIVI DES DEFICITS  Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précéd  Déficits imputés (total lignes XB et XI, du tableau 20					
Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précéd	dent (1)	101		K4	
Déficits imputés (total lignes XB et XL du tableau 20	058A)			K5	
Déficits reportables (différence K4 - K5)				K6	
Déficit de l'exercice (tableau 2058-A, ligne XO)				YJ	
Total des déficits restant à reporter (somme K6 + YI)	)			YK	
II. INDEMNITES POUR CONGES A PAYER, CHAP	RGES SOCIALES ET FISCA	LES CORF	ESPONDANTES		_
Montant déductible correspondant aux droits acquis par le sous le régime de l'article 39-1. 1e bis A1. 1er du CGI, do	es salariés pour les entreprises pl	acées		ZT	103 38
III. PROVISIONS ET CHARGES A PAYER, NON D	EDUCTIBLES POUR L'ASS	ETTE DE	L'IMPOT		103 36
(à détailler sur fei			Dotations de l'exercice		Reprises sur l'exercice
Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscal pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-1	es correspondantes non déductib 1. le bis Al. 2 du CGI *	les ZV		zw	respinses sur rescrete
Provisions pour risques et charges *					
		8X		8Y	
		8Z		9A	
		9B		9C	
Provisions pour dépréciation *					
		9D		9E	
	5	9F		9G	
-		9Н		9J	
Charges à payer					
		9K		9L	
		9M		9N	
		9P		9R	
		98		9T	
TOTAUX (YN	= ZV à 9S) et (YO = ZW à 9	T) YN		YO	
à rep	orter au tableau 2058-A :	<del></del>	ligne WI		ligne WU
CONSEQUENCE DE LA M	METHODE PAR COMPOSA	ANTS (and	227 conting 1 CCD		
T I	Montant au début de l'exercice		nputations CGI)	Mo	ntant net à la
Montant de la réintégration ou de la déduction	LI			tín	de l'exercice

art. L3113-1 et L3211-1 du Code des Transports (case à cocher)

ENTREPRISES DE TRANSPORT INSCRITES AU REGISTRE DES TRANSPORTS

<sup>\*</sup> Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n°2032.

<sup>(1)</sup> Cette case correspond au montant porté sur la ligne YK du tableau 2058 B déposé au titre de l'exercice précédent.

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

#### TABLEAU D'AFFECTATION DU RESULTAT ET RENSEIGNEMENTS DIVERS

D	)ési	gnation de l'entreprise : SAS SPPE								Néant N
		Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie	øс	8 467 98	8	Affectati	ons <b>s</b>	- Réserve légale	ZB	
			-		1	aux réser	ves (	- Autres réserves	ZD	
1	SES	Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la déclaration est établie	ØD	(438 783	AFFECTATIONS	Dividend	les		ZE	486 11
	OKIGINES	Prélèvements sur les réserves	ØE		FFEC	Autres ré	partitio	ons	ZF	
					1	Report à		U irement être êgal au total [])	ZG	7 543 09
_		TOTALI	ØF	8 029 20			- Alexandre	TOTAL II	ZH	8 029 20
_			_	JTIONS (Articl						
		tant total des sommes distribuées devant donner lieu au paiement	de la c	contribution prévue à	l'article 2	235 ter ZCA a	u titre de	l'exercice	χV	
⊢	_	NSEIGNEMENTS DIVERS  - Engagements de précisez le prix de revient de	a bione	neis E				Exercice N:		Exercice N-1:
	CINCAGEMENIS	crédit-bail mobilier procisez le prix de revient de	s olelis	pris J7		51 192 )	YQ	11 94	7	24 635
5	3000	- Engagements de crédit-bail immobilier			-		YR			
ā		- Effets portés à l'escompte et non échus					YS			
		- Sous-traitance					YT			
	RGES	- Locations, charges locatives den montant des loye et de copropriété	rs des urée >	biens pris 6 mois J8		72 909 )	XQ	77 39	4	107 678
	SCHA	- Personnel extérieur à l'entreprise					YU			E CHARLES
STES	ALSE	- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (h	ors re	étrocessions)			ss	496 89	7	818 067
DES PC		- Rétrocessions d'honoraires, commissions et cour					YV			
DETAILS DES POSTES	AUTRES ACHAIS ET CHARGES EXTERNES	- Autres comptes (dont cotisations versées au syndicales et professionnel	x orga les	nisations ES		24 844 )	ST	3 097 338	8	3 660 466
B		Total du poste correspon	dant	à la ligne FW du	tableau	u n° 2052	ZJ	3 671 629	9	4 586 211
		- Taxe professionnelle *, CFE, CVAE				210.0	YW	1 91	1	12
A STO	TAXES	- Autres impôts, taxes et versements assimilés (dont taxe intérieure sur les produits pétro	liers	zs		)	9Z	210 592	2	252,578
2	F	Total du compte correspon	ndant	à la ligne FX du	tableau	ı n° 2052	YX	212 503	3	252 590
V.A		- Montant de la T.V.A. collectée					YY	852	2	
Ţ.V		<ul> <li>Montant de la T.V.A. déductible comptabilisée au biens et services ne constituant pas des immobili</li> </ul>	satior	18			YZ	622 954		801 564
		<ul> <li>Montant brut des salaires (cf. dernière déclaratio salaires DADS 1, ou modèle 2460 de 2015) *</li> </ul>	n ann	uelle souscrite a	titre d	les	ØВ	594 152	:	
RS		<ul> <li>Montant de la plus value constatée en franchise o pour le régime simplifié d'imposition *</li> </ul>	l'imp	ôt lors de la pren	ière op	otion	øs		in i	
DIVERS		- Effectif moyen du personnel * (dont : apprentis :	0	handicapés)	0		YP	12		12
		- Effectif affecté à l'activité artisanale					RL			
		<ul> <li>Taux d'intérêt le plus élevé servi aux associés à raison à la disposition de la société *</li> </ul>	n des	sommes mises			ZK	2,14	ó	2,76 %
		- Numéro de centre de gestion agréé * XP			- Filiale prévu p	es et partici par art.38 II	pations de l'anr	(Liste au 2059-G S	Si oui ( Sinon (	cocher 1 ZR
	n	Société : résultat comme si elle l'avait jamais été membre du groupe. JA (1 986	6 677	Plus-values à 1	3% JK			Plus-values à 0%	Л	
E DE		THE WEAR OF THE		Plus-values à 19	<sub>%</sub> ЈМ			Imputations	JC	
REGIME DE GROUPE •		Groupe : résultat d'ensemble. JD (1 756	961	) Plus-values à 1:	% JN			Plus-values à 0%	JO	
50	100 000			Plus-values à 19	% ЛР			Imputations	JF	
		Si vous relevez du régime de groupe : indiquer 1 si société mère, 2 si société filiale	ЛН	2 N° SIRI	T de la s	ociété mère du	groupe	JJ 4 9 3 0 1	5 0	8 5 0 0 0 1 9

<sup>(1)</sup> Ce cadre est destiné à faire apparaître l'origine et le montant des sommes distribuées ou mises en réserve au cours de l'exercice dont les résultats font l'objet de la déclaration. Il ne concerne donc pas, en principe, les résultats de cet exercice mais ceux des exercices antérieurs, qu'ils aient ou non déjà fait l'objet d'une précédente affectation.

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032 (et dans la notice n° 2058-NOT pour le régime de groupe).

۵

	٠	_	31
1	٠.		7
(	1		7.)
1	-	•	"

	A	- DETERMINATION DE LA VALEUR RESIDU	ELLE						Né
atu	re e	et date d'acquisition des éléments cédés * Valeur d'on		Valeur nette réévalué	* Amortissemen	ts pratiqués	Aut		Valeur résidu
	Ι.	0		3	en tranchis	e d'impôt		ements 3	© water residu
		POMPE 22022008	12 117			12 117			8
	2								
i	3					6			
	4	- 1							
	5						_		
	6				-				
1									
	7								
	8		ł.						
	9		M						
1	10								
1	11								
١,	12								
1.	-								
_	_	B - PLUS-VALUES, MOINS-VALUES		Qua	lification fisc	ale des plu	ıs et mo	ins-values	réalisées *
		Prix de vente Montant global de l ou de la moins	a plus-valu- value	e Court terme		Long t	erme		Plus-va taxable
	T	<b>9</b> ®		19	19%	15% ou	16%	0%	19% (1
1	L								
2	2								-
3						+			
4	F			-		-			
	$\vdash$								
5	L								
6									
7	l								
8						1	-		
9									
0	_								
	_			(					
1									
2									
3	Fr	raction résiduelle de la provision spéciale de réé fférente aux éléments cédés	valuation	+					
\$		unortissements irrégulièrement différés se rapp ux éléments cédés	ortant	+					
-	A	mortissements afférents aux éléments cédés m	nic evolue						
-	ac	es charges deductibles par une disposition légale		+					
5	ae	mortissements non pratiqués en comptabilité et correspo iduction fiscale pour investissement, définie par les lois 168 et 1975, effectivement utilisée	ndant à la de 1966,	+					
ŀ	Ré	sultats nets de concession ou de sous concession de lies	nces						THE OWNER OF THE
L	pa	exploitation de brevets faisant partie de l'actif immobilisé s été acquis à titre onéreux depuis moins de deux ans	et n'ayant						
	Pro	ovisions pour dépréciation des titres relevant du régime ons-values à long terme devenues sans objet au cours de l	les plus ou 'exercice		1 100 000		11100	CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE	
	Do	otations de l'exercice aux comptes de provisions pour déj s titres relevant du régime des plus ou moins-values à lon							
		ivers (détail à donner sur une note annexe)*	o withe					_	
_		A : plus ou moins value nette à court terme (total algébri	ous en						
		des fignes 1 à 20 de la colonne (9)							
1)	ЖI:	<ul> <li>B) plus ou moins value nette à long terme (total algébri des lignes 1 à 20 de la colonne (10)</li> </ul>	jue						- North
		C autres plus-values taxables à 19% (11)		(A)		(B) (Ventilation par	taux)		(C)

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SAS SPPE Néant X A ELEMENTS ASSUJETTIS AU REGIME FISCAL DES PLUS-VALUES A COURT TERME (à l'exclusion des plus-values de fusion dont l'imposition est prise en charge par les sociétés absorbantes) (cf. cadre B) Origine Montant net Montant Montant compris Montant des plus-values antérieurement dans le résultat restant à réalisées \* Imposition répartie réintégré de l'exercice réintégrer Plus-values réalisées EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT sur 3 ans (entreprises à l'IR) au cours de sur 10 ans sur une durée différente (art. 39 l'exercice quaterdecies 1 ter et 1 quater CGI) **TOTAL 1** Montant net des plus-values réalisées à l'origine Montant anté-rieurement réintégré Montant rapporté au résultat de l'exercice Montant restant à réintégrer Imposition répartie N - 1 sur 3 ans au titre de N-2 N - 1 N - 2 N - 3 Plus-values réalisées Sur 10 ans ou sur une N - 4 durée différente (art. 39 au cours des quaterdecies 1ter et 1 N - 5 quater du CGI) exercices antérieurs (à préciser) au titre de : N - 6 N - 7 N - 9 TOTAL 2 B PLUS-VALUES REINTEGREES DANS LES RESULTATS DES SOCIETES BENEFICIAIRES DES APPORTS Cette rubrique ne comprend pas les plus-values afférentes aux biens non amortissables ou taxées lors des opérations de fusion ou d'apport. Plus-values de fusion, d'apport partiel ou de scission Plus-values d'apport à une société d'une activité (personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement) professionnelle exercée à titre individuel (toutes sociétés) Montant net des Origine des plus-values et date Montant antéplus-values réalisées Montant rapporté au Montant restant des fusions ou des apports rieurement réintégré résultat de l'exercice à l'origine à réintégrer **TOTAL** 

<sup>\*</sup> Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice nº 2032

				Néa
		Rappel de la plus ou moir	ns-value de l'exercice relevant du taux de 15 % 🕕 ou 16	% 🙆
Entreprises soumises à		Gains nets retirés de la ce	ession de titre de sociétés à prépondérance immobilières r terme (art.219 I a sexies-0 bis du CGI)	on cotées
② Entreprises soumises à	l'impôt sur le revenu	Gains nets retirés de la co (art. 219 I a sexies-0 du C	GI) ••.	eur à 22,8 M€
,	I - SUIVI D	ES MOINS-VALUES DES	ENTREPRISES SOUMISES A L'IMPOT S	SUR LE REVENU
Origine		Moins-values à 16 %	Imputations sur les plus-values à long terme de l'exercice imposables à 16 %	Solde des moins-values à 16 %
•		<b>②</b>	3	<b>@</b>
Moins-values nette	es N			
	N - 1			
	N - 2			
Moins-values nette long terme	es à N-3			
subies au cours des	N-4			
dix exercices antérieurs	N - 5			
(montants restant à	N-6			
déduire à la clôture du	N - 7			
dernier exercice)	N - 8			
•	N - 9		.11	
Time	N - 10			
II - SUIVI	DES MOINS-VA	LUES A LONG TERME	DES ENTREPRISES SOUMISES A L'IMP	OT SUR LES SOCIETES *
		Moins-values	Imputations sur les plus-values	

		Moins-values			Imputations sur les plus-values à long terme		
Origine Φ		A 19 %, 16,5% (1) ou à sur le résultat de l'exercice (article 219 I a sexies-0 du CGI) 3		A 19 % ou 15 % imputables sur le résultat de l'exercice (article 219 1 a sexies-0 bis du CGI)	A 15 % Ou A 16,5 %(1)	Imputations sur le résultat de l'exercice	Solde des moins-values à reporter col. (7)= (2)+(3)+(4)-(5)-
Moins-values nettes	N						
	N - 1						
	N - 2						
Moins-values nettes	N - 3					<del></del>	
à long terme subies au cours des	N - 4						
dix exercices antérieurs	N - 5						
(montants restant à	N - 6	i i					
déduire à la clôture du	N - 7						
dernier exercice)	N - 8						
	N - 9						
	N - 10						

<sup>(1)</sup> Les plus-values et les moins-values à long terme afférentes aux titres de SPI cotées imposables à l'impôt sur les sociétés relèvent du taux de 16,5% (article 219I a du CGI), pour les exercices ouverts à compter du 31 décembre 2007.

<sup>\*</sup> Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

#### RESERVE SPECIALE DES PLUS-VALUES A LONG TERME (15) RESERVE SPECIALE DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS

DGFiP N° 2059-D 2016

(personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement)\*

I SITUATION	DU COMPTE AFFECTE A L'I	ENRE	GISTREMENT DE L	A DESERV	E SDECIAL E DOLL	Durana	Néant [	
			NREGISTREMENT DE LA RESERVE SPECIALE POUR L'EXERCICE N  Sous-comptes de la réserve spéciale des plus-values à long terme				N	
			4	ıxées à 15 %	taxées à 18 %	taxées à 19 %	toutes 3 25 00	
Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice précédent (N-1)		1				10.000 17 70	taxées à 25 %	
Réserves figurant au bilan de au cours de l'exercice	es sociétés absorbées	2						
	TOTAL (ligne 1 et 2)	3						
Prélèvements opérés  - donnant lieu à complément d'impôt sur les sociétés - ne donnant pas lieu à complément d'impôt sur les sociétés		4						
		5						
	TOTAL (ligne 4 et 5)	6						
Montant de la réserve spécia à la clôture de l'exercice	le (ligne 3 - ligne 6)	7						
RESERVE SPECI	ALE DES PROVISIONS POU	R FLL	JCTUATION DES C	OURS* (5°.	6°. 7° alinéas de	l'art 30 1 50 d.		
montant de la réserve	réserve figurant au bilan des		montants pre			Tart. 35.1-5 (I	i CGI)	
à l'ouverture de l'exercice	sociétés absorbées au cours de l'année	donnant lieu à complément d'impôt ③		ne do	ne donnant pas lieu à complément d'impôt (4)		montant de la réserve à la clôture de l'exercice (5)	

#### Formulaire obligatoire (article 53 A du code général des impôts)

# 16

# DETERMINATION DE LA VALEUR AJOUTEE PRODUITE AU COURS DE L'EXERCICE

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT Désignation de l'entreprise SAS SPPE Néant 1 Exercice ouvert le : 01022015 et clos le : 31012016 Durée en nombre de mois I - Production de l'entreprise Ventes de marchandises OA 1 692 Production vendue - Biens OB 9 667 555 Production vendue - Services OC9 433 Production stockée OD Production immobilisée à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation OE Subventions d'exploitation reçues OF 5 049 Autres produits de gestion courante hors quote-parts de résultat sur opérations faites en commun OH Transferts de charges refacturées et transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée OI 2 222 Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilés OK Plus-values de cession d'éléments d'immobilisations corporelles et incorporelles, si rattachées à une activité normale et courante OL. Rentrées sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation XT TOTAL 1 OM 9 685 952 II - Consommation de biens et services en provenance de tiers (1) Achats de marchandises (droits de douanes compris) ON 1 509 Variation de stocks (marchandises) 00 Achats de matières premières et autres approvisionnements ( droits de douane compris ) OP 111 471 Variation de stocks (matières premières et approvisionnements) 00 (4758)Autres achats et charges externes, à l'exception des loyers et redevances OR 3 579 506 Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une OS convention de location de plus de 6 mois 4 486 Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée OU Autres charges de gestion courante hors quote-parts de résultat sur opérations faites en commun ow Moins-value de cession d'éléments d'immobilisation corporelles et incorporelles, si attachées à une activité normale et courante OY Taxes sur le C.A. autre que la TVA, contributions indirectes (droits sur les alcools et les tabacs...), T.I. P.P. ΟZ 194 055 Fraction des dotations aux amortissements afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois 09 OJ TOTAL 2 3 886 269 III - Valeur ajoutée produite Calcul de la Valeur Ajoutée **TOTAL 1 - TOTAL 2** OG 5 799 683 IV - Cotisation sur la Valeur ajoutée des Entreprises Valeur ajoutée assujettie à la CVAE (reporter sur la 1330-CVAE pour les multi-établissements et sur le 1329) 5 799 683 Si vous êtes assujettis à la CVAE et êtes un mono établissement au sens de la CVAE (cf notice de la déclaration n°1330-CVAE), alors compléter le cadre ci-dessous. Vous serez alors dispensé du dépôt de la déclaration 1330-CVAE. MONO ETABLISSEMENT au sens de la CVAE EV Chiffre d'affaires de référence CVAE GX 9 680 903 Période de référence GY GZ Date de cessation (de l'activité soumise à la CVAE) HR Pour les entreprises de crédit, les entreprises de gestion d'instruments financiers, les entreprises d'assurance, de capitalisation et de réassurance de toute nature, cette fiche sera adaptée pour tenir compte des modalités particulières de détermination de la valeur ajoutée ressortant des plans comptables professionnels (extraits de ces rubriques à joindre).

<sup>(1)</sup> Attention, il ne doit pas être tenu compte dans les lignes ON à OS, OW et OZ des charges déductibles de la valeur ajoutée, afférente à la production immobilisée déclarée ligne OE, portées en ligne OU.

Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

# COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Formulaire obligatoire (art. 38 de l'ann. III au C.G.I.) N° de dépôt

( liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait détenant directement au moins 10% du capital de la société )

1	0 (1)	Néant 🔲
/	0	Néar

	EXERCICE CLOS LE 3   1   0   1   2   0   1   6   N° SIRET 4   8   1   0   1   0   8   1   7   0   0   0   1   5
	DENOMINATION DE L'ENTREPRISE SAS SPPE
	ADRESSE (voie) Pense Folie
	CODE POSTAL 45220 VILLE CHATEAU-RENARD
	CHATEAU-RENARD
	Nombre total d'associés ou actionnaires personnes morales de l'entreprise P1 1 Nombre total de parts ou d'actions correspondantes P3 30 000
	Nombre total d'associés ou actionnaires personnes physiques de l'entreprise P2 Nombre total de parts ou d'actions correspondantes P4
ANT	I. CAPITAL DETENU PAR LES PERSONNES MORALES :
AR	Forme juridique S.A. Dénomination RAIGNEAU ET COMPAGNIE
ECI	N° SIREN (si société établie en France) 493015085 % de détention 100.00 Nh de parts ou actions
Ä	Adresse: N° Voie ZA PENOR POX TO
CONSERVER PAR LE DECLARANT	Code postal 45220 Commune CHATEAU RENARD Pays FRANCE
ER I	Forme juridique Dénomination
RY	N° SIREN (si société établie en France)  % de détention  Nh de porte que d'include de la contract de la contrac
NSE	Adresse: N° Voie % de détention Nb de parts ou actions
	Code postal Commune Pays
E A	rays
ĀĪĒ	Forme juridique Dénomination
EXEMPLAIRE	N° SIREN (si société établie en France)  % de détention  Nb de parts ou actions
XE	Adresse: N° Voie
	Code postal Commune Pays
	Forme juridique Dénomination
	N° SIREN (si société établie en France)  % de détention  Nb de parts ou actions
	Adresse: N° Voie
	Code postal Commune
-	Pays
	II. CAPITAL DETENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :  Titre (2) Nom patronymique
	Prenom(s)
	Naissance: Date No département of Company No de parts ou actions
- 1	Adresse: No Voie Pays
	Code postel
Т	Citre (2)
	Nom marital Prenom(s)
N	laissance: Date No département ou actions
A	dresse: N° Voie Pays
L	Code postal Commune Pays

<sup>(1)</sup> Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires.

Dans ce cas, il convient de numéroter chaque tableaux case.

Dans ce cas, il convient de numéroter chaque tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

Dans ce cas, il convient de numéroter chaque tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

Dans ce cas, il convient de numéroter chaque tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.



Société Pétrolière de Production & d'Exploitation ZA Pense Folie 45220 Château-Renard Tél.: 02 38 95 64 35 - Fax: 02 38 95 64 37

Monsieur le Directeur
Direction Régionale et Interdépartementale
De l'Environnement et de l'Energie
10 Rue Crillon
75 194 Paris cedex 04

Paris, Le 20/02/2017

Objet : mutation conjointe et solidaire mutations concessions de « Coulommes Vaucourtois » et « lle du Gord »

# A l'attention de Monsieur PIERRON

Monsieur,

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-jointes délibérations de la SA RAIGNEAU ET COMPAGNIE concernant les mutations concessions de « Coulommes Vaucourtois » et « lle du Gord »

Vous en souhaitant bonne réception,

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

Christian Cottenceau Directeur Juridique S.P.P.E

ZA Pense Folie 45220 Château-Renard Tél.: 02 38 95 64 35 Fax: 02 38 95 64 37 Capital: 3 000 000 € RCS: Orléans 481 010 817

PJ: 2 délibérations

# SA RAIGNEAU ET COMPAGNIE Société anonyme au capital de 2.728.158€

# Siège social : ZA PENSE FOLIE 45 220 CHATEAU-RENARD

**RCS MONTARGIS B 493 015 085** 

# CONSEIL D ADMINISTRATION EN DATE DU 02 FEVRIER 2017 A 8 HEURES 30

Sur convocation du Président, les administrateurs de la SA RAIGNEAU ET COMPAGNIE sont consultés sur l'ordre du jour suivant :

- Caution solidaire de la société RAIGNEAU ET COMPAGNIE au profit de sa filiale SPPE dans le cadre de la demande de mutation de la concession d'hydrocarbures dite « concession lle du Gord »
- Pouvoirs

# **SONT PRESENTS:**

- Monsieur Bernard RAIGNEAU
- Monsieur Eric RAIGNEAU
- Monsieur Franck RAIGNEAU

Monsieur Bernard RAIGNEAU en sa qualité de Président du Conseil d'Administration préside la séance.

Monsieur Eric RAIGNEAU est désigné en qualité de secrétaire.

Monsieur Franck RAIGNEAU est désigné en qualité de scrutateur.

Monsieur Bernard RAIGNEAU expose que dans le cadre de la demande de mutation de la concession d'hydrocarbures dite « concession lle du Gord » faite par la société SPPE société filiale de la SA RAIGNEAU ET COMPAGNIE , il est demandé un engagement de caution solidaire de la société mère pour l'accomplissement de tous contrats , obligations et entreprises liant la société SPPE dans le cadre des permis de recherches d'hydrocarbures liquides ou gazeux qu'elle détient actuellement ou pourrait être à détenir ultérieurement en France.

La société mère s'engageant également à garantir les engagements financiers souscrits dans le cadre desdits permis.

Que conformément aux usages il est demandé la garantie de la société mère.

Ceci préalablement exposé, les résolutions suivantes sont mises aux voix :

# PREMIERE RESOLUTION:

Les administrateurs autorisent Monsieur Bernard RAIGNEAU ès qualité de Président de la Société SA RAIGNEAU ET COMPAGNIE à représenter la SA RAIGNEAU ET COMPAGNIE dans l'acte de cautionnement solidaire dont les termes sont ci-après intégralement rapportés.

« Nous, société RAIGNEAU ET COMPAGNIE, société mère de la SAS SPPE, dont nous détenons 100% du capital, société représentée à l'effet des présentes par Monsieur Bernard RAIGNEAU ès qualité de Président du Conseil d'Administration, et dûment habilité par une délibération en date du 2 février 2017, garantissons que la société SPPE filiale de la société RAIGNEAU ET COMPAGNIE respectera l'intégralité de ses obligations, et plus particulièrement celles issues de la demande en objet relative à la mutation à son profit de la concession « lle du Gord », et qu'en cas de défaillance de la société SPPE, ou d'inexécution de tout ou partie de ses obligations au titre de celle-ci, la société RAIGNEAU ET COMPAGNIE se substituera à la société SPPE pour l'exécution desdites obligations.

La SA RAIGNEAU et Cie s'engage également à garantir les engagements financiers souscrits dans le cadre de ladite demande et garantit le paiement de toutes sommes qui seraient dues par la société SPPE, dans le cadre de son exécution, ainsi qu'en vertu de toutes décisions de toutes autorités judiciaires ou administratives.

La présente garantie s'appliquera également en cas de cession, apport, dissolution ou autre modification de la composition du capital social de la société SPPE.»

VOTANT: 3 POUR: 3

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

# **DEUXIEME RESOLUTION:**

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original des présentes aux fins de les exécuter.

VOTANT: 3 POUR: 3

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant clos, la séance est levée à 9 heures.

Le présent procès verbal dûment signé servira de registre des présences.

A BAIGNEAU &Cie

Tél.: 02 38 95 64 35 Fax: 02 38 95 64 37

Capital : 2 728 158 C RCS : Orléans 493 015 085



Société Pétrolière de Production & d'Exploitation ZA Pense Folie 45220 Château-Renard Tél.: 02 38 95 64 35 - Fax: 02 38 95 64 37

> Monsieur le Directeur Direction Régionale et Interdépartementale De l'Environnement et de l'Energie 10 Rue Crillon 75194 Paris Cedex 04

LA AR 1A 123 079 9959 8

Château-Renard, Le 21 février 2017

Objet : demande conjointe et solidaire de mutation d'une concession de mines D'hydrocarbures dite de « lle du Gord » et « Coulommes Vaucourtois »

A l'attention de Monsieur PIERRON

Monsieur,

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-jointe annexe concernant les concessions dites de « lle du Gord » et « Coulommes Vaucourtois » .

Nous vous en souhaitons bonne réception,

Et vous prions de croire, Monsieur le Préfet, en l'assurance de notre considération distinguée.

Christian COTTENCEAU
Directeur Juridique

452 10 55 teau-Renard 16 102 08 95 64 35 Fax 102 38 95 64 37 Capital: 3 000 000 € RCS: Orléans 481 010 817

PJ; annexe

PETROREP SA SPPE SAS

Demande conjointe et solidaire de mutation d'une concession de mines d'hydrocarbures dite de «Concession lle du Gord »

#### **ANNEXE SURFACES**

Cette concession occupe une superficie d'environ 64,7 kilomètres carrés.Les communes incluses dans ce périmètre sont Annet-sur-Marne, Carnetin, Chalifert, Charmentray, Charny, Chessy, Claye-Souilly, Condé-Sainte-Libiaire, Coupvray, Dampmart, Esbly, Fresnes-sur-Marne, Isles-lès, Villenoy, Jablines, Lagny-sur-Marne, Lesches, Magny-le-Hongre, Montévrain, Montry, Précy-sur-Marne, Saint-Germain-sur-Morin, Thorigny-sur-Marne, et Trilbardou. Toutes ces communes sont sises dans le département de Seine et Marne.

#### Coordonnées de la Concession

SOMMETS	X LONGITUDE(grades E)	Y LATITUDE (grades N)
Α	0,44 gr E	54,40 gr N
В	0,48 gr E	54,40 gr N
С	0,48 gr E	54,39 gr N
D	0,49 gr E	54,39 gr N
E F	0,49 gr E	54,37 gr N
F	0,50 gr E	54,37 gr N
G	0,50 gr E	54,36 gr N
Н	0,51 gr E	54,36 gr N
	0,51 gr E	54,35 gr N
J	0,53 gr E	54,35 gr N
K	0,53 gr E	54,33 gr N
L	0,54 gr E	54,33 gr N
M	0,54 gr E	54,30 gr N
N	,042 gr E	54,30 gr N
0	0,42 gr E	54,33 gr N
P	0,41 gr E	54,33 gr N
Q	0,41 gr E	54,38 gr N
R	0,42 gr E	54,38 gr N
S	0,42 gr E	54,39 gr N
T	0,44 gr E	54,39 gr N

Le tout sur le Département de SEINE ET MARNE

(a) 10 m

Madame la Ministre en charge de l'Energie Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer

Direction Générale de l'Energie et du Climat Direction de l'Energie SD2 / Bureau 2A A l'attention de M. Marc ROHFRITSCH Tour Séquoia 92055 LA DEFENSE CEDEX

Paris, le 31 janvier 2017

#### Recommandé avec AR

Objet :demande conjointe et solidaire de mutation d'une concession de mines d'hydrocarbures dite «Concession d'lle du Gord»

Madame la Ministre.

Nous soussignés, agissant respectivement pour la société Pétrorep SA (562 034 629 RCS Paris) et pour la Société Pétrolière de Production et d'Exploitation (SPPE) SAS (481 010 817 RCS Orléans), avons l'honneur par la présente pétition de solliciter l'autorisation de mutation des droits détenus par PETROREP SA sur la concession de mines d'hydrocarbures dite «Concession d'Ile du Gord » au profit de SPPE SAS.

# 1- CARACTERISTIQUES DE LA CONCESSION

Par décret ministériel du 5 janvier 1998 paru au J.O.R.F. du 10 janvier 1998, la concession d'Ile du Gord a été accordée pour une durée de 15 ans aux sociétés PETROREP, E.A.P. et COPAREX conjointes et solidaires. L'arrêté du 28 février 2001, paru au J.O. du 9 mars 2001, a autorisé la mutation de la concession de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux dite « Concession d'Ile du Gord » (Seine-et-Marne) au seul profit de la société PETROREP.

La validité de cette concession a été prolongée par décret en date du 11 juin 2013, publié au J.O.R.F. du 13 juin 2013 au profit de PETROREP pour une nouvelle durée de 15 ans expirant le 10 janvier 2028.

Par accord en date du 31 janvier 2017, PETROREP SA a cédé à SPPE SAS l'intégralité de ses droits et obligations afférents à la Concession.

M RO

٦.,

#### 2- REPRISE DES ENGAGEMENTS LIES A LA REPRISE DE LA CONCESSION

SPPE s'engage par la présente demande à prendre en charge tous engagements et obligations liés à l'attribution de la Concession et, notamment à respecter le Décret n°2006 - 648 du 2 juin 2006 relatif aux titres miniers et aux titres de stockage souterrain.

A la présente demande sont annexées les pièces suivantes :

- . Pouvoirs des signataires,
- . Pour SPPE SAS:
  - les renseignements administratifs prévus à l'article 3 de l'arrêté du 28 juillet 1995, et
  - les pièces justificatives des capacités techniques et financières visées à l'article 7 dudit arrêté.

A l'appui de notre requête nous vous prions de trouver ci-joint, conformément à l'article 15 de l'arrêté du 28 juillet 1995, la convention de mutation relative à la Concession entre les sociétés PETROREP SA et SPPE SAS.

Pour les besoins de la correspondance, les adresses des deux sociétés signataires sont les suivantes :

PETROREP SA, 42, Avenue Raymond Poincaré – 75782 PARIS CEDEX 16, Attention : Philippe NAHMIAS, ès qualités,

La Société Pétrolière de Production et d'Exploitation (SPPE), ZA Pense Folie – 45220 CHATEAU-RENARD, Attention Bernard RAIGNEAU, ès qualités.

Nous vous prions de croire, Madame la Ministre, en l'assurance de notre très haute considération.

Pour PETROREP SA Philippe NAHMIAS

1) rlass

POUR SPPE SAS Bernard RAIGNEAU

Copie : Monsieur le Secrétaire d'Etat chargé de l'Industrie, Ministère de l'Economie et des Finances